

Transport aérien
LE CIEL ALGÉRIEN TOUJOURS FERMÉ AU PRIVÉ P.3

Le Quotidien
 Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

Bouderbala
 parle de contrefaçon,
 fraude, corruption...

**UN CASSE-
 TÊTE
 CHINOIS
 POUR LES
 DOUANES**

P.5



Ph.: Rachid K.

**Parc automobile
 NORMALISER POUR
 SAUVER DES VIES**

P.2

**Boumerdès
 DES PROTESTATAIRES
 FERMENT TIDJELABINE**

P.6

**SUPPLÉMENT
 ÉCONOMIE**

**Dure, dure la
 réindustrialisation !**



Il était une fois la Renault Symbol made in Algeria



Les chiffres du complexe d'El-Hadjar, ou comment la nationalisation cache le fiasco



Le complexe pétrochimique de Béjaïa délocalisé suite à un veto du ministère de l'Agriculture



Quand le Doing Business pointe les insuffisances de la régulation algérienne



Entre l'Algérie et l'Union européenne, la machine de la coopération tarde à démarrer

P.11 à 14

Publicité



FORD FIESTA Trend
 > Meilleure vente mondiale dans sa catégorie*

1.379.000 DA

1.229.900 DA TVN Incluse

Offre valable jusqu'au 22 novembre

Livraison Immédiate ou en 2015



Made in Germany

Offre valable dans tout le réseau FORD.

(*): N° 1 des ventes dans le monde en 2013 dans sa catégorie

Elsecom Motors & Réseau de distribution

Siège Social : N° 136, Route de Sidi M'Hamed, Section 1, Bab Ezzouar - Alger | Tél. : 021 510 510 - 0770 14 16 89 - 0770 97 22 91 -

0770 97 23 11/35/45 - Hydra : 021 48 17 19 - 0770 14 16 93/97 - 0770 32 66 84 - Chéraga : 023 30 13 16/18 - 0770 97 24 48 -

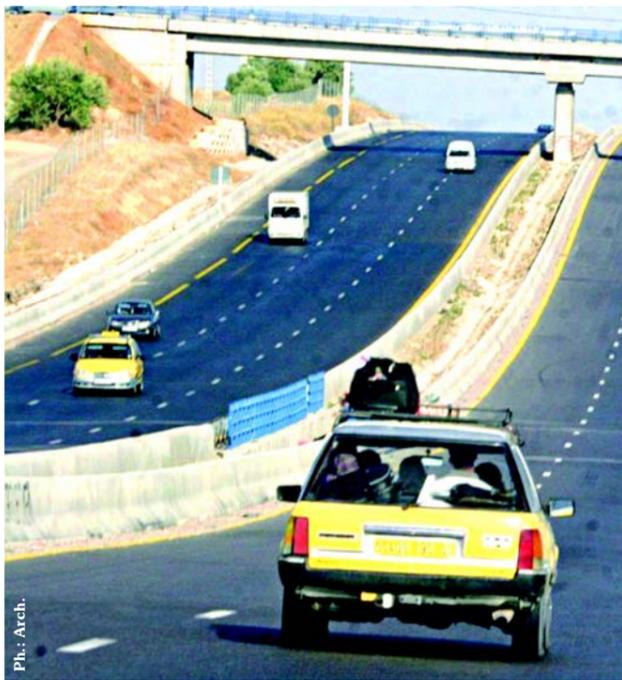
0770 97 22 08 - 0770 27 87 88 - Succursale Oran : 0770 97 26 79 - 0770 97 24 41 - Succursale Ouargla : 029 71 32 74 - 0770 97 79 18

Tout le réseau au 021 510 510



Go Further

Autoroute Est-Ouest Des caméras de surveillance et 48 postes de péage



El-Houari Dilmi

L'état de dégradation de certaines parties de l'autoroute Est-Ouest ainsi que le lancement, récent, des travaux du premier tronçon de l'autoroute des Hauts Plateaux, de même que l'entrée en vigueur du péage, ont été les principaux sujets débattus, hier matin, sur les ondes de la Chaîne 3, de la Radio nationale, avec le directeur de l'Agence nationale des autoroutes (ANA), M. Ali Khelifaoui. Annonçant d'emblée, que le péage sera pour la fin 2015, «même si le prix au kilomètre reste, encore, à définir» a-t-il indiqué, le DG de l'ANA est, longuement, revenu sur la construction de la voie routière des Hauts Plateaux, «entièrement confiée à des entreprises algériennes» a-t-il dit. Ce responsable a, également, relevé qu'il s'agit là «d'un projet, aussi important que celui de l'autoroute Est-Ouest, qui permettra permettre, aux pouvoirs publics, d'asseoir leur politique d'aménagement du territoire», a-t-il souligné.

Concernant le coût de cette voie de communication, M. Ali Khelifaoui le situe, globalement, à hauteur d'un demi-milliard de dollars le kilomètre. Interrogé sur le tronçon de l'autoroute Est-Ouest, reliant les villes de Constantine et d'El Tarf, dont les travaux ont été retirés à l'entreprise Japonaise 'Cojaal' et qui est en attente de reprise, le DG de l'ANA a affirmé que «la section de contournement du tunnel de Djebel El Ouahch devrait être opérationnelle, à partir de l'été prochain, l'étude de réalisation du tunnel devant, initialement, être construit sur cette partie du tronçon, étant encore à l'étude» a-t-il expliqué. Répondant à une question re-

lative aux équipements, accompagnant le tracé des autoroutes, le DG de l'ANA a expliqué que «les travaux ont été lancés, au mois d'avril dernier et qu'ils consistent, notamment, en la réalisation de 48 postes de péage, 22 centres d'entretien et d'exploitation et l'installation d'un réseau d'appels d'urgence». L'invité de la Chaîne 3 a, par ailleurs, annoncé, que «d'ici à fin 2015, son agence aura installé, tout le long de l'autoroute, un réseau de caméras destiné à détecter tout éventuel incident, des stations météorologiques, des stations de pesage de véhicules lourds et des panneaux d'information chargés d'informer, régulièrement et en temps réel, les usagers durant leur parcours» a-t-il indiqué.

Rebondissant que la question du système de péage, M. Ali Khelifaoui a confirmé, son entrée en vigueur, à la fin de l'année 2015, «une fois les stations de péage réalisées» a-t-il dit, ajoutant que le prix au kilomètre à payer par l'utilisateur de cette infrastructure «reste encore à définir». Le ministre des Travaux publics, M. Abdelkader Kadi, avait fait mention, en octobre dernier, du lancement de quelque 750 km de voies routières, devant relier cette infrastructure aux ports du nord du pays, à certaines villes et à l'autoroute des Hauts-Plateaux (environ 1.000 km), dont le lancement des travaux, «devrait intervenir, vers la fin de l'année 2014» avait-il affirmé. Concernant le pesage des poids lourds, devant emprunter l'autoroute Est-Ouest, le ministre avait, également, expliqué que les «équipements ont déjà été réceptionnés, avec cette mission confiée à l'ANA et l'EGA de les compléter et qui seront opérationnels, avant la fin de l'année en cours».

Parc automobile Normaliser pour sauver des vies

Moncef Wafi

L'Algérie veut connaître la composition de son parc automobile, et pour ce faire on se dirige vers l'assainissement du fichier national des cartes grises. L'objectif premier des pouvoirs publics est d'avoir des statistiques pour définir les normes des véhicules qui devraient rentrer en Algérie. Le directeur général de la normalisation, de la documentation et des archives au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Abderazak Henni, a ainsi déclaré à l'APS que ces statistiques serviront à connaître «le nombre de véhicules anciens, nouveaux et le type de véhicules qui rentrent en Algérie». Un travail nécessitant la collaboration avec les instituts de normalisation, selon M. Henni, pour essentiellement «réduire le nombre d'accidents de la circulation», expliquera-t-il. Pourtant, les causes premières des accidents de la route sont connues depuis longtemps et les quelque 4000 morts par an sur le bitume algérien continuent de noircir le tableau national. Les routes algériennes restent les plus meurtrières au monde malgré toutes les actions préventives et coercitives initiées par le gouvernement dans sa guerre contre les chauffards. Si l'initiative du ministère de l'Intérieur tend à sécuriser les routes, il n'empêche que certaines décisions qui devaient être prises ne l'ont pas été. L'exemple du mouchard sur les transports publics



Ph.: Arch.

et les poids-lourds et du permis à points sont toujours là pour rappeler l'inconstance des pouvoirs publics incapables d'aller au bout d'une décision à même de sauver des vies. Des projets de réformer le permis de conduire ou d'exiger la pose de mouchards sur les poids lourds et les autobus, grands pourvoyeurs des statistiques sur les accidents de la route, sont mort-nés et de s'interroger sur les responsabilités morales et pénales de tout un chacun. Toutes les mesures draconiennes prises sur fond de renforcement de l'arsenal judiciaire, des mesures coercitives à l'égard des chauffards, des campagnes de sensibilisation n'ont pas réussi à faire diminuer le nombre de linéels alignés sur les bords des routes al-

gériennes. Pis, chaque année semble battre le record d'accidents de sa petite sœur. En Algérie, on a plus tendance à privilégier l'aspect répressif au détriment de la formation de base qui doit être sans reproches.

Par ailleurs et dans le souci de combattre la bureaucratie, M. Henni a relevé que le fichier des cartes grises avait été décentralisé des wilayas vers les daïras depuis plus d'une année permettant ainsi au citoyen qui achète un véhicule d'avoir le jour même sa carte grise quel que soit le lieu où la voiture avait été achetée. Une plus-value pour le citoyen qui devait attendre, toujours selon le cadre de l'Intérieur, au minimum trois mois pour se faire délivrer le document en question.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Obama au G20 : faites ce que je dis et non ce que je fais

Lors de sa conférence de presse à l'issue du sommet du G20 qui s'est tenu à Brisbane en Australie, le président américain Barack Obama a en faisant clairement allusion à la Russie exhorté la communauté internationale à se montrer «très ferme» sur le besoin de faire respecter les principes fondamentaux qui régissent les relations internationales. L'un de ces principes étant selon lui «qu'on ne peut envahir d'autres pays ou financer des mandataires et les soutenir d'une manière qui désintègre un pays ayant des élections démocratiques». Ce dont justement la Russie est accusée de faire en Ukraine par les Etats-Unis et les pays de l'Union européenne.

Mais dans ce même pays, l'Ukraine, n'ont-ils pas eux aussi piétiné ce principe en accordant plus que du soutien politique et médiatique aux manifestants de Kiev déterminés à chasser par la violence de la rue le régime pro-russe de l'époque ? C'est un secret de polichinelle que la «révolution» de la place Maidan à Kiev a été téléguidée, attisée et même financée conjointement par les Etats-Unis et l'Union européenne suite au refus de l'ex-président ukrainien Viktor Inaoukovich de signer le projet d'accord d'association entre son pays et l'Union européenne. Il y a donc du cynisme pur de leur part à faire comme si seule la Russie serait coupable de transgression des principes fondamentaux régissant les relations internationales.

Obama et les Etats-Unis sont les moins qualifiés à en appeler à la communauté internationale contre les agissements qu'ils prêtent à la Russie dans le conflit ukrainien. Dans ce conflit, mais dans tous les autres aussi où elle est intervenue,

conflits dont lesquels elle a été partie prenante et pour tout dire les a ouverts, l'Amérique a ignoré cette communauté internationale qu'elle veut dresser contre la Russie. Pas dupe, celle-ci se refuse à l'embrigadement dans un front anti-russe que Washington tente de constituer en prenant prétexte du conflit ukrainien.

La preuve en est l'échec qu'Obama et ses alliés occidentaux ont essuyé à Brisbane au sommet du G20 où ils ont tenté d'obtenir des autres participants la condamnation de la Russie sur sa position dans le conflit ukrainien. A l'occasion de ce sommet, les médias occidentaux ont été prolixes et insistants sur le prétendu isolement dans lequel Poutine se serait retrouvé enfermé. Ils n'ont cependant nullement relevé que le communiqué final du sommet n'a aucunement évoqué le conflit ukrainien et encore moins fait état d'une condamnation de l'attitude russe dans ce conflit.

Dans ses démêlés avec l'Occident, la Russie, dont par ailleurs l'on ne partage pas certaines des positions au plan international, a le mérite de prôner la résistance contre l'arrogant hégémonisme que cette partie du monde exerce sur la planète et qu'elle cherche à faire durer en refusant aux autres le droit d'exiger un autre ordre mondial que celui qu'elle veut leur imposer alors que manifestement sa puissance et son influence dans le monde sont en franche régression.

Tirage du N° 6075
119.686 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN
Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57
Pub
Tél.: 021. 64.96.44
Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.87.19.81 - Fax: 031.87.19.80
Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52
Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Transport aérien
Le ciel algérien toujours fermé au privé

Yazid Alilat

Le ministre des Transports Amar Ghoul a affirmé que l'ouverture du ciel algérien aux compagnies privées n'est pas "à l'ordre du jour" du gouvernement et que l'enquête ouverte en septembre dernier sur la compagnie nationale Air Algérie est terminée. Le ministre a confirmé en fait hier lors de son passage à l'émission forum de la radio nationale que l'espace aérien ne sera pas pour le moment ouvert à l'exploitation par les privés. "Le gouvernement doit établir le cahier des charges et définir les procédures et textes réglementaires avant d'ouvrir l'espace aérien aux privés", a-t-il dit, ajoutant que "la tendance actuelle au sein du gouvernement n'est pas favorable à cette option (...) pour ne pas répéter les erreurs du passé". Concernant l'Open Sky, il a souligné que ce dossier "n'est pas d'actualité", et que "cela se fera après étude pour déterminer les intérêts de l'Algérie, et après la mise à niveau de la compagnie nationale (Air Algérie) et Tassili Airlines". Pour l'enquête ouverte sur la gestion d'Air Algérie après la série noire de l'été 2014, le ministre a affirmé que le rapport préliminaire de la commission d'enquête "est fin prêt et qu'il est au niveau du Premier ministre". "Lorsque toute l'enquête sera bouclée sur la situation de la compagnie aérienne nationale au cours de cette année, il sera alors procédé aux recommandations et à l'application des décisions concernant la gestion, l'organisation, le recrutement, l'encadrement et la qualité des prestations d'Air Algérie". Après une série d'incidents, dont le crash du vol Ouagadougou-Alger le 24 juillet dernier, une commission d'enquête a été mise en place. L'inspection générale du ministère des Transports avait ouvert une enquête exhaustive sur la compagnie Air Algérie. Il s'agit d'un audit sur "la gestion, l'organisation, le recrutement, l'encadrement et la qualité des prestations d'Air Algérie". "L'objectif de cette enquête est d'arriver à améliorer les prestations et la qualité de service de la compagnie nationale, notamment envers sa clientèle, avec la réception de 16 nouveaux appareils", a précisé M. Ghoul qui a ajouté que "le ministère, sur la

base des réclamations et protestations des clients d'Air Algérie, va travailler pour que les horaires des vols soient respectés, ainsi que la reprogrammation des vols de nuit en vols de jour, outre le respect des horaires des vols et l'amélioration de la qualité de service aux voyageurs". Quant aux préoccupations de la communauté nationale émigrée relatives à la cherté des tarifs d'Air Algérie, il a rappelé que des mesures ont été prises par un conseil interministériel et appliquées par la compagnie aérienne nationale. Entre janvier 2014 et septembre de la même année, près de 1,1 million de titres de voyage à des tarifs réduits ont bénéficié à 85% des voyageurs, a-t-il dit.

Revenant par ailleurs sur l'accident du train Alger-Thénia du 5 novembre dernier qui a fait un mort, il a expliqué que "la commission d'enquête n'a pas encore terminé ses investigations", indiquant qu'il "refuse que soient prises des décisions avant la fin de l'enquête" menée par trois commissions: une du ministère, une autre de la SNTF et une troisième du pôle judiciaire. Concernant le permis biométrique, il a indiqué qu'il ne sera probablement pas mis en circulation avant 2016. Les ministères des Transports et de l'Intérieur "sont en train de travailler pour la constitution d'un fichier national des cartes grises et des permis de conduire. Cette opération ne sera pas achevée avant fin 2015 ou début 2016", a-t-il dit. Sur le transport maritime urbain de voyageurs, il a annoncé l'acquisition de 5 navires pour assurer les navettes maritimes dans les wilayas d'Alger et Tipaza avant que l'opération ne soit généralisée à tout le littoral national vers 2026 avec l'achat de 27 navires. Pour la marine marchande, il a annoncé l'acquisition avant la fin de l'année de 6 navires cargos, et 9 autres d'ici à 2016. En matière de transport aérien, il a confirmé que la flotte d'Air Algérie sera renforcée d'ici à 2016 de 16 nouveaux appareils et par la réalisation de la nouvelle aérogare internationale d'Alger. Quant au transport ferroviaire, des projets sont en cours pour augmenter de 6.000 km le réseau d'ici à 2016 et 12.500 km dans les prochaines années, outre l'acquisition de 20 nouveaux trains électriques.



Raïna Raïkoum

Kamel Daoud

Quelle est l'offre alternative à l'islamisme ?

Ya-t-il une alternative idéologique à l'islamisme dans notre planète déclassée ? A peine. C'est notre grand échec au XXème siècle. Pas d'alternative dans le roman, le sens, la

création ou l'œuvre et l'ouvrage et la pierre, l'idée et le désir. La décolonisation comme mythe est tombée dans la sénilité et le grabataire et ne fournit plus que les dictateurs comme réservoir de légitimité. La « Gauche » ? Il ne faudrait même plus en parler tant sa ruine est retentissante et pitoyable : de l'élan humain et généreux, elle a viré vers l'aigreur, au mieux, et vers les compromissions, au pire. Etrange catastrophe de cette offre : elle en est devenue, au bout de quatre décennies, corporatiste, raciale, chauvine, méprisante et étrangement hypocrite : de « gauche » dans le discours écrit, et de « droite » dans les comportements sociaux et le discours de colons déçus. A la fin, le vide, le désert, donc le Sahara, donc la révélation, donc le sacré, donc la négation de l'homme. A la puberté, cet âge où l'on ressent le besoin de l'absolu, un jeune dit « arabe » ou d'ailleurs ne trouve rien qui puisse l'aider à porter son corps, admettre sa sexualité, s'offrir du sens et construire du monde. Rien que la Révélation et, misère, ses détournements. La métaphysique la plus proche, celle à portée de la main, celle qui vous explique le désir, l'étoile, la sueur, le réveil, le temps, les cycles, reste le religieux et ses dogmes. Pour tisser ses liens premiers avec le reste du monde, le jeune n'a que cette vieille épopée philosophique et prophétique, décalée dans le temps mais encore im-

perieuse. Rien d'autre, hors les islamismes et les intégrismes confortables, n'aide à assumer le monde, à le supporter et à comprendre la douleur profonde d'être là, face au temps et à la mort, dans l'échec des siens et de son histoire. Du coup, parce que l'histoire fait mal, on s'en sort en la niant, en la remontant. On annule le temps et son désenchantement par la transcendance religieuse. Hors l'islamisme, le monde dit « arabe » ne propose pas de philosophie, il ne le peut pas et ne le veut pas en tuant ses philosophes au nom de Dieu qui a tout dit. Et hors le sacré, un jeune de ce siècle ou du dernier ne trouve rien qui puisse l'aider et l'assouvir et lui donner du sens.

Rien qui puisse l'étreindre et le ranimer. Rien qui lui donne le feu sacré sans le sacré, justement. Au fond, la seule solution au djihadisme et à cet islamisme horizontal et bigot est la philosophie. Bombarder, tuer, terroriser ou pourchasser ne suffisent pas. Pensée douloureuse en regardant un jeune Algérien, assis au bas d'immeuble «social», dans une cité d'Oran. Sous un ciel lourd, une route mal goudronnée, des grillages partout, aucune verdure, un teint sale et des yeux terribles par le vide qu'ils inaugurent : oui, qu'est-ce que je peux offrir comme récit du monde, philosophie de vie et mythes à ce jeune homme qui puissent lui éviter de se tuer, de tuer ou de sombrer vivant dans une tombe ambulante ? Quelle est ma solution au poids du monde qui l'écrase si horriblement ? Je reste songeur et comme abattu : il me faut faire plus pour que le rocher ne l'écrase pas.

Au cinquième jour de grève

Les usagers du tramway pris en otage

A. Mallem

La grève des traminots de Constantine perdure et provoque une situation intenable chez les usagers. Hier au cinquième jour du débrayage lancé par les conducteurs de rames, aucun changement n'était intervenu. Cette situation met l'usager dans une mauvaise posture. Que l'on en juge par les réactions enregistrées, hier matin, tout au long de la ligne parmi des usagers empêtrés dans une file de voitures qui commence à Zouaghi pour ne plus en finir. « Nous sommes coincés et pris en otage par ce bras de fer engagé entre les grévistes et leur direction », a considéré un cadre de l'administration habitant à Zouaghi. Lui faisant écho, des automobilistes qui souffrent de la même situation, nous ont expliqué le calvaire qu'ils endurent quotidiennement à la suite de cette grève. « Nous avons pris l'habitude de nous passer de nos véhicules et prendre le tramway pour aller et venir entre vers la ville. Mais jeudi dernier, avec la grève surprise déclenchée

par les travailleurs du tramway, nous les avons ressortis. Et voilà le résultat, problème de circulation et casse-tête pour dénicher un coin de stationnement en ville ! ». Et d'ajouter que l'encombrement de la circulation s'est aggravé sur cet axe après l'ouverture de la ligne de bus et de taxis inter wilayas qui a été aménagée à la zone industrielle Palma.

Plus bas, à Djenane Ezzitouna par où transitent tous les bus de transport universitaire se dirigeant vers les universités Mentouri, Abdelhamid Mehri et l'UC3, c'est la même situation. Dès 8h du matin, les étudiants, entassés dans les bus, se trouvent complètement bloqués dans une circulation inextricable. Nombreux aussi sont ceux de leurs collègues qui, faute de moyens de transport, se rendent à pied au campus Mentouri. « Cela devient franchement intenable ! », nous ont confié des étudiantes.

Sur le plan économique, le manque à gagner durant les cinq jours de l'arrêt de travail qui a débuté, rappelons-le, jeudi dernier 13 novembre, se chiffre par centaines de mil-

lions de centimes. « Au cours de la semaine précédant la grève, tout de suite après l'ouverture de la station des bus et taxis inter wilayas de la zone industrielle Palma, nous ont confié hier de travailleurs de Sétram, tout le monde s'est rué sur le tramway et les chiffres d'affaires réalisés chaque jour par l'exploitation ont atteint des pics, allant jusqu'à 125 millions de centimes la journée. Et la tendance était à l'augmentation ».

Le simple citoyen, lui, qui s'est habitué au tramway pour ses déplacements, s'interroge sur les tenants et les aboutissants de cette grève. « Il est étonnant que la direction de Sétram n'ait pas bougé pour prendre langue avec les grévistes, écouter leurs revendications, essayer de trouver un terrain d'entente pour arriver rapidement à une reprise du travail salubre pour tous », nous ont confié aussi des usagers.

Nous sommes revenus hier auprès des grévistes pour constater que la situation n'a pas changé pour l'essentiel, et la grève continue. « Mais, nous ont-ils déclaré, nous avons reçu dans l'après-midi la visite de mem-

bres de la section syndicale UGTA qui sont venus nous proposer de nous représenter auprès de la direction de Sétram de Constantine pour engager le dialogue sur nos revendications. Ce qui signifie clairement que l'administration a eu l'aval de la hiérarchie pour discuter avec nous. Cela implique que le PDG de Sétram ne viendra pas à Constantine pour nous rencontrer. Nous avons récusé les membres de la section syndicale en leur rappelant que nous leur avions retiré notre confiance il y a trois mois de cela ».

Et les grévistes de proposer que la direction accepte de recevoir trois délégués pour engager le dialogue ou bien, le cas échéant, ils demandent à être représentés par le syndicat d'entreprise d'Alger. Dans un communiqué transmis à notre rédaction dans l'après-midi d'hier, le conseil syndical des travailleurs Setram de l'unité oranais apporte son soutien indéfectible aux grévistes de l'unité de Constantine, non sans faire part de son indignation face à l'absence de dialogue pour trouver une solution aux problèmes soulevés par les travailleurs.

AVEC L'EXPERTISE RENAULT DERNAHA DJAZAIRIA



NOUVELLE RENAULT SYMBOL

EXCLUSIF : GPS INTERACTIF INTÉGRÉ

NOUVELLE VERSION EXTREME ÉQUIPÉE DE :

- ABS AIRBAG CONDUCTEUR ET PASSAGER • RADAR DE RECU
- ÉCRAN TACTILE MEDIANAV + NAVIGATION GPS
- RÉGULATEUR LIMITEUR DE VITESSE • ROUES 16" • LÈVE VITRES ÉLECTRIQUE AVANT + ARRIÈRE • CLIMATISATION RÉGULÉE

Pour plus d'informations : 0770 90 50 00 / contact.client@renault.dz

CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE



GHkomatsu

GROUPE HASNAOUI KOMATSU

GHKomatsu représentant officiel
de Komatsu en Algérie présent au

12^e SALON INTERNATIONAL
DES TRAVAUX PUBLICS

du 19 au 23 Novembre 2014
à la place Africaine
SAFEX



Zone Industrielle, Division 7
propriété 16 Rouiba - Alger



Tél. : +213 21 816 670
Fax : +213 21 851 606



Service Commercial
Mob : + 213 560 031 476

Bouderbala parle de contrefaçon, fraude, corruption...

Un casse-tête chinois pour les douanes

Classés comme corps paramilitaire, les douaniers sont armés, font des entraînements et doivent être prêts à toute éventualité. La protection de l'économie nationale figure parmi leurs missions principales avec en trame de fond, la lutte contre le transfert illégitime de capitaux dont les montants ont atteint des niveaux importants.

Ghania Oukazi

La «définition» est de Abdou Bouderbala, directeur général des douanes algériennes, quand on lui demande au début de notre discussion avec lui «où placer le corps douanier et quelle place et rôle tient-il dans le pays». D'abord, il note la sortie de promotions «durant ce mois et le mois prochain, dit-il, ce sont 1000 stagiaires qui constituent de nouvelles recrues pour les douanes, ils vont renforcer les postes de surveillance notamment ceux situés au niveau des frontières». Le corps compte actuellement, selon lui, 22 000 agents. Le DG note que ses services comptent parmi ses effectifs 3000 femmes qui, dit-il, travaillent à tous les niveaux y compris dans les postes avancés de surveillance et de contrôle, c'est-à-dire opérationnels. Son rappel que «les douanes sont un corps paramilitaire dont les agents sont armés, font des entraînements, interviennent pour protéger l'économie nationale donc doivent faire face à des problèmes de sécurité», le laisse dire que «hommes et femmes sont soumis aux mêmes tâches selon les postes qu'ils occupent». «Je ne tolérerais aucun manque de respect aux femmes douanières, d'ailleurs, je n'ai jamais eu à traiter ce genre de problème durant les 9 ans que j'ai passé à la tête de ces services», ajoute-t-il.

«Nous avons à former durant le prochain quinquennat 8000 nouveaux agents, ils remplaceront ceux arrivés à l'âge de la retraite, le rajeunissement des effectifs de la douane à tous les niveaux est pour nous très important», affirme Bouderbala. Les effectifs des douanes devront atteindre alors le nombre de 30 000 agents. Est-ce suffisant pour un pays aussi vaste que le nôtre ? lui demandons-nous. «Il n'y a pas de normes internationales à cet effet, le nombre doit être en fonction des préoccupations du pays et de l'importance du travail quotidien devant être accompli», explique le DG. «En Algérie, le travail des douanes ne se limite pas au recouvrement de la fiscalité, bien qu'il soit au centre de ses services parce qu'il se fait pour le compte du budget de l'Etat, elles sont aussi chargées de la protection de l'économie nationale, ce qui nous oblige à avoir un nombre d'effectifs conséquent», dit-il.

EN ATTENDANT LES HÉLICOPTÈRES

En ces temps de profondes perturbations sécuritaires, les postes de surveillance des frontières sud du pays sont en évidence prioritaires dans le renforcement «des troupes». L'instruction signée il y a plus d'un mois par le 1^{er} ministre oblige la direction générale des douanes à recruter localement aux postes sud. «70% sont issus de ces régions frontalières, ces agents connaissent bien le terrain et se déplacent sans grande difficulté», indique-t-il. Les douaniers sortent sur le terrain, au même titre, dit leur DG, que les autres services de sécurité (militaire et renseignement). «Ils sont dans des brigades mixtes et opèrent des patrouilles, montent des barrages, activent en brigades mobiles, leur présence est sur l'ensemble du territoire national, on peut tomber sur un barrage de douanes à n'importe quel endroit du pays», dit Bouderbala. Rappel lui est fait de la création en 2010 d'une direction du renseignement douanier. «La DRD est entrée en fonction en 2012 en organisation avec tous les

services concernés, on a même eu recours à l'assistance internationale pour définir ses missions et les méthodes de recherche et de collecte de renseignement», nous a-t-il précisé. Il affirme que la direction en question possède une banque de données au niveau central avec des ramifications régionales. Bouderbala souligne en outre que la surveillance du territoire par les douaniers doit aussi se faire par hélicoptère. Son objectif est d'en doter ses brigades. En attendant, ils possèdent des véhicules tout-terrain et autres équipements de transmission. «La DG dispose de ses propres moyens de transmission, un poste central avec des relais régionaux en réseaux de fibre optique, et est en phase d'acquiescer le GPS pour la localisation, avec en projet une puce pour celle des containers».

RETARDS DANS LA RÉALISATION DE POSTES DE CONTRÔLE

Bouderbala rappelle la décision du gouvernement de construire aux frontières du pays 86 postes douaniers de surveillance. Mais il reconnaît que «la réalisation d'une grande partie d'entre eux a été retardée à cause des lenteurs enregistrées par celle des programmes d'équipements». Il dit que les «six premiers postes qui ont été achevés se trouvent du côté de Tlemcen parce que la contrebande est importante au niveau des frontières ouest du pays». Comme reconnu par tous les responsables, les carburants et les produits subventionnés sont les plus touchés. Le trafic de drogue reste à ce niveau. «Les liens des trafiquants avec le crime organisé transnational est établi», affirme le DG des douanes. «Nos frontières ouest sont en dents de scie, il y a un mouvement de véhicules et pas des moindres, et de personnes parce que ces frontières sont habitées, ce qui permet l'intensification de la contrebande dans ces régions.» L'on pense que le trafic de drogue est bien plus important ces dernières années, lui avisons-nous dit. «Non, si on intercepte de grosses quantités de drogue, c'est parce qu'aujourd'hui le travail de surveillance et de contrôle est plus efficace.» Il fait savoir que plus de 211 tonnes de cannabis ont été saisies en 2013. «N'oubliez pas, dit-il, qu'on est voisin du premier producteur de cannabis dans le monde, il faut bien qu'il l'écoule.» Que font les services douaniers de toute cette drogue ? interrogeons-nous. «C'est la justice qui est chargée de la détruire, on ne peut en laisser un seul gramme chez nous», affirme Bouderbala. Il fait savoir ainsi qu'il y a tout un programme de recyclage, de spécialisation, de mise à niveau du corps douanier pour être apte à affronter les défis notamment avec la diversité des actions qu'il entreprend pour se moderniser.

Les postes supérieurs des douanes sont, note-il au passage, pourvus sur concours en plus du niveau universitaire exigé. «La majorité de ces postes sont occupés par des diplômés des universités, de l'Ecole nationale d'administration avec en plus la formation qu'ils ont été tenus de faire pour être aptes au service douanier.» Il dit faire de la formation «une préoccupation constante parce que la modernisation du matériel et des équipements ne suffit pas à elle seule pour développer une institution et lui assurer la performance de ses services». A propos de «performance», Bouderbala revient au

recouvrement fiscal qui, affirme-t-il, «s'est amélioré, le travail avance en profondeur grâce à l'introduction de nouvelles méthodes de prélèvements et de contrôle de l'assiette fiscale».

FAUSSES DÉCLARATIONS ET TRANSFERTS ILLÉGAUX

Pour l'année 2013, le DG des douanes fait état d'un montant de prélèvements de l'ordre de 1000 milliards de dinars et à novembre 2014, «il est près de 8000 milliards DA avec pour objectif atteindre le même montant que celui de l'année dernière». Chose qui pourrait être contredite par une réalité qu'il décrit, «les importations ont diminué notamment pour celles des carburants dont les quantités importées l'année dernière ont été entre 5 et 7 milliards de dollars alors que cette année, elles sont en nette diminution parce que la production nationale a repris son rythme». Ceci, sans compter qu'en signant l'accord d'association avec l'Union européenne et un autre de libre-échange avec la zone arabe (ZALE), l'Algérie ne perçoit plus ou a baissé un certain nombre de taxes sur un grand nombre de produits importés. Mais il reste optimiste pour que le montant du recouvrement «gonfle» parce qu'il assure qu'il y a une reprise d'une meilleure collecte de l'impôt et taxe grâce à une meilleure maîtrise de l'assiette fiscale et à une nouvelle méthode déterminant les valeurs déclarées des marchandises importées. Il explique que «ce sont des valeurs fourchettes que définit une commission des douanes avec ses partenaires comme la CACI, ceci pour déterminer leurs prix approximatifs en fonction de ceux qui leur sont fixés à travers le monde, c'est une centrale des prix». Les produits les plus concernés par ces «valeurs fourchettes» sont, dit-il «ceux sensibles à la fraude comme l'électroménager et les cosmétiques». Avec ça, la valeur fourchette n'est pas la solution miracle pour empêcher les fausses déclarations faites par les importateurs. Le DG des douanes reconnaît d'ailleurs que «c'est un vrai problème que de cerner les valeurs, c'est un véritable casse-tête chinois pour toutes les douanes du monde». Pis, il déclare que «ce problème est à l'origine de dérives graves qui cachent le transfert illégitime de capitaux et le blanchiment d'argent, à cause d'opérateurs qui domiciliaient leurs importations avec des valeurs importantes mais en déclarent de très faibles». Bouderbala ne nie pas qu'il existe beaucoup de ces affaires ces dernières années, il y en a en grand nombre, des sommes importantes d'argent ont été transférées à l'étranger, les enquêtes sont en cours». La protection de l'économie nationale «dans son sens large et non pas juste en prélève-



ments fiscaux» a augmenté les prérogatives des douaniers, alors, dit leur DG, «qu'on pensait qu'elles allaient diminuer au regard de tous les accords internationaux que l'Algérie a signés».

LES DOUANES VEULENT UNE LOI POUR LUTTER CONTRE LA CONTREFAÇON

Bouderbala dit que ses services exploitent le manifeste des passagers que leur envoient les compagnies aériennes pour lutter contre la contrebande. La rotation des douaniers s'inscrit aussi dans le chapitre de cette lutte. Il signale ainsi que les douaniers sont tenus de respecter une rotation au niveau des points sensibles de contrôle. «La rotation est semestrielle ou annuelle, elle permet d'éviter aux agents de passer trop d'années dans un même point de contrôle, ceci pour les protéger mais aussi pour que tous fassent leur part du Sud», affirme-t-il. La DG des douanes a proposé en outre au ministre des Finances l'élaboration d'une loi sur la contrefaçon. «Un groupe interministériel travaille depuis trois mois pour élaborer une loi qui mette en place un cadre juridique clarifié pour mieux lutter contre la contrefaçon, en faisant intervenir plusieurs secteurs», nous fait savoir Bouderbala. Il affirme que la loi sera finalisée «sous peu».

Autre mission-nouvelle ou presque-à charge des services de douanes et que Bouderbala présente avec beaucoup de satisfaction, le partenariat avec l'entreprise. Objectif : «concilier la facilitation des échanges commerciaux et l'efficacité du contrôle douanier», dit le DG. «Ce partenariat consiste en le soutien des services douaniers à l'investissement et à l'importation des équipements pour les besoins d'une économie productive avec à la base la création d'entreprise et des richesses», explique-t-il. Partenariat qui se conclut, selon lui, par la signature par le producteur économique d'un contrat avec les douanes sur la base d'un cahier des charges. «L'opérateur agréé peut dédouaner sa marchandise à posteriori, de façon aléatoire, sur une analyse du risque». «C'est un couloir vert spécifique aux producteurs économiques, on va l'élargir progressivement aux services», dit-il. 170 producteurs économiques «dont des étrangers» sont, selon lui, partenaires des douanes dans ce cadre. «On travaille ensemble pour que la chaîne logistique de l'entreprise ne soit pas perturbée, il y a une relation de confiance entre nous, en cas de manquements aux obligations, le producteur économi-

que perd sa qualité de partenaire et on lui retire sa carte», précise-t-il.

«NOUS AVONS TOUJOURS DES VOLEURS ET DES CORROMPUS»

Entre autres structures de facilitation douanière, 201 agréments pour l'ouverture d'entrepôts privés en plus des 71 publics, 12 ports secs et 335 aires de stationnement «avant le dédouanement des marchandises qui se fait en fonction des besoins de l'entreprise». Bouderbala compte par ailleurs 1996 opérateurs connectés au SIGAD (Système d'information et de gestion automatisée des douanes), «ils peuvent faire leurs déclarations en ligne et bénéficient de la réduction des délais de dédouanement de leurs marchandises». Il rappelle en outre que «la fonction de commissionnaire en douane (tous de niveau universitaire) a été réorganisée avec à l'appui un programme de formation, pour en faire un véritable auxiliaire professionnel des douanes».

Le DG sera interrogé sur les affaires de corruption qui gangrènent les services douaniers. «On ne les pas éradiquées, ça a diminué parce qu'il y a tout un programme de contrôle interne à charge de l'inspection générale des douanes qui, elle, a été renforcée et décentralisée», dit-il. C'est un peu la police des polices ? lui demandons-nous. «Ce sont des douaniers qui contrôlent leurs pairs, ils prennent acte de dénonciations d'abus faites par les citoyens en plus d'un numéro vert centralisé et d'un contrôle de containers par l'envoi d'une double image par liaison fibre optique, au niveau de la direction générale», dit-il. Il ajoute à ce dispositif «la formation à l'automatisation tous azimuts pour diminuer du pouvoir discrétionnaire de l'agent». Le DG avoue que «nous avons toujours des voleurs et des corrompus, c'est très difficile de nettoyer la rapine, le dépôt de plainte devant la justice est régulier, nous avons beaucoup d'affaires en justice, il y a des agents qui ont écopé de lourdes condamnations pénales ou pécuniaires et parfois des deux».

Le code des douanes est, dit Bouderbala à l'issue de cet article-interview, «fin prêt, il prendra en charge toutes les facilitations, les allègements fiscaux et procéduraux et réécrit la procédure contentieuse». Code qu'il pense «sera adapté aux attentes des opérateurs et à l'environnement». Le DG des douanes a préféré ne pas «polémiquer» sur la question du port du foulard posée par la cinquantaine de femmes parmi les 3000 que comptent ses services.

Les douanes entre foulard et syndicat...

Bien que le DG des douanes ait éludé la question du port du foulard posée par quelques unes de ses employées, nous entendrons dire au niveau de l'institution que «c'est un rappel de la réglementation qui leur a été fait sur le port de la tenue homologuée officielle par tout agent, homme ou femme, activant dans les brigades et faisant partie des corps techniques et opérationnels des douanes». L'on nous signale que «les assimilés ne sont pas astreints à porter la tenue officielle du corps douanier». La cinquantaine de femmes qui posent ce problème appartient, nous dit-on, aux corps techniques opérationnels. Des cadres de l'institution relèvent qu'il n'est nullement question de mêler la religion à cette question de port de foulard mais d'appliquer la réglementation dans un corps paramilitaire, il ne faut pas l'oublier». Ils rappellent que «pour occuper les postes où elles exercent, les concernées ont ac-

cepté de franchir plusieurs étapes pour signer un engagement qui les oblige à respecter la loi et le règlement intérieur qui régissent le corps douanier, entre autres l'obligation de porter la tenue officielle comme elle doit l'être». On demande si le DG doit lui aussi la porter. «Certes, il en a une mais c'est une tenue qu'il a à titre honorifique seulement».

Nous avons quand même eu la réaction de Abdou Bouderbala à propos du problème que posent quelques membres du syndicat de l'institution. «Le syndicat est en cours de renouvellement, il est question d'organiser un congrès et d'en élire les nouveaux membres», nous dit-il. «Nous espérons que les affaires du syndicat trouvent une issue favorable au bon fonctionnement de notre administration», ajoute le DG. Sans plus.

G. O.

Partenariat

Les Polonais veulent plus

Les relations économiques entre l'Algérie et la Pologne connaissent une certaine dynamique. En neuf mois seulement, le volume des échanges commerciaux a doublé, comparativement à l'année précédente.



M. Aziza

Mais, il reste très insuffisant, vu les potentialités des deux pays. Intervenant hier, au forum d'El Moudjahid, M. Janusz Pisz, conseiller au service de la promotion du commerce et des investissements, a affirmé que les relations entre l'Algérie et la Pologne sont sur la bonne voie. Il a précisé que les échanges commerciaux, entre les deux pays, ont connu, durant ces 9 derniers mois, une évolution positive. «Le volume des échanges a doublé, on a déjà dépassé les 600 millions de dollars, et on n'est pas loin de la barre du milliard de dollars », a-t-il affirmé, avec satisfaction mais, en précisant que les deux pays ne doivent pas s'arrêter là. Pour donner un sens à la volonté des deux pays à vouloir booster les partenariats, un séminaire algéro-polonais, sur la promotion des projets technologiques innovants, aura lieu le 25 novembre, au siège du Centre de développement des technologies avancées (CDRA), à Alger.

Un séminaire organisé en collaboration avec le Centre national pour la Recherche et le Développement (NCBR) de Varsovie, avec l'objectif de présenter deux thèmes essentiels : l'un portant sur les technologies modernes de matériaux et l'autre sur les technologies de pointe de l'information, télécommunications. Janusz Pisz a affirmé que les entrepreneurs polonais et algériens misent, beaucoup, sur deux secteurs, à savoir : le BTP et les TIC. « Je suis sûr qu'il y aura des accords concrets, à l'issue de ce séminaire, mais il faut reconnaître que les partenariats entre les entreprises prennent un peu plus de temps que les simples transactions commerciales ».

A noter que trois grandes entre-

prises polonaises vont présenter leur savoir-faire à leurs homologues algériens. Il s'agit de la société 'Kenbit' qui présentera des projets liés à la compatibilité électromagnétique et la surveillance de la fréquence et le traitement de magnétométrie. La société «Elmat» présentera des solutions innovantes dans le domaine de la fibre optique. Une autre société polonaise Aiut présentera son expérience en matière de compteurs à gaz intelligents, équipés de communication GSM et muni d'une valve d'interruption contrôlée à distance. La partie polonaise espère que ce projet intéressera les entrepreneurs algériens.

Le conférencier a précisé que « l'Algérie est notre premier partenaire dans le Maghreb ». Et de reconnaître que le volume des échanges de la Pologne avec l'Afrique du Sud, les Emirats arabes et l'Arabie Saoudite est beaucoup plus important qu'avec l'Algérie, mais « ce qui nous intéresse davantage, aujourd'hui, c'est l'Algérie », a-t-il réaffirmé à maintes reprises.

On est, aujourd'hui, au stade des échanges commerciaux avec la Pologne qui se limitent à trois domaines. La Pologne exporte vers l'Algérie des produits agroalimentaires (lait, fromage et chocolat) ainsi que des produits manufacturiers.

L'Algérie, pour sa part, exporte vers la Pologne de la matière première, du phosphate. Selon le conseiller polonais, les choses avancent dans le bon sens, il y a une volonté et une dynamique pour aller vers des partenariats gagnant-gagnant. «Le nombre de visas délivrés, cette année, a atteint les 5.000, il est en croissance d'une année à l'autre, cela reflète l'intérêt commun des entrepreneurs des deux pays de vouloir développer davantage les relations ».

Boumerdès

Des protestataires ferment Tidjelabine

O. M.

Des dizaines de citoyens de la localité de Tidjelabine (6 km au sud de Boumerdès) ont fermé, hier, le principal axe reliant la ville au chef-lieu de la wilaya, et investi le siège de la commune pour dénoncer la liste des bénéficiaires, affichée depuis hier.

Abdelkader représentant le douar de Beraghlou souligne : « nous ne sommes pas contre les bénéficiaires, mais nous demandons aux élus d'avoir un quota conséquent ». Et d'ajouter : « il y a plus de 2.000 demandes qui traînent, depuis une dizaine d'années, pour qu'à la fin Tidjelabine ne dispose que de 20 aides, au moment où des communes comme Corso ou Naciria se

voient octroyer des centaines d'aides ». Ainsi, en plus des lenteurs dans le traitement des dossiers, les habitants de Tidjelabine dénoncent le minuscule quota accordé à leur commune, qui selon le dernier rapport des services de l'Agriculture est à 70% rural. Le P/APC M. Tiar Brahim, joint par téléphone, reconnaît les doléances légitimes de ses concitoyens, en précisant que « nous sommes une localité cadastrée, de ce fait seules deux zones pouvaient prétendre aux aides, la liste, d'aujourd'hui, fut établie à partir de ce constat ; certes le quota reste très en-deçà de nos espérances, environ 20% des postulants, mais les choses vont s'améliorer après les allègements apportés aux dossiers, nous

avons l'assurance de voir notre part portée à plus de 500 aides ». Et d'ajouter : « j'ai reçu les représentants de plus de 30 douars à qui nous avons expliqué la situation. » Les citoyens qui nourrissaient de grands espoirs dans ce dispositif, surtout après la visite du Premier ministre, à Boumerdès, en février dernier, qui a accordé un quota de 8000 nouvelles aides à la wilaya, ne comprennent pas où se situe le problème. A ce sujet, le wali de Boumerdes M. Kamel Abbas, se veut rassurant à la prise en charge de toutes les demandes, remplissant les critères d'éligibilité, à ce programme. Enfin, une délégation représentant les protestataires a été reçue par le chef de daïra de Boumerdès.

Toujours pas évident de créer une entreprise

S. E. K.

Jeunes entrepreneurs, étudiants et porteurs de projets économiques n'ont pas raté le rendez-vous de la tenue du Global Entrepreneurship Week (GEW) à l'hôtel Hilton à Alger. La thématique choisie pour cette année est « l'écosystème entrepreneurial », une question récurrente quand on parle de création d'entreprises. Toujours pas évident de créer une entreprise, et ce en dépit des efforts colossaux des pouvoirs publics et aides pour la création d'entreprises. Leur nombre par rapport aux besoins nationaux sont en deçà des normes en même temps qu'elles ne sont pas au niveau souhaité en ce qui concerne leur productivité. Les politiques économiques adoptées jusque-là n'ont pas apporté les réponses idoines à la création et développements de l'entreprise.

C'est sur cette question que les participants devaient se pencher. Quel écosystème construire

pour favoriser le développement de l'entrepreneuriat ? Quels outils de mesure des politiques publiques à mettre en place pour connaître l'écart qui nous sépare des pays qui ont réussi leur développement ? La relation industrie/université qui devra exister pour permettre la création d'opportunités d'entreprendre ?

Quels sont les outils et structures d'accompagnement pour favoriser les entreprises à fort potentiel ? Comment favoriser la compétitivité des entreprises au niveau local et régional ? Comment faire évoluer les mentalités et quels sont les programmes et outils pour le faire ?

Si les réponses ne sont pas encore données, l'organisation de cette journée, par contre, sur l'entrepreneuriat qui est organisée dans plusieurs pays en ce mois de novembre, est déjà un pas en avant en ce sens que de nombreux concernés par l'entrepreneuriat en sauront davantage sur la question. C'est l'objectif de cet-

te rencontre, a indiqué le président du NAPEO-Alegria, M. Bendimered, lors de l'ouverture de cette rencontre. Selon lui, le manque d'une culture d'entrepreneuriat fait le plus défaut dans notre pays et entrave la création de l'entreprise. Et d'ajouter qu'il faut « familiariser les gens à l'entrepreneuriat ». « Faire du rêve une réalité », est aussi l'objectif que se fixe l'organisation de cette rencontre, a-t-il encore ajouté.

Parrainée par le ministère de l'Industrie et des Mines, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS) et par le Forum des chefs d'entreprises (FCE) et la chambre de commerce et d'industrie (CACI), la rencontre devra également fournir des réponses.

Le ministre de l'Industrie, Bouchouareb, insistera longuement sur les opportunités pour les jeunes entrepreneurs à constituer leurs entreprises « même si le climat est difficile », reconnaît-il.

Améliorer l'enseignement de l'anglais en Algérie

Le représentant personnel du Premier ministre britannique, pour la promotion du partenariat économique, avec l'Algérie, Lord Richard Risby, a affirmé, lundi à Alger, l'engagement de son pays à contribuer « efficacement », au développement de l'enseignement de la langue anglaise, en Algérie. « Comme cela a été exprimé par le Président Bouteflika, la langue anglaise revêt une importance croissante. Nous partageons cet avis et nous tenons à contribuer, efficacement, au développement de l'enseignement de la langue anglaise en Algérie », a déclaré, à la presse, Lord Risby, à l'issue de ses entretiens avec la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit. Lord Risby qui effec-

tue une visite de deux jours, en Algérie, a ajouté que les entretiens ont permis d'aborder plusieurs sujets relatifs à la coopération, dans le domaine de l'Education, notamment l'enseignement de la langue anglaise. Il a souligné que les deux pays « se sont engagés à développer et améliorer l'enseignement de l'anglais », citant, comme exemple, le projet d'élargissement des activités du futur « British Council », à travers l'ouverture d'autres centres et annexes. Lord Risby a, par ailleurs, ajouté avoir évoqué avec la ministre de l'Education nationale, la conférence sur les opportunités d'investissements, en Algérie, prévue le 10 décembre, à Londres, et les décisions qui en découleraient, dans le domaine de l'Education.

Pour sa part, Mme Benghebrit a indiqué que les relations, entre l'Algérie et le Royaume-Uni, dans le domaine de l'Education et de l'Enseignement des langues sont appelées à « se consolider et à se renforcer », soulignant, à cet égard, la « volonté et l'engagement » de l'Algérie. « L'Algérie est prête à s'ouvrir à toutes les langues étrangères, notamment la langue anglaise.

Nous avons une grande volonté pour améliorer et développer l'enseignement de la langue anglaise, en Algérie, avec l'étroite collaboration du partenaire britannique », a-t-elle dit. Elle a rappelé que « le nombre d'élèves qui apprennent la langue anglaise dans les cycles d'enseignement moyen et secondaire dépasse les 4 millions ».

Bordj Badji-Mokhtar

Neuf contrebandiers arrêtés

Un détachement de l'Armée nationale relevant du secteur opérationnel de Bordj Badji-Mokhtar a appréhendé dimanche neuf contrebandiers et saisi deux véhicules, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

« Dans le cadre de la sécurisation des frontières et la lutte contre la contrebande et le crime organisé, un détachement de l'ANP relevant du secteur

opérationnel de Bordj Badji-Mokhtar (6^e Région militaire), a appréhendé, hier 16 novembre 2014, suite à une patrouille de reconnaissance, six contrebandiers de nationalité algérienne et trois autres de nationalité malienne et a saisi deux véhicules », précise la même source.

Dans le même contexte, un autre détachement de l'ANP relevant du secteur opérationnel

d'In Guezam a saisi, le même jour lors d'une embuscade, trois véhicules tout-terrain et 140 litres de carburant, ajoute le communiqué du MDN.

Lors d'une autre opération, un détachement de l'ANP du secteur opérationnel de Tamanrasset en coordination avec les Douanes algériennes a saisi une quantité de 2.000 litres de carburant destinée à la contrebande, selon la même source.

Oran-Est

Des parents d'élèves protestent

S. M.

L'association des parents d'élèves de l'école Fodil Mekhaissi, située à la cité 1.063 logements location-vente, est sortie de sa léthargie au début de cette semaine pour dénoncer la détérioration des conditions d'hygiène et de scolarité dans cette école primaire dépourvue depuis la rentrée des classes de femmes de ménage, de gardiens de nuit et même du chauffage.

Des dizaines de parents d'élèves ont observé dans l'après-midi de dimanche un sit-in devant la porte principale de cette école et ont empêché durant 45 minutes les écoliers de reprendre les cours. La tension était palpable sur les visages des parents d'élèves. «Les conditions d'hygiène ne cessent de se dégrader dans cette école depuis la rentrée scolaire. L'insalubrité règne en maître des lieux dans cette école où il n'y a aucune femme de ménage», lance en

colère ce membre de l'association des parents d'élèves.

L'école que nous avons visitée se trouve dans une situation désolante. Dans la petite cour, des restes de repas, des sacs plastiques, emballages et papiers divers et variés jonchaient le sol. Des odeurs nauséabondes se dégageaient des toilettes collectives. La situation n'était pas meilleure dans les salles de cours. Le sol, les tables et les chaises étaient couverts par une couche épaisse de poussière. «L'insalubrité des lieux a contraint des enseignantes à cotiser pour payer les services d'une femme de ménage», raconte ce parent d'élève. Autre problème soulevé par les protestataires est que l'école n'est pas dotée de chauffage. Les écoliers, transis de froid, arrivent difficilement à suivre les cours et essentiellement durant les premières heures de la matinée. Les petits élèves qui n'ont que leurs manteaux et le frottement de leurs frères mains pour

se réchauffer restent les premières victimes de cette situation. Les élèves sont contraints de garder leurs manteaux à l'intérieur des classes pour ne pas geler de froid. Ils n'ont d'ailleurs pas le choix vu que les classes ne sont pas en fait dotées de portemanteaux muraux.

«Nous avons contacté le maire de Bir El Djir, dont dépend cette école primaire, pour trouver des solutions à cette situation. La mairie a affecté des femmes de ménage, employées dans le cadre du filet social, pour travailler temporairement de 7h30 à 8h30, mais elles ont été chassées par la directrice qui avaient exigé des femmes de ménage permanentes. Depuis l'école a été abandonnée par la mairie», explique ce parent. Les membres de l'association d'élèves menacent de tenir des actions de contestation cycliques dans les prochaines semaines pour exiger une prise en charge réelle de leurs préoccupations.

Jumelage de l'EHU 1^{er} Novembre avec les établissements de santé du Sud 40 spécialistes dépêchés à Béchar



Sofiane M.

Une équipe médicale polyvalente regroupant 40 médecins toutes spécialités confondues, dont 10 professeurs, de l'établissement hospitalier universitaire 1^{er} Novembre 1954 s'est déplacée hier vers la wilaya de Béchar où elle devra effectuer un séjour de plusieurs jours, du 17 au 22 novembre en cours, pour «prodiguer des soins, notamment pour les citoyens de zones enclavées, assurer la formation pour le personnel médical et paramédical local et aussi permettre une utilisation optimale des équipements disponibles sur place», a-t-on appris hier auprès de la chargée de communication de cet établissement hospitalier. «Les missions médicales de l'EHU dépêchées aux différentes wilayas de la région ont été lancées en mai dernier. Nous avons à ce

jour envoyé quatre missions de 20 praticiens chacune.

Les missions ont pour but d'accompagnement médical dans les pathologies lourdes, les techniques innovantes mais aussi assurer la formation», précise-t-on de même source.

Le déplacement de cette équipe médicale polyvalente vers les hôpitaux du Sud revêt un caractère obligatoire suite à la signature en février dernier de 20 conventions de jumelage entre les CHU du nord du pays et les hôpitaux des Hauts Plateaux et du Sud.

Les déplacements des équipes médicales rentrent désormais dans le cadre naturel des missions de médecins dans l'exercice de leur fonction.

Les déplacements vers les établissements hospitaliers du Sud et des Hauts Plateaux se défont également du caractère volontariste et impliquent nécessai-

rement des rémunérations. Les niveaux de rémunération seront déterminés à l'avenir dans le cadre d'un décret à venir en même temps d'ailleurs que la durée et la périodicité des déplacements.

L'équipe médicale polyvalente a été dépêchée à Béchar dans le cadre d'une convention de jumelage paraphée le 17 février dernier lors d'une cérémonie organisée à la résidence Djenane El Mithak en présence du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, et du ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf. Vingt conventions de jumelage ont été signées lors de cette cérémonie entre les responsables de 12 établissements de chefs-lieux de wilaya du Sud et 8 des Hauts Plateaux et les responsables des CHU du Nord (Oran, Tlemcen, Annaba, Constantine) et les trois centres hospitalo-universitaires d'Alger).

Augmentation sensible de la production du lait cru

Près de 27 millions de litres collectés depuis le début de l'année

J. Boukraâ

La collecte de lait à Oran a connu une augmentation ces dernières années. Selon le président de la chambre d'agriculture qui s'est exprimé sur les ondes de la radio locale, 27 millions de litres de lait cru ont été collectés durant les dix premiers mois de l'année en cours. Cette amélioration a pour origine plusieurs facteurs et notamment les mesures prises par l'Etat, qui avait décidé alors d'encourager l'intégration du lait cru dans le système de production pour réduire la facture de l'importation de la poudre de lait. Pour inciter les transformateurs à intégrer le lait cru, une prime a été introduite en plus de la prime d'incitation déjà en vigueur, aux collecteurs de lait cru. La wilaya d'Oran dispose de près de 8.000 vaches laitières. Malgré ces résultats, quelques contraintes entravent le développement de cette filière. Outre l'insuffisance d'unités de transformation, la filière est confrontée à la non disponibilité du fourrage vert, la faiblesse de la diversification des aliments de bétail, limités au fourrage concentré et aux herbes sèches.

Pour booster la filière du lait, la direction des services agricoles de la wilaya d'Oran a pris toutes les mesures nécessaires pour consacrer 2.000 ha au niveau de la plaine de Mleta au fourrage vert. Cette action vient à point nommé puisque pas

moins d'une centaine de vaches laitières seront importées prochainement. Les eaux traitées de la station d'épuration et de traitement des eaux usées (STEP) du groupement d'Oran seront utilisées dans l'irrigation agricole de la plaine de Mleta située au sud de la wilaya et qui comporte les deux communes de Tafraoui et Oued Tlélat.

Selon un spécialiste, «l'implantation de véritables bassins laitiers est possible. Elle ne peut être envisagée sans la diversification des différentes cultures fourragères. Elle se traduirait par l'installation de cultures à haut rendement et à valeur alimentaire optimale. L'alimentation en vert est obligatoire pour un tel élevage». Toutefois les mesures du gouvernement ne semblent pas avoir produit les résultats escomptés au niveau de certaines régions.

La difficulté de la collecte du lait cru réside dans la localisation des laiteries par rapport aux élevages et à l'habitude acquise par certains transformateurs de recourir systématiquement à la poudre de lait. Il faut préciser que l'Algérie importe annuellement de grandes quantités de poudre de lait, pour un montant avoisinant les 3 milliards de dollars, que l'ONIL distribue, depuis la crise alimentaire mondiale de 2008, à travers le système de quotas, ce qui a conduit à une tension sur le marché du lait en sachet qui est devenue récurrente.

Signature d'un contrat entre un porteur de projet et le CET d'El Ançor

La filière recyclage et collecte de déchets ouverte aux jeunes de l'ANSEJ

K. Assia

Les porteurs de projets spécialisés dans le recyclage et les équipements de collecte peuvent enfin voir le bout du tunnel. Un contrat liant un porteur de projet spécialisé dans le domaine au centre d'enfouissement technique d'El Ançor a été signé dernièrement, a-t-on appris, hier, auprès de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes ANSEJ de la wilaya d'Oran. Un pas positif que le responsable local de l'agence n'a pas hésité à mettre en exergue compte tenu des mesures d'encouragement et de facilitation initiées au profit des jeunes. Avec quelque 2.652 emplois créés depuis le début de l'année alors que plus de 5.000 autres sont prévus vu les projets déposés, l'agence mise désormais sur des créneaux qui étaient jusque-là délaissés. Ces emplois ont été créés dans le secteur du BTPH, les transports, la prestation de service et l'agriculture, précise-t-on du côté de l'ANSEJ. L'agence a procédé à l'étude de 3.500 dossiers.

Cette prise de conscience ne peut se traduire que par la vaste campagne de sensibilisation lancée depuis plusieurs mois par l'agence et qui a ciblé tous les centres de formation professionnelle. Le but est de vulgariser le dispositif, les avantages offerts ainsi que les conditions exigées pour bénéficier des crédits. Les initiateurs ont mis l'accent sur le prêt véhicule atelier, un prêt non rémunéré de 500.000 DA destiné aux diplômés de la formation professionnelle notamment les plombiers, les électriciens, les chauffagistes, les vitriers entre autres.

L'ANSEJ d'Oran a validé l'an dernier plus de 1.000 dossiers dans différents secteurs d'activité.

En optant ainsi pour la nécessité de suivre ces projets sur le terrain, une commission composée de représentants de l'ANSEJ, ceux des banques, des membres du fonds de garantie et des juristes a été installée pour vérifier si les projets financés ont été concrétisés sur le terrain.

Pour sécuriser à la fois tous ces circuits, l'Etat a instauré une nouvelle formule de protection qui exige que seulement 30% du montant du crédit soit octroyé au porteur de projet pour l'acquisition de son matériel. En contrepartie, le fournisseur doit délivrer une attestation justifiant l'existence de cet équipement laquelle sera remise à l'ANSEJ. Le reste du montant, soit les 70% du crédit, sera débloqué une fois que la commission composée des représentants de l'ANSEJ plus un huissier de justice ait vérifié sur place le matériel réceptionné par le jeune et s'assurer par là même de sa qualité et de sa validité.

Tout en tentant d'orienter les jeunes vers ces métiers très demandés, et grâce aux mécanismes mis en place pour encourager et accompagner les jeunes à développer leurs activités, l'ANSEJ opte davantage pour un travail de proximité à travers des campagnes de sensibilisation au niveau de toutes les communes d'Oran, a noté la même source. Ces mesures d'encouragements entreprises au profit des porteurs de projets vont leur permettre de mieux comprendre les modalités d'accompagnement et de suivi de tous les projets.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

- Beddaoui Benchaâ, 84 ans, Sidi Maârout
- Zouaoui Djillali, 73 ans, Medioni
- Benabdellah Aïcha, 37 ans, rue Belhadj Belalia
- Chergui Aek, 83 ans, Les Planteurs

Horaires des prières pour Oran et ses environs

25 moharram 1436				
El Fedjr 06h06	Dohr 12h48	Assar 15h34	Maghreb 17h59	Icha 19h20

Tranche de Vie

Par El-Guellil
El-kheïr



Ils l'ont mangé, ce pauvre pays. Ils l'ont divisé trafraf et ils l'ont bouffé. Chkoune pensait qu'on arriverait à ce stade ? Je me rappelle moi, quand mon cousin m'a appelé pour me dire qu'il m'a dégoté un boutlot dans une grande charika où un autre de nos cousins était directeur. Purée, je n'ai vu ni à droite ni à gauche, j'ai pris ma valise, j'ai embrassé tout le douar, et à moi el-m'dina. Kène el-kheïr ! Juste embauché, j'ai été mis à la porte. Toute ma carrière, je l'ai passée à la porte. Kène el-kheïr ! On rentrait comme on voulait, pour ressortir quelquefois aussitôt.

Ce qui nous arrive aujourd'hui, je ne le comprends pas du tout. Les gens se haïssent. Z'mène, on s'adorait. Au boutlot, on était comme des frères. On ne faisait pas partie d'un organigramme, c'était un livret de famille. Quand l'un de nous s'absentait, l'autre pointait à sa place. C'était bien.

Aujourd'hui, ils l'ont bouffé ce pauvre pays. Ils l'ont asséché. Bekri,

celui que j'ai vendu, c'est comme ça que je l'ai eu. Après, sur une autre liste, je me suis inscrit. Kène el-kheïr ! C'est comme ça que j'ai construit dans la coopérative où je suis.

Ils l'ont émietté ce pays. Les chacals, ils l'ont bousillé. Chkoune bekri te demandait de travailler ? L'essentiel était d'être présent. Et si l'envie te prenait de vouloir bosser, dès que tu vois le syndicat, ça te passe. Ça, c'était un syndicat qui œuvrait pour le bien du salarié !

Il tapait fort sur la table. Jamais nos salaires n'arrivaient en retard. Je vais te dire une chose, tu ne me croirais pas : c'est grâce au syndicat que j'ai pu avoir un prêt véhicule. Oui monsieur ! Moi le gardien mis à la porte, j'ai eu ma bagnole ! Mais aujourd'hui, les chacals, ils n'ont rien laissé au zaouali. Bien sûr, le syndicat... non, je n'allais pas m'amuser à fouiller, à la sortie, les malles des voitures des représentants des travailleurs... H'chouma...

tu t'inscrivais sur une liste et tu attendais. Tu pouvais avoir un logement de fonction. Tiens, le mien,

Le phénomène prend de l'ampleur et inquiète de plus en plus Près de 19% des jeunes entre 16 et 25 ans accrocs à la «chicha»



J. Boukraa

Malgré l'interdiction aux mineurs et des prix dissuasifs, le tabac touche toujours autant les jeunes. Mais ces derniers temps un nouveau phénomène a fait son apparition et qui n'est pas sans danger sur leur santé. Il s'agit de la consommation de la «chicha». Bien que peu répandu en Algérie comme dans les autres pays arabo-musulmans, le phénomène suscite déjà moult interrogations. La consommation de la «chicha» dans les cafés et les lieux publics semble prendre de l'ampleur surtout parmi les jeunes. Le nombre de cafés qui servent des narguilés progresse de mois en mois. Cette sensation agréable parfumée trompe tous ceux qui fument la «chicha», car ils n'imaginent pas que les nombreux produits toxiques inhalés peuvent avoir des effets sur la santé. En effet, selon des enquêtes réalisées par les services de la santé, près de 19 % de jeunes âgés entre 16 et 25 ans sont accrocs à la chicha à Oran. Aussi, de plus en plus de jeunes femmes et de jeunes hommes fument-ils la chicha. Il suffit pour s'en rendre compte de voir les

allées et venues incessantes dans certains cafés réputés pour leur chicha qui produit des effets similaires à ceux du cannabis, selon certains habitués qui en sont devenus accrocs. Le jeune âge des fumeurs de chicha devrait inquiéter et soulever des interrogations sur cette tendance qui peut avoir des conséquences sur la santé combien fragile de nos enfants. Contrairement aux idées reçues, fumer la «chicha» est très nocif pour la santé. Fumer le narguilé provoque une augmentation du risque de cancer, de bronchite chronique, ou de problèmes cardiovasculaires. Plus préoccupante, la consommation du narguilé expose à des risques de transmission microbienne comme la tuberculose, car les fumeurs utilisent le même embout. Le tiers des nouveaux cas de tuberculose recensés ces derniers mois à Oran, serait directement lié à la consommation de la «chicha». La consommation du narguilé serait parmi les causes du retour en force de la tuberculose, une maladie ré-émergente qui fait des ravages parmi certaines franges de la population à Oran. Cette maladie touchant en moyenne plus de 1.500 personnes par an, uniquement à Oran. La teneur en

monoxyde de carbone de la fumée des narguilés est au moins aussi élevée que celle du tabac des cigarettes. Le monoxyde de carbone, un poison des voies respiratoires, perturbe le transport de l'oxygène des poumons vers les autres parties du corps, surchargeant les fonctions cardiaques et circulatoires. La consommation de la «chicha» s'est imposée comme un vrai phénomène de société. Preuve en est, les cafés-narguilés, ces salons de thé et autres cafétérias proposant ce produit prolifèrent un peu partout à Oran. Muni d'un long tuyau communiquant avec un flacon d'eau aromatisée que la fumée traverse avant d'arriver à la bouche du fumeur, le narguilé est très dangereux. Le fumeur de narguilé est exposé à de plus importantes quantités de nicotine, de monoxyde de carbone et d'autres toxines que le fumeur de cigarettes. La fumée d'une heure de chicha équivaut la fumée de 100 à 200 cigarettes. La force nécessaire pour aspirer l'air à travers le tuyau permet à la fumée de pénétrer plus profondément dans les poumons. Le phénomène s'accroît, prend de l'ampleur et devient un phénomène social, un mode de vie.

Conflits individuels de travail

Les employeurs peu intéressés par les règlements

Salah C.

En marge de la tenue hier à l'institut supérieur de la formation paramédicale de la journée d'études régionale sur les conflits individuels du travail parrainée par la wali d'Oran, l'inspecteur régional, Mohamed Bendib, a révélé que le nombre de conflits dans les relations de travail employeur-employé au sein de l'entreprise est nul. Pire encore, les employeurs ne répondent même pas quand ils sont sollicités pour l'élection des bureaux de conciliation mis sur pied par l'inspection du travail dans le but de trouver un règlement au conflit avant de recourir à la procédure judiciaire. De nombreux employeurs ne se présentent pas aux réunions du bureau de coordination en dépit des convocations qui leur sont adressées dans les temps impartis.

L'inspecteur régional rappelle encore l'importance de ces bureaux de conciliation qui sont au nombre de neuf à l'inspection régionale, laquelle couvre six wilayas de l'Ouest. Il estime qu'il est impératif de mettre en place les meilleurs mécanismes pour assurer la réussite de la tentative de conciliation entre les deux parties. «Cependant, si ce n'est pas encore le cas, cela s'explique par plusieurs facteurs comme le désintéressement de l'employeur et cela a comme conséquence la démission de l'employé qui ne croit plus à un règlement interne et même au niveau du bureau de conciliation étant donné qu'il le conçoit comme un simple passage obligé avant d'aller vers la justice. De son côté, le responsable de la section sociale du tribunal de Yaghmoracen a estimé que le nombre de cas que reçoivent les instances judiciaires dans le do-

maine des conflits individuels a engendré la création de cinq sections dans le but d'une part de réduire la durée du traitement et de l'autre de réduire la charge des magistrats. Parmi les intervenants lors de cette rencontre, notons celles de la directrice du laboratoire du droit social de l'université d'Oran autour de la conciliation en tant que voie de règlement de cette catégorie de conflits.

En matière de participation, en plus des magistrats spécialisés et des universitaires, la rencontre a été caractérisée par la présence de plusieurs représentants d'entreprises privées et publiques ainsi que les membres des bureaux de conciliation et les inspecteurs du travail.

Rappelons enfin que le nombre de conflits individuels relatifs aux relations de travail a été de 45 000 chaque année.

Aïn El-Turck Ultimes travaux de bitumage sur la route de la corniche supérieure

Rachid Boutlélis

Les ultimes travaux de bitumage de la chaussée qui ciblent actuellement une distance d'un peu plus de 200 mètres sur la route de la corniche supérieure au niveau du lieu-dit Aïn Khadija, sont en phase d'achèvement. Selon une source proche du dossier, le gainage vient d'être effectué sur cette partie et il ne reste plus désormais que le revêtement et l'aménagement des accotements, synonyme de la fin des travaux de ce projet de grande envergure qui a été entamé près de trois années auparavant et qui a nécessité 123 milliards de centimes.

Cette route sinueuse, serpentant au pied de la montagne Murdjajo, qui était tapissée de nids de poules et autres crevasses depuis l'époque coloniale, a été transformée en une double voie. Des aires de stationnement d'urgence, offrant une splendide vue d'ensemble sur le paysage de la daïra d'Aïn El-Turck, ont été réalisés en parallèle. Il importe de noter que l'utilisation de la dynamite a été nécessaire pour creuser dans la falaise dans le but d'élargir la chaussée, qui était très étroite. Les travaux de restauration se sont étendus jusqu'à la bretelle desservant le village Filaouçène, communément appelé El Qaria, sur le territoire de la municipalité de Bousfer et l'accès ouest d'Aïn El-Turck. Ce petit axe routier, n'ayant jamais fait auparavant l'objet d'une quelconque restauration et qui se trouvait par conséquent dans un état plus que lamentable, a été également transformé en une double voie. La réhabilitation de la chaussée a ainsi permis d'éradiquer le virage en épingle à cheveux, aboutissant sur la route menant à El Qaria, un véritable angle mort qui a été le lieu d'un nombre indéterminé d'accidents de la circulation. Des travaux d'installation de l'éclairage public ont été entamés la semaine dernière à partir de cette bretelle et ciblent en parallèle le chemin de wilaya reliant El Qaria à la municipalité de Bousfer. Selon la

même source, une enveloppe d'un montant de trois milliards de centimes a été dégagée pour financer ce projet. Notons que cette petite route était dépourvue d'éclairage et les automobilistes devaient allumer les phares pour percer l'obscurité.

Il est utile de noter aussi qu'un projet similaire à celui de la route de la corniche supérieure a été lancé à proximité de l'ancienne église située à l'entrée de Mers El-Kébir. Il s'agit de la réalisation d'un échangeur devant aboutir à hauteur du lieu-dit Aïn Khadija, sur les hauteurs de ladite commune. Selon la même source, le taux d'avancement des travaux, qui ont nécessité une enveloppe financière de 154 millions de dinars, sont actuellement à 60%. Une fois réalisé, cet échangeur fera une déviation vers Mers El-Kébir et contribuera à une certaine fluidité de la circulation sur la RN 2, principal axe reliant Oran à Aïn El-Turck.

Rappelons dans cette optique que la réhabilitation des routes et des principales artères des quatre communes essaimées à travers cette partie de la wilaya d'Oran, a été inscrite parmi les priorités à réaliser par le chef de daïra, Oufroukh Hocine, lors de son installation près de cinq années auparavant. Un défi qui mérite d'être signalé a été relevé haut la main, et ce en dépit des entraves rencontrées sur le terrain.

Notons encore dans ce même registre que les travaux d'installation de l'éclairage public ont aussi ciblé des chemins de wilaya et autres chemins vicinaux de cette région côtière, qui en étaient quasiment dépourvus, avec tous les désagréments causés à la circulation automobile, additionné au climat d'insécurité généré par l'obscurité ambiante sur ces petits axes routiers. L'installation de candélabres sur ces routes contribuera certainement à procurer dorénavant un certain sentiment de sécurité pour les millions d'estivants qui convergent chaque année vers cette région côtière.

Il était responsable de la police judiciaire à Oran M. Bensoltane promu chef de sûreté de wilaya à Tissemsilt

K. Assia

Une cérémonie en l'honneur du commissaire principal, M. Bensoltane Djamel, chef de la police judiciaire à la sûreté de la wilaya d'Oran promu au poste de chef de sûreté de la wilaya de Tissemsilt, a été organisée hier au siège de la sûreté de la wilaya d'Oran. La réception à laquelle ont pris part le contrôleur de police, M. Nouasri Salah, chef de sûreté d'Oran, le wali d'Oran, les autorités civiles et militaires et les cadres supérieurs de la police, a été une occasion pour mettre en exergue le parcours professionnel de cet ancien responsable de la police judiciaire promu il y a une année au grade de commissaire principal. Dans son intervention, le contrôleur Nouasri a félicité M. Bensoltane pour tous les résultats concluants et les efforts déployés dans l'accomplissement de sa mission. Cette distinction méritée dénote non seulement le sérieux et le professionnalisme de cet officier supérieur de la DGSN mais aussi de la ré-

putation des cadres de la sûreté de wilaya d'Oran puisque en l'espace d'une année, trois responsables de ses différents services ont été promus au poste de chef de sûreté de wilaya, s'est félicité M. Nouasri.

En souhaitant continuation et rigueur au nouveau chef de sûreté de la wilaya de Tissemsilt, le contrôleur de police a remercié à l'occasion les autorités locales et à leur tête le wali d'Oran pour l'aide apportée afin de renforcer la sécurité urbaine et extra muros et développer le concept de la police de proximité à travers la réalisation d'infrastructures.

Pour sa part, le wali d'Oran a également adressé tous ses vœux au corps de la DGSN et en particulier au nouveau responsable.

Prenant la parole, M. Bensoltane a exprimé sa joie et rappelé qu'il sera toujours au service du citoyen. Des cadeaux et des attestations lui ont été remis par le chef de la sûreté et le colonel Taheri, commandant du groupement de la gendarmerie d'Oran.

www.renault.dz



2015 C'EST MAINTENANT

ACHETEZ VOTRE VOITURE EN **2014**
ET IMMATRICULEZ-LA EN
2015

**RENAULT CLIO
À PARTIR DE
1 254 000 DA***

(*) PRIX EN TTC TAXE VÉHICULES NEUFS INCLUSE. DANS LA LIMITE DU STOCK DISPONIBLE.
PEINTURE MÉTALLISÉE NON INCLUSE.
Pour plus d'informations : 0770 90 50 00 / contact.client@renault.dz

CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE



RÉSIDENCE PANORAMA - 1 -

ENSEMBLE IMMOBILIER *HAUT STANDING* AVEC
COMMERCES , BUREAUX ET PARKING, BOULEVARD MILLENIUM - Bir el djir - ORAN



- ◆ Superficies à partir de **129 m²** jusqu'à **175 m²**.
- ◆ Cuisines aménagées.
- ◆ Climatisation et chauffage central.
- ◆ Places de parking individuelles.
- ◆ Aires de loisir.
- ◆ Services de proximité.

Les entreprises
SE **ECOBAT**
Promotion Immobilière

MISE EN VENTE D'APPARTEMENTS 4 PIECES ET 5 PIECES

APPELEZ AU : **05 61 67 84 20**

Adresse : Boulevard Millènum zone 02 - bloc E, Bir el djir , ORAN



TLEMCCEN

A quand l'inscription du tramway ?

Khaled Boumediene

Le projet de la ligne de tramway dans le grand Tlemcen (Mansourah, Chetouane et Tlemcen) est-il mort ? A la différence de ceux d'Oran, Sidi Bel Abbès ou Béchar, cet ambitieux projet de tramway, ayant pour but de mettre fin aux problèmes de circulation automobile qui provoquent des embouteillages, n'a pas encore été inscrit en vue de l'acquisition des financements nécessaires à sa réalisation et ce, malgré l'approbation de l'étude de faisabilité lancée le mois d'octobre 2013 (pendant près de 5 mois, pour un montant de 35,31 millions de dinars), et dont les conclusions ont été finalisées le mois de février dernier et présentées aux autorités locales et au comité de pilotage du projet, par le bureau d'études PERCONSULT, leader dans le marché portugais de l'ingénierie des transports, dont les principales réalisations dans le secteur des transports ont touché plus de 50 stations de métro, 100 stations de tramway, 500 kilomètres de voies et 100 kilomètres de projets de lignes de métro et tramway et ce, en collaboration avec le bureau d'études algérien BETUR, qui a à son actif de nombreuses études de faisabilité des systèmes de transports en site propre dans les agglomérations de Constantine, Oran, Ouargla, Sidi Bel Abbès, Alger, Batna, Mostaganem, Béjaïa, Béchar et Biskra. Se-

lon M. Attar Nouredine, directeur par intérim de la direction des transports de la wilaya de Tlemcen, cette étude, qui a permis durant toutes ses phases (phase 1 et phase 2), la collecte, le traitement et l'analyse des données topographiques et de base relatives à la mobilité des habitants actuels et futurs, a fait ressortir que "l'agglomération de Tlemcen a connu d'importants développements urbains en dehors de la rocade. Même si ces développements sont accompagnés par quelques services de proximité, la plupart des emplois restent au centre-ville, d'où les nécessités accrues de mobilité vers ou depuis le centre-ville aux heures de pointe. La plupart des infrastructures urbaines, même si elles sont parfois dépassées, sont déjà au centre-ville. En plus, la concentration urbaine favorise la mobilité des transports en commun par rapport à l'éloignement que représentent les nouveaux centres urbains. Le tramway est un élément structurant du réseau des transports en commun. Les lourds investissements publics sur ces systèmes impliquent l'adoption de politiques de mobilité intégrée, telles que la construction de parkings relais et la prise de mesures de contrôle sur l'usage de la VP aux centres-villes encombrés, la promotion d'une mobilité plus soutenable, la promotion des zones piétonnières, ainsi que le développement de réseaux cyclables. Le

tramway est aussi un élément central du nouveau système de mobilité. Dans ce cadre, il faut adopter la restructuration des réseaux de bus et l'intégration multimodal de bus, train, VP". Le projet de tramway du grand Tlemcen présente, selon notre interlocuteur, de nombreux enjeux techniques qui ont été pris en considération : la localisation du garage et des ateliers, les infrastructures souterraines, les ouvrages d'art, les pentes, la neige, la glace, le froid, la circulation des piétons, des vélos et des automobiles, le stationnement et les livraisons, les principes d'aménagement et d'insertion dans la rue, la conception des infrastructures et du système de transport, le cadrage environnemental, le plan d'affaires du projet, les activités de communication et de promotion, etc. S'agissant de la phase 1, la méthodologie de l'étude traite de l'analyse de la demande des transports et de la perspective d'évolution des déplacements. Pour la phase 2, elle traite de l'identification des variantes du tracé, l'analyse des contraintes, l'analyse multicritère, les points forts et points faibles, la solution retenue, le planning de réalisation et les coûts prévisionnels de réalisation du projet. Cela dit, les habitants du grand Tlemcen attendent de pied ferme l'inscription de ce mode de transport moderne et efficace, qui conciliera la protection de l'environnement avec le développement de leurs cités.

AÏN TÉMOUCHENT

Les étudiants crient à l'insécurité

Mohamed Bensafi

Plusieurs dizaines d'étudiants de l'université Ahmed Bouchaïb d'Aïn Témouchent ont, encore une fois, manifesté leur colère contre l'insécurité qui règne devant la porte et à l'intérieur de l'établissement. Dans un communiqué diffusé hier par la section de l'UNEA du centre universitaire, relayée par celle de l'UGEL, avec ampliation aux autorités centrales de tutelle et celles de la wilaya, ainsi qu'aux autorités administratives locales, les étudiants affirment vivre le calvaire au quotidien, notamment les filles, en subissant des agres-

sions physiques et le harcèlement d'individus louches et dangereux, qu'ils trouvent sur leur chemin au niveau du CUAT. Ce lundi, ils ont fermé la grille d'entrée principale du centre universitaire. Ils réclament l'amélioration des conditions sécuritaires au sein de leur université. Selon un membre du comité des étudiants, durant la journée de dimanche, aux alentours de 11h, un individu s'est introduit à l'intérieur de l'établissement au su et au vu de tout le monde. L'intrus a ensuite intimidé des étudiantes et aurait même pris à partie l'une d'elles avant de semer la panique parmi les autres étudiantes. Informa-

tion difficile à confirmer tant la rumeur prend souvent le relais pour amplifier le moindre incident. Ainsi, l'UGEL a lancé un appel en direction des autorités universitaires et administratives, pour assurer la sécurité des étudiants et à les délivrer des menaces qui pèsent sur eux, devant comme à l'intérieur de l'enceinte de l'université. Celle-ci est estimée déficiente en raison du nombre insuffisant des agents assumant cette tâche. Pour en avoir plus d'informations, on a essayé de joindre, ce lundi matin toujours, le directeur du CUAT. Ce dernier était dans une réunion régionale des recteurs.

TIARET

Pitbull, ce chien de tous les dangers

El-Houari Dilmi

Une fillette de 12 ans, à sa sortie de l'école jeudi dernier, près du populaire quartier de « Sonatiba », a failli perdre sa jambe, après une attaque d'un chien pitbull. La victime n'a dû son salut qu'à un courageux passant qui a réussi à arracher la fillette apeurée des crocs du molosse, mettant sa propre vie en danger. Selon des témoins oculaires, le chien circulait en pleine rue sans muselière, sans que cela inquiète outre mesure son propriétaire. A Tiaret, le commun des citoyens a une peur bleue de ces molosses circulant dans la ville, sans aucune précaution de leurs propriétaires. Devenu presque une mode, l'élevage de ces « bêtes à tuer »

prend des proportions alarmantes, dénoncent les habitants de nombreux quartiers de la ville. En effet, de plus en plus de truands se baladent dans la rue avec ce genre de chiens, pourtant réputés très dangereux, s'inquiète Med, qui dit avoir assisté à l'agression d'un ressortissant subsaharien avec un pitbull, pour lui subtiliser le peu d'argent gagné à faire la manche. Si porter une arme blanche relève du pénal, « circuler avec un pitbull est en revanche tout à fait légal », constate Nabil, qui souhaite voir les parties compétentes réagir rapidement à ce danger public. Ces molosses sont même utilisés dans les bagarres entre gangs de quartiers, provoquant une véritable peur panique parmi les habi-

tants. « Cette race, un croisement entre des bouledogues et des terriers, a vu le jour au XIXème siècle en Angleterre, en Ecosse et en Irlande pour être destinée aux jeux de combats d'une sauvagerie inouïe entre ces chiens et des taureaux ou des ours dans une fosse », nous rappelle un docteur vétérinaire, qui reconnaît avoir été lui-même agressé par un pitbull, lors d'une consultation à son cabinet. L'autre phénomène qui inquiète les parents d'élèves est celui de voir des jeunes, inconscients du danger, « se pavaner avec ces monstres aux abords des établissements scolaires, juste pour épater la galerie », dénonce un parent d'élève. Doit-on attendre l'irréparable pour réagir face à ce véritable danger public ?

TÉNÈS

Des pêcheurs poursuivis pour faux diplômes

Bencherki Otsmane

Une trentaine de pêcheurs, tous originaires de la ville de Ténès, sont poursuivis par la justice pour faux et usage de faux de diplômes de patrons pêcheurs et mécaniciens. Il faut dire que les services de la marine nationale se sont aperçus subitement que des individus, exerçant certes dans le milieu marin, sont devenus très rapidement détenteurs de diplômes de patron pêcheur et de mécanicien leur permettant ainsi d'embarquer à bord de chalutiers de plus de 30 tonneaux et ce, conformément à la législation en vigueur. Ces diplômes seraient délivrés par l'école de pêche d'Oran et celle de Béni-Saf. Cependant, l'enquête me-

née par les services de sécurité fera ressortir que lesdites écoles n'ont jamais délivré les documents incriminés, de même qu'elle dévoilera qu'un certain marin originaire de la ville de Ténès serait derrière cette affaire de faux diplômes. Par ailleurs, il faut noter qu'il existe au niveau de la ville côtière de La Marsa dans la wilaya de Chlef, un institut de pêche qui forme précisément des marins pour une durée relativement courte dans les spécialités de patron de pêche et mécanicien, en sus d'électromécaniciens ou simplement de marins. A noter, enfin, que les personnes incriminées qui demeurent en liberté, faut-il le souligner, seront bientôt jugées par le tribunal de Ténès pour le délit sus-indiqué.

LA MARSA

Un corps de marin-pêcheur repêché

Une fois de plus, c'est la déception ou peut-être la satisfaction chez les familles de cinq marins-pêcheurs portés disparus au large de Bouharoune (Tipaza) depuis le 30 octobre dernier, qui se sont déplacées ce samedi à la morgue de l'hôpital Zighout Youcef de la ville de Ténès pour identifier le cadavre d'un corps repêché au cours de la journée du vendredi au large de La Marsa (Chlef). Selon une source médicale, la victime, qui était dans un état de décomposition avancée, portait un pull Lacoste de couleur bleue, un détail de poids pour les membres des familles des marins-pê-

cheurs disparus, car aucun des leurs ne portait un tel vêtement. Cependant, le corps de la victime a été évacué à Aïn-Défla, dimanche, pour une autopsie qui permettra de déterminer la date, la cause, les conditions et la nature du décès. Nous avons appris également qu'un autre échantillon de cellules provenant du défunt a été envoyé au laboratoire scientifique de la police de Châteauneuf (Alger) pour déterminer l'ADN de la victime. A noter également que les recherches se poursuivent toujours tout au long de la côte allant d'Alger à Ténès pour retrouver les marins disparus. B. O.

OUED R'HIU

200 logements sociaux locatifs à distribuer

E. Yacine

Deux cents logements sociaux locatifs seront attribués très prochainement dans la daïra d'Oued R'hiou (ouest de la wilaya de Relizane), a indiqué une responsable de la daïra d'Oued R'hiou. La liste nominative des bénéficiaires de ces logements a été déjà étudiée et en sus, bien évidemment, des éventuels recours que les non retenus pourraient faire. Ce quota de deux cents logements devrait être attribué avant la fin

de l'année 2015 dans la commune d'Oued R'hiou.

A noter enfin que quelque huit mille (8.000) logements du même type ont été attribués depuis le début de l'année en cours à travers les trente-huit (38) communes que compte la wilaya de Relizane, indépendamment de plus de 15.000 distribués dans le cadre des autres dispositifs comme le LSP, LPA et le logement rural, selon les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière de la wilaya de Relizane.

ACHAACHA

Disparition mystérieuse d'une sexagénaire depuis plus de deux semaines

Une veuve sexagénaire dénommée Douawedi Kheira née Belmadi, domiciliée au douar El Braïdia dans la commune d'Achaacha à 32 km à l'est de Mostaganem, a quitté son domicile le 7 novembre dernier et depuis, elle n'a plus donné signe de vie. Les gendarmes, sa famille et ses proches sont actuellement à sa recherche. Elle serait partie à pied et sans son téléphone portable au cours de cette matinée, sans don-

ner de nouvelles. Selon les membres de sa famille, la disparue n'est atteinte d'aucune maladie nerveuse. C'est son fils qui a donné l'alerte sur sa disparition dans l'après-midi de cette même journée du 7 novembre, ne la voyant pas revenir. Les recherches opérationnelles, qui ont été lancées par les gendarmes et se poursuivent à ce jour, doivent déterminer le caractère inquiétant et mystérieux de cette disparition. H. B.

Dure, dure la réindustrialisation !

C'est devenu le credo des autorités algériennes qui se sont aperçues, à quelques encablures de l'épuisement de nos ressources fossiles, qu'on ne peut pas construire une économie uniquement sur la distribution de la rente pétrolière, la subvention de la consommation et l'importation tout azimuts. Il n'y a pas de pays émergents sans industrie répètent désormais en chœur, après les experts, nos responsables économiques. Malheureusement ça ne se fera pas tout seul et on ne changera pas facilement les habitudes prises depuis de nombreuses décennies. Regardez par exemple comme, après une courte période d'euphorie concédée à la satisfaction de l'amour propre national, tout le monde semble s'être mis d'accord pour trouver que la «SYMBOL» est décidément «trop chère». Forcément, dans un pays où les logements sont gratuits et l'essence, l'eau et l'électricité parmi les moins chères du monde, (sans parler du pain et du lait vendus au quart de leur coût (d'importation pour l'essentiel), il n'y a pas de raisons de ne pas considérer la «première voiture algérienne» comme un produit de première nécessité qui devrait être subventionné par l'Etat, en attendant sans doute d'être financé à crédit par des banques publiques qu'on remboursera si on peut. Le PDG de Renault Algérie, que nous avons rencontré longuement, aura beau expliquer qu'«on ne peut pas construire une voiture moins

chère avec des pièces plus chères», il aura du mal à se faire entendre pendant encore quelques années.

Autre «symbole» d'une époque où la réalité économique a été passée, beaucoup par pertes et très peu par profits, le complexe d'EL HADJAR n'en fini pas de descendre aux enfers. Transformé depuis plus de 30 ans en arène politique, il ya bien longtemps qu'il ne fonctionne que de loin comme une entreprise et qu'il dément régulièrement les annonces de tous les «plans de redressements». Les autorités algériennes, après l'avoir privatisé ont, aujourd'hui, décidé de le renationaliser. Il ne reste plus qu'à espérer que le dernier plan de redressement en date, qui va quand même nécessiter un investissement de plus de 700 millions de dollars, aura plus de chance que les précédents.

La fameuse contrainte foncière se rappelle également au bon souvenir de nos planificateurs. A Bejaïa, c'est la construction du «3ème plus grand pôle pétrochimique du pays» qui est programmée ce qui va soulager une région désespérément à la recherche de nouveaux emplois. Malheureusement le premier terrain choisi était une terre agricole et le ministère de l'Agriculture a imposé son veto. Heureusement, ce ne sont pas les terrains inexploités qui manquent à l'intérieur des terres et le complexe devrait être finalement construit plus loin du littoral que prévu ; ce qui n'est pas forcément une mauvaise chose.

Hassan H.



Réalisé avec la collaboration de
<http://www.maghrebemergent.com/>

 **MAGHREB
EMERGENT**

Il était une fois la Renault Symbol made in Algeria

PAR NEJMA RONDELEUX

CHAPITRE 1 :

LA CONSTRUCTION DE L'USINE

Implantée à une trentaine de kilomètres au sud-ouest d'Oran, dans la commune d'Oued Tlelat, l'usine automobile Renault Algérie Production (RAP) se situe sur un terrain de 151 hectares. Pour l'instant, seuls 14 hectares sont occupés, abritant la chaîne de montage, le bâtiment logistique et les bureaux. «Actuellement, on est vraiment dans l'ancienne enceinte de l'usine textile Sonitex que l'on a un petit peu débordé», explique Bernard Sonilhac, PDG de Renault Algérie, en marge de la conférence de presse tenue le jour de l'inauguration. «Il y a eu tout un travail de préparation qui a été fait par la SNVI (NDRL : la Société nationale des véhicules industriels, actionnaire de l'usine à hauteur de 34%) dans le cadre du contrat, pour réparer, notamment, les toitures qui ont été enlevées car elles contenaient de l'amiante», poursuit le PDG. «Ces travaux ont duré jusqu'en juillet 2013 et à partir de septembre, nous, on a pris le site, sans les toitures, rien qu'avec les charpentes et on a rhabillé, réhabilité tout ça». Résultat : environ 60% du bâtiment dans lequel se trouve la chaîne de montage a été réhabilité et 40% ont été intégralement construits pour abriter la partie logistique qui s'étend sur 5.000 m². Quant aux 135 hectares restants, ils attendent la seconde phase du projet annoncée pour 2019 et qui prévoit le passage de la production de 25.000 à 75.000 véhicules par an.

CHAPITRE 2 :

LA CRÉATION DE LA SOCIÉTÉ

Pendant que l'usine prenait forme, l'intérieur se mettait en place. «On est parti de zéro», rappelle Bernard Sonilhac qui a été nommé président du conseil d'administration le 31 janvier 2013. Il a fallu créer la société de A à Z. Autrement dit : s'occuper du registre de commerce, aménager les surfaces, embaucher un directeur des ressources humaines (DRH), sélectionner les équipes, mettre en place une politique salariale, un règlement extérieur, une structure, etc. «Enfin tout», résume le PDG. «Le premier jour vous arrivez et vous n'avez pas de bureau, vous n'avez pas de fax, vous n'avez pas de téléphone, vous n'avez pas d'imprimante, tout est dans le sac à dos», raconte-t-il. «Au début, c'était vraiment comme une start-up, une grosse start-up on va dire». Sauf qu'à la différence des start-up classiques, celle-ci avait un avenir assuré. «Là, l'avenir est tracé puisque, d'abord, il y a le soutien des autorités, il y a un marché derrière qui va forcément se développer et on sait qu'il y aura une seconde phase, sauf cataclysme», souligne Bernard Sonilhac.

CHAPITRE 3 :

LE RECRUTEMENT

Les 250 salariés qui travaillent actuellement dans la nouvelle usine Renault Algérie ont tous été recrutés par l'intermédiaire de l'Agence nationale pour l'emploi (ANEM) qui s'est occupée de présélectionner des candidats parmi les centaines de CV en sa possession avant de les convoquer pour leur faire passer une série de tests. «Un jour l'ANEM m'a appelée. J'ai d'abord passé des tests de dextérité puis j'ai été convoquée pour un entretien», témoigne Khadidja Kadi embauchée en février au sein de Renault Algérie en tant

Vantée, critiquée, moquée même, la Renault Symbol algérienne a été diversement accueillie mais elle est là. Pour parvenir à ce résultat, il aura fallu des discussions et beaucoup de négociations. Mais pas seulement. Maghreb Emergent revient sur l'histoire de cette «tomobile» tant attendue, depuis la signature du protocole d'accord, en mai 2012, jusqu'à l'inauguration en grande pompe de l'usine à Oued Tlelat, le 10 novembre dernier.



«qu'évaluatrice qualité». Comme tous les candidats retenus, la jeune oranaise de 28 ans, ingénieur de formation, a d'abord été formée au sein du Centre de formation professionnelle et d'apprentissage d'Oran (CFPA) avant de se perfectionner dans l'usine Renault de Roumanie où elle est restée pendant trois mois pour tout apprendre sur le contrôle qualité. A l'image de Khadidja, l'équipe de RAP est jeune et très féminine avec une moyenne d'âge de 32 ans et 40% de femmes. «Les premiers managers ont été embauchés à partir du mois de novembre de l'année dernière et les ouvriers ont été embauchés au mois de juin», indique Bernard Sonilhac. «Nous avons embauché tous nos salariés en CDI ce qui n'est pas forcément souvent le cas en Algérie où beaucoup de jeunes travaillent en CDD au grés des différents projets», précise le PDG de Renault Algérie. D'ici mars 2015, l'équipe sera renforcée d'une centaine de salariés augmentant l'effectif du personnel à 350 personnes.

CHAPITRE 4 :

LE DÉMARRAGE DE L'USINE

Une fois l'équipe constituée, ça a été au tour de la voiture de passer une batterie d'exams, obligatoires pour avoir le droit de la fabriquer et de la vendre. Il y a d'abord eu «l'accord de fabrication», réussi fin septembre, qui consiste à fabriquer une dizaine de voitures en montrant que les installations fonctionnent, détaille Bernard Sonilhac. S'en est suivi «l'accord de livraison» (dispatching approval en anglais) où il faut prouver qu'entre l'accord de fabrication et la mise en vente des voitures dans le

réseau, la qualité des véhicules est maintenue avec une cadence plus grande, poursuit le PDG de Renault Algérie. «On a obtenu cet examen il y a seulement une semaine, (NDRL, début novembre), ce qui nous donne le droit de fabriquer et d'envoyer dans le réseau». C'est ainsi que la Symbol made in Algeria se retrouve en vente chez les concessionnaires.

CHAPITRE 5 :

LA FABRICATION

Pour l'instant, Renault Algérie Production n'est qu'une usine d'assemblage, «semi knock down» (SDK) dans le langage industriel. «Tout est importé de Roumanie», a expliqué Djenet Belabdi, responsable système management qualité et évaluation produits au cours d'une visite éclair de l'usine organisée le jour de l'inauguration. «Chaque semaine, 220 conteneurs en provenance du port de Constantza en Roumanie arrivent au port d'Oran d'où la marchandise est rapidement acheminée vers l'usine car Renault bénéficie du couloir vert qui permet des facilités de dédouanement». La cadence de fabrication ne cesse de s'accroître pour atteindre les sept véhicules par heure prévus dans la première phase de production. Le taux d'intégration s'élève à environ 17% avec, actuellement, deux sous-traitants connus : Juktal qui fabrique des pièces en plastique et Martal fabricant de sièges automobiles. «Ils ont, tous deux, passé les examens de la part de Renault qu'ils ont réussi et ont donc été nommés officiellement», indique Bernard Sonilhac. «Car chaque fournisseur et sous-traitant a

aussi un parcours à faire avec des examens», insiste le PDG. «On ne s'improvise pas du jour au lendemain fabricant de matériels automobiles. Ce n'est pas parce qu'on dit, j'ai de l'argent, je veux le faire, qu'on peut le faire !»

CHAPITRE 6 :

LE PRIX ET LE «SENS ÉCONOMIQUE»

Vendue près de 1,3 million de dinars chez le concessionnaire exclusif de Renault à Oran, la Nouvelle Renault Symbol a fait grincer des dents. «Mais comment faire une voiture moins chère avec des pièces qui sont plus chères, ça n'a pas de sens», se justifie Bernard Sonilhac. «Pour arriver à faire des pièces qui sont moins chères en Algérie, il faut que l'économie fonctionne bien», souligne le PDG de Renault Algérie. «Et ce qu'il se passe en ce moment, c'est que dans un certain nombre de cas, il est plus facile et plus économique d'importer que de fabriquer, tout simplement parce qu'il y a des taxes et droits de douane à l'entrée qui affectent certains composants», dénonce, à fleurets mouchetés, Bernard Sonilhac. «Tout ce que l'on fait doit être compétitif et les pièces intégrées localement doivent avoir un sens économique», continue-t-il avant de lancer, clairement, un appel aux autorités algériennes. «On espère que les autorités vont pouvoir apporter aux fournisseurs qui créent de la valeur ajoutée, un certain nombre de mesures de soutien de façon à développer l'industrie, sinon l'industrie locale ne se développera jamais. Pour commencer, il faut bien être aidé. Le message est envoyé.



Phs.: N. R.

Les chiffres du complexe d'El-Hadjar, ou comment la nationalisation cache le fiasco

Le complexe d'El-Hadjar a été repris par l'Etat algérien, à travers Sider. Une décision qui cache un fiasco économique.

D PAR ABED CHAREF

Derrière l'annonce d'une reprise imminente de la production au complexe sidérurgique d'El-Hadjar, se profile une histoire faite de mauvaise gestion, de gabegie et de choix malheureux. Un cumul qui, au bout de longues années, a débouché sur une gestion chaotique de ce qui fut considéré comme un fleuron de l'industrie algérienne, mais qui sombre inexorablement, malgré le discours opaque du gouvernement et de la direction de l'entreprise qui gère le complexe.

Ahmed Belabbès, PDG de l'entreprise qui possède le complexe d'El-Hadjar (51/49 entre Sider et l'indien Arcelor Mittal), a fait le tour des médias pour assurer que la production reprendrait normalement dans un délai d'une semaine. Ce faisant, il a révélé que le complexe fonctionnait à un rythme particulièrement bas depuis juin 2014, et qu'il était contraint d'importer des produits semi-finis pour faire tourner les machines.

Le résultat est dramatique pour le pays : une production qui chute à 300.000 tonnes, après avoir atteint 1.1 millions de tonnes aux heures les plus fastes, une demande qui explose, et l'Algérie est contrainte d'importer pour 2.5 milliards de dollars de produits sidérurgiques. La production nationale satisfait aujourd'hui moins de dix pour cent de la demande.

MAUVAISE CONJONCTURE

Comment en est-on arrivé là, alors que Mittal semblait, il y a cinq ans, avoir fait le plus dur ? Le complexe a, en fait, pâti d'une double conjonc-

ture défavorable. Après le rachat de 70% des parts de l'entreprise en 2001, Mittal avait mené certaines grandes réformes, en recentrant le complexe sur son métier, la sidérurgie. Le nombre de travailleurs était retombé à 5.000 au lieu de 20.000 dans les années fastes, et la plupart des activités annexes avaient été abandonnées à d'autres entreprises, la plupart créées à partir de la restructuration d'El-Hadjar.

Mais la crise de 2007 a fait chuter la demande mondiale, et ébranlé le modèle Mittal. En parallèle, le gouvernement algérien, qui disposait de recettes financières grâce au boom des prix du pétrole, a choisi de privilégier la paix sociale au détriment de l'efficacité économique. Il a commencé à injecter de l'argent dans le complexe, pour aboutir, en 2013, à une renationalisation, décidée à la veille de la présidentielle. L'opération s'est faite dans les pires des conditions : les installations avaient vieilli, Mittal n'avait pas fait les investissements qu'il jugeait désormais inutiles, avec la crise. M. Belabbès reconnaît un «état de vétusté avancé du fourneau», et admet que «les conditions financières ont empêché de le rénover. Aujourd'hui, une «réfection totale» est envisagée, «d'ici 2015», grâce à l'argent frais apporté par l'Etat algérien.

ETEINDRE LE FEU AVANT LA PRÉSIDENTIELLE

Côté algérien, il était hors de question de laisser couler le feu à la veille de la présidentielle. Le gouvernement a donc repris la majorité des actions, en promettant des investissements consistants. Il va



encore mettre 720 millions de dollars, dont 120 d'argent frais apportés par les actionnaires, le reste sous forme de crédit d'une banque publique, la BEA.

El-Hadjar souffrait aussi d'un autre handicap, une agitation sociale récurrente. Celle-ci avait sérieusement refroidi le géant indien, qui semblait prêt à abandonner. En affirmant que la situation s'est «stabilisée», après «des problèmes de fonctionnements» depuis juin, M. Belabbès assure qu'un «pacte de stabilité sociale» a été signé entre les actionnaires et le partenaire social, pour avoir «une trêve» et «travailler dans la sérénité et la confiance». Mais le problème n'est pas réglé pour autant, car la direction souhaite «une représentation syndica-

le qui soit raisonnable, qui adhère au projet de l'entreprise», ce qui montre que les syndicats contestent les choix de la direction et veulent imposer leur vision.

NATIONALISER UN PROBLÈME

Ce qui n'empêche pas M. Belabbès de dire que «le problème de la gouvernance a été résolu à travers la prise de contrôle par la partie algérienne». En réalité, l'Algérie a nationalisé un problème, car elle ne possède pas le management nécessaire pour faire d'El-Hadjar un outil de production performant. Et alors que l'indien Mittal était au pied du mur, c'est l'Algérie qui, devenue majoritaire, se retrouve au pied du mur.

Pourtant, elle doit absolument

réussir ce pari, pour donner un minimum de consistance à l'économie algérienne à moyen terme. L'objectif visé à El-Hadjar est de passer à 2.2 millions de tonnes en 2017. Avec les quatre millions de tonnes prévus pour le complexe de Bellara, le pays pourra atteindre six millions de tonnes à l'horizon 2020, ce qui ne constituerait que la moitié de la demande envisagée au milieu de la prochaine décennie.

Un objectif pourtant extrêmement ambitieux et apparemment impossible à satisfaire, si on se réfère aux performances prévues en 2014 : un chiffre d'affaires d'à peine 180 millions de dollars, et un déficit de huit à neuf milliards de dinars, ce qui représente plus de la moitié du chiffre d'affaires.

Le complexe pétrochimique de Bejaïa délocalisé suite à un veto du ministère de l'Agriculture



Prévu initialement dans la région d'El Kseur, le «3^{ème} plus grand complexe pétrochimique d'Algérie» devrait finalement être réalisé dans la commune de Boudjellil, située à l'extrême sud-ouest du chef-lieu de wilaya de Béjaïa et aux limites territoriales des wilayas de Bouira et de Bordj Bou Arreridj.

C PAR NABIL ZENACHE

est l'information donnée jeudi dernier, par le wali de Béjaïa, sur les ondes de la radio Soummam après que le ministère de l'Agriculture ait opposé «son veto» au transfert de propriété d'un terrain agricole localisé dans la région d'El-Kseur. L'assiette de terrain sur lequel sera érigé ce projet éminemment structurant

est de 220 ha mais plus 500 y seront proposés pour le développement de cette industrie, a confirmé le président de l'APW de Béjaïa, Mohamed Bettache. Le projet de plateforme pétrochimique était initialement prévu dans la région d'El-Kseur et le choix de cet important centre urbain avait eu l'assentiment des responsables de la Sonatrach ; il répondait à tous les critères : un terrain de plus de 250 ha ; le

site est située à 26 km du port et de l'aéroport ; le passage par la zone d'un pipeline et d'un oléoduc. Avec la réalisation de la plateforme pétrochimique, qui doit regrouper un ensemble d'unités de production de matières premières à base de GPL (gaz propane liquéfié), quelque 3.000 emplois sont attendus, selon les mêmes responsables, qui n'ont pas indiqué le montant de cet investissement. Le projet fait partie d'un ambitieux programme national. Le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi a déclaré, voici quelques mois, sur les ondes de la Radio nationale que «l'Algérie (prévoit) d'investir 10 milliards de dollars pour construire cinq (05) raffineries de pétrole afin d'augmenter ses capacités de production». La production étant présentement de quelque 26 millions de tonnes/an.

LE «PRÉCÉDENT» DE LA RAFFINERIE DE TIARET

Avant que le ministère de l'Agriculture ne vienne s'opposer officiellement en donnant un avis défavorable à l'implantation du complexe pétrochimique dans la région d'El-Kseur en raison de la vocation agricole du terrain, une polémique avait opposé un groupe de parlementaires du Front des forces socialistes (FFS) au wali de Béjaïa. Les députés et sénateur FFS suspectaient le wali de travailler secrètement pour sa délocalisation. Il est vrai que «chat échaudé craint l'eau froide», comme dit l'adage. Le FFS, qui était aux responsabilités au milieu des années 2000, avait assisté impuissant à la délocalisation d'un premier projet de raffinerie, lequel finalement a été implanté dans la wilaya de Tiaret alors que le bureau d'études japonais avait classé Béjaïa en tête des wilayas en lice. Parmi les critères retenus : une forte pluviométrie - Béjaïa étant avec la wilaya de Jijel parmi les arrosées d'Algérie ; la présence d'un port et d'un aéroport ; l'assiette de terrain, etc.

TRANSFORMER LOCALEMENT LE PÉTROLE BRUT

La commission mixte chargée du choix du terrain a visité deux sites durant sa sortie : celui d'El-Kseur, désormais exclu, et celui de Boudjellil. C'est sur cette assiette de réserve

que sera implanté le projet, le 3^{ème} grand complexe pétrochimique du pays après ceux d'Arzew et de Skikda. Une fois le complexe pétrochimique opérationnel, nous a-t-on indiqué, «l'Algérie sera mieux prémunie de la volatilité des prix sur le marché international des engrais». Les cadres locaux de la Sonatrach avaient expliqué lors d'une rencontre, tenue il y a quelques mois au siège de la wilaya, que ce projet entre dans le cadre de la nouvelle stratégie de l'entreprise.

Elle vise la réalisation de projets structurants à travers plusieurs régions du pays pour, «transformer et valoriser la matière première ici en Algérie, au lieu de vendre le brut directement à l'étranger. Notre stratégie est de réaliser des raffineries de pétrole brut, des complexes pétrochimiques, des unités de maintenance lourde, des unités d'accompagnement et des installations de support à ces complexes», a-t-on ajouté.

UN VASTE PLAN DE CHARGE POUR NAFTAL

Le plan de développement de Naftal dans la région est en rapport étroit avec l'implantation et la mise en service du complexe. Il s'agira de la réalisation d'un nouveau dépôt carburants, d'un centre GPL sur une superficie globale de 40ha (Carburants : 30 ha, GPL : 10 ha). L'approvisionnement du futur dépôt de carburants se fera à partir du prochain port pétrolier, tandis que les futures installations de stockage et de distribution de carburants consisteront en un parc de stockage d'une capacité totale de 200.000 m³ dont 128.000 m³ (8 x 16.000 m³) pour le gasoil et 72.000 (8 x 9000 m³) pour l'essence ; une installation de chargement et de déchargement des camions et des wagons-citernes qui comprendra le chargement des camions-citernes en source 10 ilots à simple voie ; le chargement des camions-citernes en dôme 05 ilôts à double voie ; le déchargement des camions et wagons - citernes (tous produits confondus) sur six postes à double voie ; une pompe carburants pour le chargement des camions et le transvasement de bac à bac. Il est également prévu des installations annexes (collecte de purge, traitement des effluents, système de lutte anti-incendie...).

Quand le Doing Business pointe les insuffisances de la régulation algérienne

Le climat des affaires a figuré comme un des thèmes principaux de débat au long des trois jours qu'a duré la Conférence nationale que vient d'organiser le ministère de l'Industrie sur le développement économique et social. De nombreux intervenants s'en sont pris, à cette occasion, au classement du Doing Business.



PAR MOULOUD HEDIR

Le Doing Business de la Banque Mondiale. Un instrument qui évalue et qui classe chaque pays en fonction d'une batterie de critères conçus pour mesurer la qualité et l'efficacité de ses réglementations économiques. Il est vrai que l'Algérie a encore dégringolé

dans le classement, passant à une peu enviable 154^{ème} place, à un moment où quelques fonctionnaires s'attendaient à la voir remonter. Cette façon de classer les économies des pays est certainement discutable. Les expériences historiques de chacun d'eux ne sont pas saisissables à travers la même lucarne ni ne sont forcément solubles

dans des indicateurs universels. Un pays comme la Chine, qui a fait des bonds considérables et qui, l'espace de deux décennies, a donné naissance à la seconde puissance économique mondiale, ne figure toujours qu'à la 96^{ème} place du Doing Business 2014.

LE SYSTÈME DE RÉGULATION EN QUESTION

Mais si cet outil, lancé en 2003 par la Banque mondiale, est contestable, il n'est pas non plus insignifiant. C'est que la compétitivité des entreprises, véritables lieux de création de richesses, tient tout autant à la qualité de leur management qu'à celle des systèmes de régulation des pays au sein desquels elles évoluent. Dans un monde de plus en plus interdépendant, où les échanges commerciaux croissent plus vite que la production et où l'information et les technologies circulent librement, une administration économique efficace et diligente est indispensable pour le développement et la croissance. En d'autres termes, on se consolerait facilement d'un mauvais classement international, si, comme la Chine ou le Brésil, notre pays était en mesure de réaliser des taux de croissance élevés, sur une longue période, et s'il entamait véritablement la diversification de son économie.

LES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS REPRÉSENTENT MOINS DE 1% DU PIB

Nous n'en prenons pas encore le chemin. Si l'on s'en tient aux chiffres du site-web de l'ANDI, qui s'appuient pour une fois sur des investissements réalisés et non pas de simples intentions d'investissements, le montant des investissements industriels réalisés sur la période 2002-2012 s'élève à un total de 1.570 Mds de DA, soit une moyenne annuelle de 143 Mds de DA. Cela représente donc bien moins de 1% du PIB, à comparer avec les investissements au titre du budget d'équipement qui se montent à une moyenne annuelle dépassant les 25% du PIB. Et il ne s'agit pas là d'un quelconque effet d'éviction puisque l'équipement public n'est pas en concurrence avec le financement bancaire et que les seuls dépôts auprès des banques primaires dépassent en 2012 les 6.600 Mds de DA. Mais comment expliquer que, des années durant, des montants aussi importants soient gelés dans nos banques au moment même où la demande nationale en biens industriels explosait et que, faute d'industries en mesure d'y répondre, le pays était contraint de recourir à la solution facile de l'importation ? Quand la question leur est posée, les banques répondent que c'est faute de projets viables. Les entreprises, quant à elles, évoquent toute une série de contraintes allant du foncier, aux procédures bancaires et aux lourdeurs bureaucratiques. A défaut d'avoir raison, chacun, dans son coin et selon sa propre logique, a ses raisons. C'est, en principe, le rôle des services de l'Etat de dénouer une telle situation mais, dans les faits, aucun d'eux n'en est véritablement respon-

sable, ni comptable. On a bien tenté l'expérience du guichet unique pour donner un visage à l'administration et une adresse pour les investisseurs, mais celle-ci a fini, de guerre lasse, par être abandonnée. Le comble, c'est qu'au lieu de donner un coup de pied dans cette fourmière, c'est un organe administratif supplémentaire, le Conseil national de l'investissement, qui a été superposé à cette machine bureaucratique.

LE DOING BUSINESS ET LES DÉCISIONS SIMPLES DE REMISE EN ORDRE

Par ailleurs, le rapport annuel Doing Business de la Banque mondiale, ne peut non plus être balayé d'un revers de main. A titre d'exemple, voilà plus de dix ans qu'il nous apprend, chiffres à la clef, que les taux de fret maritime à destination de notre pays coûtent en moyenne 50% plus cher que ceux appliqués à destination des ports marocains ou tunisiens. Ce sont ainsi des montants en devises considérables qui sont transférés indûment à l'étranger, sans que personne jamais ne s'en inquiète. Et puis, sortir simplement un marchandise des ports algériens prend en moyenne plus de 30 jours, là où, dans les ports modernes à travers le monde, le temps de transit ne dépasse pas 48 heures. Les mesures à prendre pour diversifier l'économie nationale sont simples et bien connues. Il n'y a pas de doute que quelques décisions très simples de remise en ordre de la part de nos administrations économiques, seraient un message cent fois plus fort en ce sens que toutes ces conférences bruyantes, coûteuses et peu efficaces.

Entre l'Algérie et l'Union européenne, la machine de la coopération tarde à démarrer

Le rapport sur la coopération Union européenne-Algérie, élaboré récemment par la Délégation de l'UE en Algérie, fait la part belle à ce qui reste à faire.

PAR RABAH SAID

Après avoir constaté que cet accord - signé pour rappel en 2002 - a permis « d'établir et de communiquer aux populations des deux rives les principes de base de cette relation bilatérale », l'introduction du rapport dont nous avons obtenu une copie relève que « parmi les priorités déjà identifiées par les deux parties pour notre coopération à venir figurent le renforcement de la gouvernance, le soutien au développement de la société civile, la diversification économique indispensable au développement soutenu et équilibré de l'Algérie ». L'UE se propose de mettre en œuvre cette ambitieuse feuille de route à compter de 2015 pour les cinq années à venir.



EVITER LES SUJETS QUI FÂCHENT

Rédigé dans le langage diplomatique qui sied à un tel document, le rapport évite soigneusement les sujets et les formulations qui pourraient heurter les autorités algériennes et propose une liste de l'état des chantiers dans chaque domaine de coopération comme la transition économique et le commerce, les transports, l'eau et l'environnement, l'énergie, la bonne gouvernance ou encore la société civile. Les questions de fond, quand elles sont abordées ne sont soulevées qu'en filigrane. Sur les énergies renouvelables, il est précisé que « l'Algérie ne bénéficie pas de programmes d'appui bilatéraux mais qu'elle profite néanmoins, de programmes régionaux dans le domaine de l'efficacité énergétique dans le secteur de la construction (MED ENEC II) et de la régulation de l'énergie (MED REG)... Pour un pays qui vit des énergies fossiles tout en maintenant artificiellement des prix bas en interne et qui patine pour amorcer l'exploitation

de son immense gisement solaire, l'engagement de l'union Européenne semble dérisoire eu égard au rapport. Par contre une place importante est consacrée à la culture expérimentale avec force détails de la Jatropha. L'huile de Jatropha est candidate à servir de biocarburant mais sa concurrence avec l'alimentaire et sa neutralité environnementale sont encore en débat.

PRUDENCE SUR LA GOUVERNANCE POLITIQUE

Sur la gouvernance le constat n'est pas très différent, le rapport rappelle que « suite aux événements qui ont secoué la région depuis 2011, le Gouvernement algérien a réagi afin de faciliter l'ouverture vers un processus politique plus participatif et inclusif », en citant étrangement, dans ce domaine, le code de la presse et la loi sur les partis comme des avancées. On peut y lire également que

« compte tenu du cas spécifique de l'Algérie, l'UE apportera appui à certaines institutions et organismes pour une grande transparence et participation dans la gestion publique du pays ».

La crédibilité des processus des choix des mandants et les mécanismes de contrôle de l'action publique sont soigneusement éludés. Le texte fait référence à l'installation de la commission de la réforme de la justice de feu Issad (2000) sans signaler que ces travaux ne constituent pas, loin s'en faut, la substance des réformes partielles entreprises depuis cette date.

C'EST À L'ALGÉRIE DE FAIRE LES CHOIX

On comprend aisément les domaines de blocage auxquels se heurte la concrétisation des objectifs consignés dans l'accord d'association. La plupart d'entre eux renvoient

clairement à la lisibilité de l'action du gouvernement algérien et à la visibilité à moyen et long terme de ses choix économiques stratégiques qui demeurent ardues à identifier du fait de la subsistance de contradictions importantes. La dernière conférence sur la relance industrielle et la loi des finances 2015 en ont apporté deux illustrations.

Sur l'accord d'association, il y a certes des avancées sectorielles certaines, particulièrement dans le renforcement des capacités ou la mise à niveau de la législation comme dans le domaine de l'environnement, de l'eau et des transports mais le nœud gordien reste lié aux contraintes à l'investissement à une gouvernance plus transparente et une gestion publique plus démocratique. Dans ce domaine c'est à la partie algérienne de faire les choix que dicte la mise sur rail de l'accord de 2002. Cela suppose un état des lieux, un cap et une volonté politique.

TÉBESSA

Une adolescente enlevée, les auteurs arrêtés

Des rixes entre groupes d'individus rivaux, dans les quartiers populeux de la ville, se produisent, souvent.

Ali Chabana

Cependant, cette fois-ci, un acte de violence urbaine a mis la police sur une piste, à laquelle elle ne s'attendait pas. En effet, la bagarre de ce jour est le résultat d'un différend ayant opposé deux jeunes, auteurs de l'enlèvement d'une mineure, âgée de 16 ans, et son agression. Aussitôt alertée, la brigade pour la protection des mi-

neurs, relevant des services de police, a entrepris une enquête qui a permis l'arrestation des deux mis en cause. Une enquête menée, en présence du tuteur de la victime a démontré que la jeune fille a été conduite, de force, dans un endroit isolé, sous la menace d'armes blanches, par ces deux individus et a subi des sévices sexuels de leur part. Ces derniers ont été écroués, a-t-on indiqué de source sécuritaire.

MILA

Le gaz de ville arrive

Brahim Bouselah

Les onze communes situées sur les massifs montagneux du nord de Mila, seront bientôt alimentées, en gaz de ville, à la faveur d'un montage financier (SDE, APC et wilaya), selon M. Kassimi, directeur de la SDE de Mila. L'enveloppe allouée, dans le cadre du Quinquennat 2010/2014, profitera à 10.000 foyers répartis sur 11 communes. Ces communes verront le projet de pose de conduite de transport de gaz, depuis Constantine, et la réalisation de postes de détente sur les reliefs nord de Mila, en raison du barrage de Béni Haroun qui les sépare du reste de la wilaya. Il s'agit, entre autres, des communes de Bai-

nan, Arras, Tassala, Chigara et Ferdjouia. Le projet d'alimentation en gaz de ville de ces communes a été confié à une entreprise pakistanaise. Notre interlocuteur souligne, toutefois, qu'il reste quelques agglomérations, relevant de la daïra de Ferdjouia. Le projet de pose de réseaux de distribution, au profit de ces localités, est en phase d'attribution. A une question sur l'état d'avancement du projet de raccordement, en électricité, de la mechta 'Laâbyat', le directeur de la SDE de Mila a précisé que les travaux confiés à l'entreprise Kahrif, tirent à leur fin, en dépit de la nature rocheuse du terrain. Il a précisé, toutefois, que les foyers de cette mechta seront éclairés, avant la fin de l'année en cours.

BATNA

Prochaine opération de relogement

Une opération de relogement sera lancée « dès le début de la semaine prochaine », dans la wilaya de Batna, dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire, a annoncé, samedi, le wali, Hocine Mazouz.

Cette opération sera organisée de manière « graduelle » aussitôt, après la finalisation du recensement des familles concernées, des enquêtes de terrain et de la consultation du fichier national de l'habitat, a précisé le chef de l'exécutif local. M. Mazouz qui effectuait

une visite d'inspection de plusieurs chantiers ouverts dans le cadre du développement local, notamment dans le pôle urbain de Hamla 3, a ajouté que les logements à attribuer, la semaine prochaine, en sont aux « ultimes retouches ».

Le wali qui a inspecté, lors de sa tournée, les projets de couverture du deuxième oued, traversant la ville de Batna et les travaux de réalisation de l'échangeur nord (18 km), a affirmé que ce dernier sera réceptionné « avant la fin 2014 ».

EL-TARF

Une «boîte à idées» pour contribuer au développement local

Une «boîte à idées» a été créée, dans la wilaya d'El-Tarf pour permettre aux citoyens d'apporter des contributions, à même de « booster » le développement de cette région, a indiqué, samedi, le wali, Mohamed Lebka. Cette initiative a pour objectif « d'encourager les habitants de cette wilaya frontalière, simples citoyens ou cadres, à émettre, en toute liberté, mais en toute objectivité, des propositions et des points de vue, en relation avec le développement », a souligné le chef de l'exécutif, au cours d'un conseil de wilaya. Cette décision découle de la volonté « d'inciter tout un chacun

à s'impliquer, davantage, dans l'effort de développement local » et de « consolider le rapprochement entre l'Administration et les citoyens », a ajouté M. Lebka. Le même responsable a averti, s'agissant de ce dernier point, que des sanctions seraient prises à l'encontre de certains responsables locaux qui accordent peu d'intérêt aux journées d'audience réservées aux citoyens. Le wali d'El-Tarf a, par ailleurs, annoncé, au cours de cette rencontre, avec les directeurs de l'exécutif, la distribution « imminente » de 3.000 aides à l'habitat, rural dans les 7 daïras de cette wilaya.

GHARDAÏA

Dépistage volontaire du cancer du sein et du col utérin

Au moins 225 femmes de la région de Guerrara, wilaya de Ghardaïa, ont eu recours au dépistage volontaire et précoce du cancer du sein et du col utérin, à la faveur d'une action organisée, du 13 au 15 novembre, par l'Association «El Amel», du Centre 'Pierre et Marie Curie' (CPMC d'Alger), a-t-on appris, dimanche, d'une source médicale locale. Cette action caritative a drainé de nombreuses femmes de Guerrara où ont été enregistrées plus de 160 demandes de test de dépistage pour le cancer du sein qui a ré-

vélé 7 cas positifs et une soixantaine pour le cancer du col utérin, tous négatifs, a précisé la source. Cette action sanitaire, menée par des praticiens du CMPC, vise en premier lieu, à promouvoir « la culture de dépistage précoce » du cancer, dans toutes ses formes, auprès de la population, afin de réduire la mortalité et sauver, ainsi, des vies humaines, de réduire les coûts de traitements qui sont lourds et parfois inutiles, a-t-on souligné. « Détecter et diagnostiquer la maladie, à un stade précoce, permet, non seulement, d'assu-

rer une meilleure prise en charge mais de réduire les risques de propagation des tumeurs et d'augmenter l'espérance de vie du malade », a soutenu un praticien de Ghardaïa. Cette action a, aussi, pour objectif de faire prendre conscience, à la population, de l'importance du dépistage précoce et du traitement approprié de cette maladie, mais aussi de mieux informer les citoyens sur cette pathologie et sur les risques que représentent les méthodes traditionnelles de traitement (plantes médicinales et autres), selon la même source.

BLIDA

Saisie de kif, 3 arrestations

Tahar Mansour

Ayant obtenu des informations crédibles sur la présence de deux personnes qui s'adonnaient au commerce de kif traité aux abords du stade 'Mustapha Tchaker' de Blida, les éléments de la brigade criminelle de la SW de cette wilaya ont initié une enquête discrète et une surveillance des lieux qui a abouti à

l'identification et l'arrestation des deux suspects. Lors de la fouille au corps, à laquelle ils ont été soumis, une certaine quantité de kif traité ainsi qu'une somme de 9000 DA provenant du commerce de la drogue ont été découvertes sur eux. La perquisition du domicile de l'un d'eux a permis, aux enquêteurs, de découvrir une autre quantité de kif traité, soit un total de près de 400 g de ce

poison. La suite de l'enquête débouchera sur l'identification et l'arrestation du principal fournisseur des deux dealers qui a été arrêté le même jour. Les trois suspects ont été présentés, à la fin de la semaine écoulée, auprès du procureur de la République près le tribunal de Blida qui les a placés en détention préventive, sous les chefs d'inculpation de détention et commercialisation de stupéfiants.

Les anciens motards honorés

Connue pour ses motards qui ont fait la gloire de ce sport mécanique, durant de longues années, Blida vient de se rappeler, ses anciens motards, par le biais du jeune 'Club Motocycliste de Blida' (CMB) qui a vu le jour, au mois de septembre passé. Pour ce faire, une cérémonie de remise de prix, aux doyens de ce sport, a été organisée, vendredi après-midi, sous la houlette du Dr Chachou, président du CMB, en présence de jeunes férus de motos, de donateurs et d'un public assez intéressé de voir revivre cette discipline. Le doyen des motards de Blida, Amar Sidi-Achour, âgé, aujourd'hui, de 73 ans, a été le premier à recevoir son trophée et son cadeau des mains des organisateurs, dans une

ambiance unique où l'émotion était presque palpable. Ammi Amar n'a pu retenir des larmes de reconnaissance envers ceux qui se sont souvenus de lui et qui lui ont permis de revivre, pour un après-midi, sa jeunesse. Une autre gloire de motocyclisme a, aussi été honorée, ce vendredi en la personne de Boudjakdji Kamel, mécanicien de son état et inconditionnel de sports mécaniques qui a pu damer le pion à de nombreux témoins du monde entier. D'ailleurs, le Dr Chachou a tenu à rappeler, à l'assistance, le geste patriotique de Boudjakdji qui, en 1978 a gagné une course, en Italie et qui, au moment de monter sur le podium, a exigé des organisateurs que l'hymne national de l'Algérie soit chanté,

faute de quoi il refusait d'y accéder. Même si la cérémonie a été quelque peu retardée, Boudjakdji a obtenu gain de cause et il est monté sur le podium au son de 'Kassamen' alors que le drapeau algérien flottait dans le ciel italien. Il y avait aussi Boudjemâa Ramoul qui a été honoré, sous un déluge d'applaudissements, beaucoup se rappelant de son endurance et de sa bonhomie, lui à qui il arrivait de participer à 48 compétitions motocyclistes, en une année. Mais le but final de la cérémonie était de faire revivre ce sport, à Blida, qui possède, encore, une réserve inestimable de motocyclistes qui pourraient se mesurer aux meilleurs, à travers le monde.

Tahar Mansour

BOUMERDÈS

Fausse monnaie, stupéfiants, immigration clandestine...



Près de 3.000 faux billets de banque de 1.000 DA ont été saisis, depuis janvier 2014, par les services de la Gendarmerie nationale, à Boumerdès, a-t-on appris, dimanche, auprès de ce corps sécuritaire.

Les faux billets ont été saisis à la faveur du traitement de deux affaires distinctes, dans le cadre de la lutte contre le crime organisé, ayant abouti à l'arrestation de deux individus, dont l'un a été placé en détention préventive, a expliqué la même source.

Un bilan de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Boumerdès,

qui fait cas, depuis janvier, de la saisie de 70 kg de stupéfiants et de plus de 400 comprimés de psychotropes, dans 70 affaires distinctes, ayant abouti à l'arrestation d'une centaine d'individus, dont plus de 70 ont été placés en détention provisoire. Quinze personnes de différentes nationalités ont été arrêtées dans onze affaires ayant trait à l'immigration

clandestine. Egalement, depuis janvier dernier, les services de la Gendarmerie de Boumerdès ont traité près de 2040 affaires de droit commun, ayant abouti à l'arrestation de plus de 4.000 personnes, alors que 120 autres individus ont été arrêtés, dans 90 autres affaires, relatives au crime organisé, a ajouté la même source.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

25 moharram 1436				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h52	12h33	15h17	17h42	19h05





ASSURANCES Multirisque Professionnelle

Commerçants, artisans, professions libérales, professions médicales, BET, associations,

êtes-vous sûrs de bien protéger votre activité contre les différents risques auxquels elle est exposée ?

Avec la **Multirisque Professionnelle** de la **GAM Assurances**, vos responsabilités, vos biens et votre outil de travail sont bien protégés.



A chaque métier ses besoins... et ses garanties

210 agences
à votre entière disposition

Générale Assurance Méditerranéenne
Capital social de 2.747.500.000,00 DA
Centre d'Affaires Al Qods, 7^{ème} étage - Chéraga - Alger
Tél.: +213 (0) 982 40 40 40 - Fax : +213 (0) 21 34 12 42
www.gamassurances.com - Email: contact@gam.dz



شركة الترويج العقاري
SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE
Société par Actions au capital de 330.000.000 DA
Siège Social : 07 Avenue des frères Bouadou
B.P. n° 127 Bir Mourad Rais - Alger

Société de Promotion Immobilière ASSURE-IMMO

N.I.F. N° 099916000899274

Délégation Régionale Ouest
Adresse : Chemin Vicinal Hay d'Haya – Oran
Programme National de 65.000 Logements en Location Vente. CNEP-Banque
Travaux de T.C.E. sauf V.R.D.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL RESTREINT N° 02/DRO/DPC/2014

La société de Promotion Immobilière « ASSURE-IMMO » Délégation Régionale Ouest, lance un Avis d'Appel d'Offres National et International Restreint, pour la réalisation en TCE sauf VRD, du projet :

500 Logements « Location Vente » avec commerces à Hay Bensouana - Wilaya de Chlef.

Les entreprises classées à la catégorie Quatre (IV) ou plus dans le domaine du bâtiment, intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges contre le paiement en espèces d'une somme de 3.000.00 DA auprès de :

ASSURE-IMMO Délégation Régionale Ouest
Adresse : Chemin Vicinal Haï Dhaya (Ex-Petit Lac) mitoyen à l'A.P.C. – Oran.

Les offres doivent être déposées sous double Enveloppe (Offre financière + Offre technique) cachetée et anonyme.

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne porter que la mention suivante :

Soumission à ne pas ouvrir,
Avis d'Appel d'Offres National et International Restreint
N° 02/DRO/DPC/2014.

Travaux de T.C.E. sauf V.R.D. du projet : 500 Logements « Location Vente » avec Commerces à Hay Bensouana - Wilaya de Chlef.

Les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-dessus, accompagnées des références et des pièces réglementaires, fixées dans l'article 10 du cahier des charges, à savoir

- L'instruction aux soumissionnaires datée et signée ;
- La déclaration à souscrire datée et signée ;
- La caution de soumission d'un montant supérieur à 1% du montant de l'offre ;
- Le cahier des prescriptions spéciales et ses annexes ;
- La fiche d'identification du soumissionnaire datée, paraphée et signée ;
- La liste des moyens humains, avec indication du nombre et de la qualité du personnel à mobiliser pour le projet, appuyée des CV et diplômes du personnel d'encadrement ;
- La liste des moyens matériels à mobiliser pour le projet, appuyée des pièces justificatives (cartes grises, contrats de location, factures, expertises judiciaires) ;
- La liste des références professionnelles, appuyée des attestations de bonne exécution délivrées par les maîtres d'ouvrages ;
- La copie du certificat de qualification et de classification professionnelle ;
- Le planning des travaux ;
- La copie des statuts de l'entreprise et modificatifs éventuels ;
- La copie des bilans financiers des trois (03) derniers exercices ;
- La copie du registre de commerce en cours de validité ;
- La copie de carte d'identification fiscale (NIF) ;
- La copie du casier judiciaire de moins de trois mois du soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique et du gérant ou du Directeur Général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société ;
- La copie de l'extrait de rôles apuré, ou avec échéancier de paiement ;
- La copie de l'attestation de mise à jour CNAS ;
- La copie de l'attestation de mise à jour CACOBATH ;
- La copie de l'attestation de mise à jour CASNOS pour les non salariés ;
- La délégation de pouvoir éventuelle du signataire du marché ;
- La copie de l'attestation justifiant le dépôt légal des comptes sociaux, délivrée par le CNRC pour les entreprises dotées de la personnalité morale (EURL, SARL, SPA, SNC, SCS) ;
- La déclaration de probité dûment signée ;
- La lettre de soumission remplie, datée et signée ;
- Le bordereau des prix unitaires rempli, daté et signé ;
- Le devis estimatif et quantitatif rempli, daté et signé ;
- Les soumissionnaires étrangers doivent présenter un sous détail des prix justifiant le montant de la part transférable.

La durée de préparation des offres est fixée à 30 jours, à compter de la première publication de l'avis de publicité dans les quotidiens nationaux.

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres de 09 h 00 à 12 h 00.

Les entreprises ayant déposé leurs soumissions peuvent assister à l'ouverture des plis qui se tiendra le même jour à 13 h 00 au niveau de la Délégation Régionale Ouest.

Les entreprises resteront engagées par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter de la date de dépôt des offres.



مصحة شراك الغسلي
Clinique CHERRAK EL GHOSLI

NOUVEAU

Lithotripsie extracorporelle

Destruction sans douleur des calculs rénaux par ultrasons



La clinique est également spécialisée en :

- Chirurgie Générale et Coelioscopique
- Pathologie ORL
- Gynécologie-Obstétrique
- Chirurgie Urologique
- Urgences 24h/24

Adresse: 22 Rue Tirman Delmonte (à côté de la mairie de Delmonte), Oran, Algérie
Tél: 041 45 29 00 - 041 46 90 90 - www.cliniquecherrak.com - facebook: Clinique Cherrak El Ghosli



Société de Gestion du Centre de Conventions d'Oran
Holding Sonatrach Investissements & Participations (SIP spa)

RC n° 31/00-0111150 B09 – NIF : 000931011115060
Adresse : Les Genêts, Chemin de Wilaya N° 75, Oran – Tél. / Fax : 041.62.11.02

CONSULTATION POUR LA LOCATION D'ESPACE DE RESTAURATION AU PEX / CCO

La Société de Gestion du Centre de Conventions d'Oran « G-CCO » lance une consultation pour la location d'espace de restauration au sein du Palais des Expositions du Centre de Conventions d'Oran (PEX / CCO).

Les traiteurs et restaurateurs intéressés peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Cellule Passation des Marchés de G-CCO sise à l'adresse indiquée ci-dessous :

Centre de Conventions d'Oran
Les Genêts, Chemin de Wilaya, route 75, Oran

Le retrait du cahier des charges se fera du 16 au 29 Novembre 2014 compris (sauf les Vendredis) de 09 à 16 h, contre le paiement de la somme de mille cinq cents dinars (1.500,00 DA).

Les soumissionnaires devront être munis du cachet humide et d'une copie légalisée du registre de commerce.

Colère des étudiants du paramédical

L'Institut national de formation paramédicale n'est vraisemblablement pas sorti des zones de turbulences. Les étudiants en fin de cycle de formation (3^e année) ont entamé hier une grève pour protester contre le flou qui entoure leur avenir à l'issue des études.

Abdelkrim Zerzouri

« Nous avons suivi une formation supérieure qui s'inscrit normalement dans le cadre du système LMD, mais jusqu'à présent, les programmes pédagogiques ne sont pas validés par le ministère de l'Enseignement supérieur et, par extension, on risque d'affronter la problématique de l'inscription de nos diplômes sur la nomenclature des postes de la Fonction publique », clament les étudiants grévistes. Regroupés massivement devant le portail d'entrée de l'Institut, sis à Ain El Bey, non loin du campus Zerzara (secoué pour la deuxième semaine consécutive par la proteste des étudiants de la filière transport pour des causes similaires), certains parmi les grévistes, soutenus à l'unanimité par les autres étudiants et même par les enseignants qui tentaient vainement, hier, de les convaincre des vertus du dialogue et de les faire revenir à de meilleurs sentiments, parlent « d'avenir incertain ». D'autres fustigent les responsables qui « engagent le sort de centaines d'étudiants sur

des sentiers obscurs sans se soucier des graves retombées de leur négligence ». C'est le désarroi total. Le changement du système des études de la filière paramédicale (l'école transformée en institut et les études naguère limitées au diplôme TS ont basculé vers le LMD), opéré du temps du ministre Djamel Ould Abbès pour satisfaire une revendication des syndicalistes du personnel paramédical, n'a pas été suivi d'effet sur le terrain réglementaire, nous ont expliqué les étudiants. « Cela fait 3 ans déjà qu'on suit des études, et rien n'a été entrepris pour valider par des textes réglementaires le basculement vers le nouveau système ! », déclare sur un ton indigné un représentant des étudiants grévistes qui dénoncent dans la lancée l'absence d'une sérieuse prise en charge de leur avenir. De son côté, un représentant des enseignants soutient le bien-fondé de la revendication des étudiants grévistes, estimant que c'est « une aberration » de lancer un nouveau système sans le faire suivre par un arsenal juridique adéquat. Notre in-

terlocuteur rappellera que les enseignants ont déclenché de leur côté une grève le 4 octobre dernier, dont le motif, même s'il est d'une autre nature, ne diffère pas trop de celui exposé aujourd'hui par les étudiants, car les enseignants réclament aussi la mise en place de l'arsenal juridique afférent au changement lié au nouveau statut de leur fonction. La grève a été gelée au bout de trois jours, lorsque le bureau national du syndicat les représentant a pris langue avec le ministère de tutelle pour discuter de leurs préoccupations, mais les enseignants sont toujours mobilisés pour renouer avec la protesta dans le cas où l'on ne donnerait pas satisfaction à leurs revendications avant la fin de l'année. Alors que le ministère de la Santé place un grand espoir dans la formation des paramédicaux pour couvrir le déficit enregistré dans les hôpitaux, un profond malaise s'est fait jour dans le milieu étudiant et les encadreurs, risquant de mettre à mal toute ébauche prévisionnelle dans la couverture sanitaire.

Débrayage annoncé à la CNAS

A. El Abci

Le conseil syndical des travailleurs de la CNAS, comprenant les sections du siège de la direction, des centres de paiement, des centres CDS, du service recouvrement, centre imagerie médicale, crèche et comptabilité, s'est réuni, hier, au niveau de la maison du syndicat UGTA pour décider du lancement d'un préavis de grève.

Selon l'animateur du conseil, M. Benachour, le 30 octobre les mêmes sections syndicales se sont regroupées pour débattre des problèmes socioprofessionnels que vit actuellement la CNAS de Constantine et sont sortis avec une plateforme de revendications. Laquelle plateforme, dira-t-il, a été envoyée au directeur de l'agence, à la direction générale de la CNAS et à la Fédération nationale des travailleurs de la sécurité sociale (FNTSS), centrale syndicale, inspection du travail. Et dans ce sillage, le syndicaliste souligne

« la gestion irrationnelle et chaotique de la caisse », « l'état déplorable des relations organiques au niveau de la direction » et « le cloisonnement entre les différents départements », qui ont entraîné « un laisser-aller manifeste dans l'application des règles et des textes qui régissent l'agence de Constantine ». Et d'expliquer que « toutes ces insuffisances et dysfonctionnements ont pourri la situation au niveau du secteur, avec particulièrement le développement du favoritisme dans l'accès aux postes supérieurs et d'encadrement, que nous dénonçons avec fermeté », dira-t-il.

Les autres revendications ont trait, notamment, au renforcement des effectifs des services stratégiques de recouvrement, de prestation et de comptabilité. Egalement à l'attribution d'une prime de contagion aux manipulateurs radio et aux sages-femmes du centre d'imagerie médicale, au même titre que leurs collè-

gues des autres wilayas. En matière de prime, d'autres membres du conseil syndical parleront de la prime de guichet, octroyée aussi dans les autres wilayas mais pas à Constantine. Et d'ajouter, le dossier afférent au logement qui figure parmi les points soulevés dans la plateforme de revendications et qui « est géré d'une façon chaotique où les passe-droits ne manquent pas ».

De même que, notera-t-il, les instructions de la Direction générale pour ce qui concerne le relogement des médecins radiologues ne sont pas appliquées avec justice ou du moins sans les résultats escomptés. Et de préciser, dans ce cadre, qu'en effet, les demandes de beaucoup de ces médecins n'ont pas été satisfaites et ce, malgré l'existence d'un nombre important de logements vacants. « Devant le mépris et la persistance du silence affiché par le directeur de l'agence, nous nous voyons contraints et forcés de recourir à la grève », conclura-t-il.

Les 600 logements distribués début 2015

A. Mallem

« Nous avons cru comprendre que la distribution des 600 logements à Ain Abid et des 400 réservés à la commune de Benbadis interviendra au mois de décembre prochain, dans la foulée de la distribution des 3.000 logements à l'unité de voisinage n°16 de la nouvelle ville Ali Mendjeli, mais il semble que cela n'aura pas lieu à la même date », avouent des sources concordantes proches de ce dossier. Sur ce sujet, nous avons interrogé le président de l'APC d'Ain Abid, M. Faouzi Boumendjel, qui nous a confirmé l'information en rectifiant que la distribution des 600 logements de ce programme

pour Ain Abid ne se fera pas le 1^{er} décembre 2014, « mais ne dépassera pas, dans tous les cas, la fin du premier trimestre 2015 ».

Et ce dernier d'expliquer que ce délai va permettre aux constructeurs de pouvoir réaliser le raccordement des conduites d'assainissement et d'AEP qui ont été réalisées dans les bâtiments, au collecteur principal et au réseau d'eau potable, ainsi que le branchement des logements au réseau électrique, deux opérations qui ne sont pas encore réalisées. Sur un autre plan, a assuré M. Boumendjel, qui est membre de la commission présidée par le chef de daïra, cette dernière va examiner « les quelques recours qui ont été introduits.

Cette commission est en train de faire son travail et nous allons nous réunir avec le chef de daïra pour examiner ce qui a été fait et apporter les dernières touches au travail qu'elle a réalisé avant d'arrêter les listes définitives du programme à distribuer ».

Et pour terminer, le P/APC a indiqué que les logements en question se trouvent à la sortie de la ville, sur la route de Guelma. « Je répète, a affirmé M. Boumendjel, que la date de distribution des 600 logements destinés à la résorption de l'habitat précaire à Ain Abid ne dépassera pas le premier trimestre de 2015. Que les bénéficiaires soient rassurés et qu'ils fassent preuve de patience ! », a-t-il conclu.

Ces fatwas qui « incitent à la haine et au mépris de l'autre »

La jurisprudence islamique (fiqh), conforme à la doctrine malékite, constitue le référent absolu pour « assainir » la société musulmane des fatwas non fondées qui incitent à la haine et au mépris de l'autre, ont estimé, lundi à Constantine, des conférenciers lors d'un colloque international. Le Dr. Abdallah Boukhalkhal, recteur de l'université Emir-Abdelkader des sciences islamiques, structure organisatrice de cette rencontre de trois jours, a souligné « l'importance de se référer aux enseignements du fiqh conformément à la doctrine malékite qui prône la tolérance, la modération, le pardon, l'entraide, le respect de l'autre et le rejet de l'extrémisme et du radicalisme ». Intervenant devant

de nombreux participants algériens et étrangers représentant notamment le Maroc, la Mauritanie, le Soudan et la Malaisie, le recteur de l'université a précisé que l'école malékite, la plus ancienne école d'exégèse coranique, dont la doctrine est suivie en Algérie, au Maghreb ainsi que dans plusieurs pays d'Afrique et dans le monde, s'appuie sur les deux premières et principales sources de droit en islam, le Coran et le hadith, puis en troisième lieu, l'ijtihad proposé par la doctrine sur un sujet donné en l'absence de ces deux sources authentiques, mais en parfaite conformité avec elles.

Le monde arabe et musulman vit aujourd'hui une « horrible fitna » à cause justement des fatwas et des

« bidaâ », a considéré le Dr. Boukhalkhal, non sans avoir souligné « l'ampleur » de cette « hérésie » et de ces « déviations dangereuses pour la stabilité, la paix, la quiétude et le développement des pays musulmans ».

Un enseignant de l'université, hôte de ce colloque, a indiqué à l'APS que la « bidaâ » est une « innovation sans fondement, souvent tendancieuse, inventée de toutes pièces, consistant à rajouter à la religion des éléments qui n'existaient pas du temps du Prophète (QSSSL) ». Une quarantaine de conférences sont inscrites au programme de ce colloque international proposé par la faculté Ossoul Eddine (fondements de la religion) et le laboratoire des études de la charia de l'université Emir-Abdelkader.

Incendie à la cité universitaire Zouaghi 1

A. E. A.

Les étudiants résidents de la cité universitaire de Zouaghi 1, garçons, ont été réveillés en sursaut, dimanche, vers 6 heures 45 minutes, suite à un incendie qui s'est déclaré au niveau de la buanderie de la cité et qui n'a fait, fort heureusement, aucune victime mais beaucoup de dégâts matériels.

Selon des étudiants, l'incendie a engendré un grand nuage d'une fumée noirâtre qui a semé une pagaille indescriptible parmi les locataires de toute la résidence universitaire. Beaucoup d'entre eux et surtout ceux occupant les chambres des pavillons les plus proches des lieux du

sinistre ont été incommodés par la fumée et avaient des difficultés respiratoires.

Questionnée sur ce sujet, le responsable du service « prévention » de la direction de la protection civile de la wilaya de Constantine, le capitaine Lagraa, a confirmé l'incendie faisant savoir qu'il n'est à déplorer aucune victime parmi les étudiants ou les travailleurs de la résidence Zouaghi 1, mais des dégâts matériels importants ont été enregistrés. Et d'indiquer que des quantités importantes de couvertures et de draps ont été réduits en cendres, sans pouvoir en préciser le nombre, il n'en estimera pas moins qu'il s'agit en

l'occurrence de centaines sinon de milliers dans les deux cas. Des matelas ont également été la proie des flammes, mais toutefois en un nombre beaucoup plus réduit, sans donner cependant plus amples détails.

L'incendie a laissé en outre des traces sur les murs de la bâtisse devenus noirs. Et de souligner que l'intervention rapide des agents de la protection civile a permis de sauver des flammes 148 matelas qui étaient stockés, sept machines à laver et de grands fers à repasser. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de cet incendie, a-t-on encore appris sur ce registre.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

24 moharram 1436

El Fedjr
05h38

Dohr
12h19

Assar
15h04

Maghreb
17h29

Icha
18h51



VEHICULES

■Vends Chariot élévateur HYSTER - An 2006 - Etat marche - Tél : 0661.59.69.30

■Retraité. PARTNER 7 Pl. 2010 assurera Navette 2 Voyages / Jour pour 5 places de A.E.T. à ORAN - SENIA - CHTEÏBO : Etudiant - Fonct. ou Sté. Toute l'année - Tél. 0773.53.08.89

■A vendre Mercedes Louza - Roulé 162.000 Km. Première main. Couleur noire. Année 2004 (Bon état) - P.O. 1.420.000 DA - Tél : 0796.07.87.36

■A vendre Tractopelle JCB 3 CX - Année 2008 - état neuf - équipé de deux godets et de circuit marteau piqueur - Tél. 0559.63.63.28

■ORAN - Je loue Pick-up double cabine à benne pour vos déplacements ou travaux chantier - prix négociable - Tél. 0775.34.93.89

■Particulier vend Fourgon Master en très bon état. Année 2006 - 106.000 Km. Couleur : Blanc - Prix demandé 136 millions négociable - Contacter le 0661.20.02.26

■A louer Fourgon Bipper H.D.I. Tôle - Année 2011 - Bon état - Tél : 0777.54.33.89

■A vendre HYUNDAI TUCSON SRDI 2010. Première main - Km 87.000 - Tél : 0659.43.37.13

LOCAUX

■A vendre Chambre froide 105 m³ « Positive - Négative » matériel allemand marque « BETZER » déjà servi, état presque neuf - Tél. 0790.91.54.67

■02 locaux à louer à El Kerma (ORAN) mitoyens, très bien situés, chacun son portail, 4 m de hauteur avec eau + élect. - 1^{er} local 120 m² - 2^{ème} local 50 m² convient dépôt commercial - Tél. 0779.41.32.78 ou 0540.68.16.42

■Vends par Désistement : Local de 1.200 m² (Cave) 3 façades à H. B. HADJAR W. AÏN TEMOUCHENT - Tél. 0791.36.96.99

■A louer 04 locaux limitrophes avec sanitaires + Appart F3 pour professionnels - endroit très commercial à Ain El Beida - ORAN - Tél : 0541.39.75.48

■Vends local R + S/Sol. 170 m². 2 rideaux. Faç. 12 m. Fini 100% près du boulevard de tramway - Convient toute activité libérale ou commerciale - Haï Yasmine - ORAN - Tél : 0774.43.12.72 / 0661.20.83.56

■BENI SAF : A vendre des locaux commerciaux situés au 63, Rue Si Tayeb (ex- Rue Boudard) - Superficie : 50 m², 176 m², 48 m², 224 m², 400 m², 350 m², 292 m² - Prix après la visite - Tél. 0773.88.69.20 - 0699.63.42.49

■A vendre local 64,63 m² - 5 m de hauteur : Dépôt ou Grossiste - près de Place d'Armes Rue de la Révolution - ORAN - Tél : 0551.90.38.69

■A louer Cafétéria avec Gde terrasse avec Matériel neuf à Haï Sabah - ORAN - Tél : 0661.20.31.05 / 0661.20.05.29

■A vendre Centre Commercial R+3 - 18 locaux + Appartement. 250 m². Centre-ville AÏN TEMOUCHENT - Tél : 0780.02.17.19

■Vends 03 locaux bien aménagés avec sanitaires à côté les beaux-arts Plateau - ORAN (Double façade). Sup. 61,85 m² et 23 m² et 25 m² - Tél : 0779.55.51.58

■Pharmacien vend Fonds de commerce à ADRAR. Bonne réputation. Bon emplacement - Contacter : 0795.43.00.61

■Local loué 220 m² avec sanitaires - Hauteur 4 m à Choupot - ORAN - Tél. 0774.56.44.63

■Vente Fonds de Commerce et Matériel Fast-food 100 m² à MARSEILLE 13015 Av. St-Anoine - 140.000 Euros - Négociable - Tél. 0032.621.242.992

■Vds local commercial. Acté. Fonds et Murs. 16 m² à la Ville Nouvelle (M'dina J'dida) Rue Chakaoui El Hadj - Tél. 0550.61.89.08 - Curieux s'abstenir

■A louer local commercial avec soupenne (24 m² x 2). Rideau automatique. Agencement de qualité - Tél. 0771.31.88.93

■Loue Cafétéria Restaurant R+1 - 230 m² à Choupot. ORAN - Prix après visite - Tél. 0771.48.59.43

■Loue Dépôt commercial ou de stockage (500 m²) bien situé à proximité de l'Av. Sidi El Chahmi + 1 Appart F3 de 120 m² au 1^{er} étage entièrement rénové - Prix après visite - Tél. 0553.04.29.64

■A louer deux Chambres froides « Négative - Positive » (90 m³ - 60 m³) situés à Sidi Bachir (Cité des Amandiers) - endroit sécurisé - prix raisonnable - 0773.41.29.67

■A louer Hangar 233 m² : 20,50 m de façade - 6 m de hauteur - Bien situé centre-ville d'Oran - Boulanger : 30, Av. Albert 1^{er} - ORAN - Tél : 0772.33.07.57

■A vendre 1 Fonds de commerce de gros avec soupenne. Acté Boulevard Hammou Boutellis - ORAN - Tél : 0774.34.67.68

■A vendre 2 Garages. Actés. 46 m² et 66 m² : 16 Coop. Hosn El Djwar - Maraval - ORAN - Tél : 0771.79.28.36

■Promotion Immobilière S.A. met en vente des Locaux Commerciaux avec ou sans S/Sol. Grand choix de surfaces, sur le 4^{ème} Boulevard Périphérique Haï Sabah - ORAN - A contacter : 0553.78.31.13 / 0770.33.41.04

■V / Dépôt 4.000 m² sur terrain 15.000 m² - 2 F. Z. Senia - V / 5 à 15 Ha Urban. R+8 Bd Bethioua - AG. 041.39.21.08 - 0661.20.32.99

■Loue Dépôts - Parcs - Hangars 2.000 à 10.000 m² toutes Z.I. W. d'ORAN - BLIDA - MOSTAGANEM - AG. 041.39.21.08 - 0661.20.32.99

■Cherche pour location Dépôt ou Parc 1.000 m² ou plus de préférence une partie couverte environs : Bir El Djir - Sidi Bachir - Benokba - Ferlandville - Tél : 0560.02.50.65

■A louer un local luxe, 2 niveaux (sup. RDC 150 m² et 1^{er} étage 100 m²) très bien aménagé, situé à Bir El Djir (en face les bâtiments turcs) - Tél : 0540.39.64.66

DIVERS

■Loue Agrément d'Optique au niveau d'Oran pour 2 ans et plus - Tél. 0553.73.56.61

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Machines « Mouchoirs - Serviette - Gobelet » - « Conditionneuse » - Tél. 036.65.33.34/35/36 - 0555.62.34.91/92

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Machines « Impression Gd Format - Gravure Num. sur bois » - Tél. 036.51.47.14 - 0555.62.34.93/94/95/96

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Machines transformation « Plastique - Papier - Carton » - Tél. 036.51.47.14 - 0555.62.34.97/98/99

■A vendre les Survettes (local). Fabrique industrielle des vêtements + ... Cité Bouamama N° 36 - ORAN - Tél : 0779.71.29.20

■A vendre Cisaille Guillotine - Marque turque - Neuve - 260 x 6 mm - Tél : 0771.62.92.86

■Vds Lot Papier blanc en bobines petites laizes et Sandwich - Prix 45 DA/Kilo - Tél : 043.78.35.49 - de 09 H - 12 H - et 0550.86.07.03

■UniBeauté Centre de formation vous accompagne dans la mise à jour de vos connaissances Profession. avec Programme adapté à tout le public dans l'esthétique et les métiers associés - Tél : 041.533.223 / 041.533.323 - Gambetta / ORAN

■Vous êtes stressé ? Dépressif ? Ou en prise à des difficultés familiales ou professionnelles ? Votre vie n'est pas ce que vous voulez qu'elle soit ? Consultez-nous : 0557.41.52.99

■Cherche Partenaire financier pour Projet important existant. Garantie. Notarié - Tél : 0542.37.20.20

■Vous n'entendez pas bien ? Test d'audition gratuit pour enfants et adultes chez AUDIFEL - Téléphonez ou Envoyez SMS pour rendez-vous au : 0661.10.35.01 ORAN - 0661.10.35.03 TLEMCEN

■Cherche Prof. de Math et de Physique niveau Terminal - S - pour cours à domicile - Tél : 0557.13.34.02

■Réparation des Variateurs de vitesse ECO VFC pour Pompes immergées et autres - Tél. 041.55.01.69 - 0771.67.45.67

■Entreprise de Travaux Bâtiment (T.G.K.) : Travail et la Finition (Terrasse) - Crépissage - Faïence - Dalle de sol - Tél : 0551.53.31.99

■A louer Licence de café W. d'ORAN - Tél : 0556.48.97.10

■Vente : Machine de soufflage, 5 litres avec moule, année 1988. Marque : Plastiblow En très bon état. Tél. : 0560.91.98.26

■Vente : Matière Première Polypropylène grade 1.3 extrusion - Tél. : 0560.91.98.26

■Vds Soude caustique. Butanol. Perchloréthylène. Copeaux Savon. Metoxyl. Acide Sorbic E200. Propionate de potassium. Citerne horizontale 30.000 L (Italy). Texapon - Tél. 0552.59.53.73

■A vendre Matériel complet de Pizzeria - Bon état - Disponible à ORAN - Tél. 0773.02.70.30

■Prends en charge des Travaux de : Démolition. Gros Œuvre. Maçonnerie Gle. Décoration Façade - Clés en main - Fourniture et Pose avec Garantie - Tél. 0770.97.35.82 - 0555.20.05.90

■« Réparateur Machine à laver Oran » sur Google pour retrouver mon téléphone. Mobile : 0552.65.23.94 - Intervention à domicile sur Lave-linge - Lave-vaisselle - Sèche-linge - sur ORAN et Banlieue.

■Possède Atelier de couture avec plusieurs Machines à coudre et à broder : Cherche personne sérieuse pour Négociateur - Tél. 0770.48.38.01

■Enseignants universitaires Chimistes et Informaticiens donnent cours de Maths - Physique et Chimie 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} Moyen et 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} AS - à 58, Rue Med Khemisti - ORAN - 0559.04.03.34

■Vous n'entendez pas bien ? Test d'audition gratuit pour enfants et adultes chez AUDIFEL - Téléphonez ou envoyez SMS pour rendez-vous : 0661.10.35.05 SAÏDA - 0661.10.35.16 TIARET

■Centre de laser Esthétique Mme Tabet diplômée de Paris vous propose : - Epilation définitive avec dernière technologie sans douleur en quelques séances - Soins lifting sans chirurgie - Traitement Acné - Tél : 0779.91.39.81 sur RDV

■ALFINA TRADE vend pour (ANSEJ, CNAC, ANDI) tous types de Machines industrielles - 036.511.955 - 0550.141.191 / e-mail : makakoplast@gmail.com

■SOTARIBI - ORAN - Vente de Béton avec Pompe - Tél : 0550.90.26.09 - 0550.90.26.24 - 041.53.14.75 - Fax : 041.53.29.59

■A vendre Frigo Armoire marque SOKO + Pétrin à spirale 35 Kg - Tél : 0793.85.72.57

■EURL ECO WATER - Traitement des eaux : Filtration. Stérilisation. Osmose inverse - Piscines et Jets d'eau : Constr. Equipement. Entretien - Travaux de Plomberie et d'Electricité - Tél. 041.58.28.02 - 0770.51.20.73

■Société d'Imp. & Exp. vend divers Lots de tissus. Lycra uni imprimé. Soie satinée blanc neige. Velours. Dentelle. Guipure... Tél : 0770.44.23.48

■Disponibilité de Compresseurs d'air à vies stationnaires Diff. puissances 20 HP, 30 HP, 60 HP et Sécheurs + Compresseurs médicaux sans huile Gar. + SAV. Assurés - Tél : 0560.00.90.22 - Fax : 041.62.26.91

■Pour DRH, chargé (é) de la formation : Pour l'inscription des agents & cadres aux différents séminaires et ateliers de formation, veuillez accéder au site : www.estoran.com

■Vends Transformateur 250 KVA et Charpente métallique de 288 m², hauteur 8 m - Tél : 0550.81.07.32

■Vends Chaîne de peinture d'occasion pour Mobilier métallique de bureau en bon état de marche - Tél : 0550.81.07.32

■Sté Constr. Métall. propose terrain 1.500 m² à ARBAL près Usine RENAULT P/Distr. Produit Métallurgie - Contacter 040.22.37.62

CONDOLEANCES

*Le Président-directeur Général,
les membres du Conseil
d'Administration et le collectif
de la SPA ORAN-PRESSE
«Le Quotidien d'Oran»,
présentent leurs sincères
condoléances à leur ami
Monsieur
AHCENE-DJABALLAH
Belkacem suite au décès de
son frère et l'assurent de leur
profonde compassion.*

DÉCÈS

*La famille AHCENE-DJABALLAH
de Annaba, de Skikda, d'El
Harrouch et d'Alger fait part du
décès, à Tunis, suite à une longue
maladie, Jeudi 13 Novembre 2014,
à l'âge de 67 ans de
AHCENE-DJABALLAH RACHID
(dit AZIZ),
Ancien président du club de football,
la JBAC.
L'enterrement a eu lieu Vendredi 14
Novembre 2014 à Annaba.*

*Toute la famille, parents et alliés,
remercie toutes celles et tous ceux
qui ont partagé à la douleur
de la famille.
Que Dieu l'accueille
en Son Vaste Paradis.
«A Dieu nous appartenons
et à Lui nous retournons».*

OFFRE D'EMPLOI

Une société étatique du **secteur des assurances** recrute pour sa nouvelle agence d'ARZEW

- UN DIRECTEUR D'AGENCE

Exigences du poste :

- Diplôme universitaire : licence en sciences commerciales ou économiques.
- Expérience : trois (03) ans minimum dans le domaine des assurances (dans un poste similaire), ou cinq (05) ans dans un poste de responsabilité.
- Lieu de résidence : ORAN.
- Disponibilité immédiate.
- Possédant un permis de conduire et un véhicule sera *un atout*.

Envoyez votre CV et photo à :

Email : tala.agenceoran@yahoo.fr
Fax : 041 400 815

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER INTERNATIONAL

Dans le cadre de son développement
Recrute pour sa région Ouest

- 1 - Un (01) responsable d'agence Oran, universitaire avec expérience dans le poste.
- 2 - Des commerciaux universitaires ou diplômés d'écoles professionnelles dans la filière.
- 3 - Des compétences universitaires (BAC + 4 ou BAC + 6 en finance, marketing, management, commerce...).

Merci d'adresser votre CV à l'adresse mail : ist.fin2013@gmail.com

N.B. : Il ne sera répondu qu'aux candidatures jugées intéressantes.

AVIS DE PERTE

EURL TAZI TRAVAUX

Décline la responsabilité de toute manipulation frauduleuse du Registre de Commerce portant le N° : 31/00-0112775B12 suite à une perte datant du 24-09-2014 et priant toute personne ayant trouvé le R.C. de contacter : 05.50.85.82.91

L'Entreprise de Travaux Publique et Bâtiment

E.U.R.L. AÏT TAYEB NASSIM

Sise à 67, Bd Dr Benzerdjeb - Plateau - ORAN -
Décline toute responsabilité suite à la disparition de son Cachet Ovale et la Copie légalisée de certains de ses Documents officiels à partir du Juin 2014.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية وهران - دائرة السانية - بلدية الكرمة
تحقيق حول المحاسن والمسائى
سيد تحقيق حول المحاسن والمسائى ابتداء من نشر هذا الإعلان في الجريدة اليومية لطلب من:
السيد: عدالة الوافي.
طبيعة نشاط: محطة غسل وتشحيم السيارات.
الكاتبة: طريق اللوزة رقم 01 بالكرمة.
تستقبل الملاحظات بمكتب الوقائي البلدي الكرمة حيث أودع سجل لهذا الشأن.
رئيس المجلس الشعبي البلدي

Importante Société activant dans le Secteur des Boissons alcoolisées

Recherche pour ses différents services

- Comptables
 - Responsable Marketing
 - Agent Administratif paie et social
 - Gestionnaire de stocks
 - Magasiniers
 - Informaticiens
 - Transitaires
 - Commerciaux
 - Opérateurs machines
 - Mécaniciens
 - Chauffeurs PL
- Il ne sera répondu qu'aux candidatures jugées intéressantes.

Veillez faire parvenir votre CV et une lettre de motivation par e-mail : eurlgco@gmail.com

DAHLIAS VOYAGES OMRA 2015

Inscriptions Ouvertes Toute l'Année
HOTEL PROCHE DU HAREM
DEPARTS TOUTES LES SEMAINES
Nous contacter ou se présenter :
Adresse : Imama (Face nouveau Palais de la Culture) Tlemcen
Tél : 043 21 15 93
Mob : 05 61 65 89 40

DAHLIAS VOYAGES

Voyages organisés Fin d'Année

- Sharm El Sheikh
- Istanbul
- Dubai
- Maroc
- Tunisie
- Et toutes autres destinations.
Nous contacter ou se présenter :
Adresse : Imama (Face nouveau Palais de la Culture) Tlemcen
Tél : 043 21 15 93 / Mob : 05 61 65 89 40

COUPE DU MONDE DES CLUBS

Maroc du 15/12 au 22/12/2014
Marrakech / Rabat
Prise en charge en demi-pension
hôtels 4 et 5 étoiles
POUR INSCRIPTIONS
CONTACTEZ-NOUS AUC :
SVL SIDI EL HOUARI VOYAGES : 3 Place
Adda Benaouda. Plateau.
TEL : 041 41 59 24
FAX : 041 41 10 57 - MOBILE : 0791 832 884

MC Oran Le groupe en conquérant à Béchar

Profitant au maximum de cette trêve internationale, les gars du Mouloudia d'Oran poursuivent leur préparation dans la sérénité la plus absolue en prévision de la reprise du championnat samedi, qui coïncide avec le déplacement à Béchar.



M. Benboua

Pour l'entraîneur Cavalli cette rencontre revêt une grande importance, tant le MCO a besoin de confirmer sa bonne santé. C'est dire que le coach français vise carrément une victoire à l'extérieur. « Nous sommes sur la bonne voie, mais nous devons travailler d'avantage pour améliorer notre capital points en dehors de nos bases, puisque l'équipe n'a pas engrangé beaucoup de points à l'extérieur cette saison. J'ai eu l'occasion de superviser l'équipe de la Saoura face à l'ES Sétif et je dois dire que j'ai ma propre idée sur notre prochain adversaire. J'avoue que notre mission s'annonce difficile à Béchar surtout que la JSS reste sur une série de deux défaites de suite, mais nous allons

essayer de tout donner et profiter de cette période de doute que traverse notre adversaire pour réaliser un bon résultat », a déclaré Jean Michel Cavalli avant-hier. Côté effectif, le milieu de terrain Yacine Bezzaz qui s'est entraîné en solo depuis la reprise, devait réintégrer hier le groupe. L'ex-sociétaire du CSC devrait, selon nos informations, être du voyage à Béchar. En revanche, le défenseur latéral Ilyès Saïdi, qui a ressenti des douleurs samedi, n'est pas allé au terme du match d'application disputé face aux espoirs et qui s'est soldé par un succès des partenaires de Berradja (1-0), sur une réalisation de Nekkache. Ceci dit et afin de pallier à la suspension de Bourzama sur le flan droit, Cavalli devrait sans doute faire appel au jeune Chlaoua à ce poste.

C'est d'ailleurs le seul changement probable dans l'équipe-type qui aura la lourde tâche de défier la JSS. Dans un autre registre, il semblerait que l'ancien sélectionneur de l'EN a définitivement donné son accord à la direction pour engager le joueur Zoubir Ouasti, qui s'entraîne avec le groupe depuis plusieurs mois déjà. Vouant mettre à profit son expérience, Cavalli a même sommé la direction de formuler au plus vite la demande de licence de Ouasti, après notamment la mise à l'écart de Benatia et de Bahloul. Enfin, et concernant le déplacement à Béchar, il semblerait que les coéquipiers de Natèche effectueront le voyage par bus et ce, en raison de l'indisponibilité de vols Oran - Béchar jeudi et vendredi. Ainsi, les joueurs effectueront une dernière séance au stade Ahmed Zabana, jeudi matin, avant de prendre la route pour Béchar à partir de 14 heures. Il est à signaler, par ailleurs, que le président Belhadj Ahmed, accompagné de son fidèle conseiller Abdelhafid Belabbès se sont déplacés dimanche à Alger pour introduire officiellement un recours auprès de la FAF et ce, dans le but de réduire la sanction jugée sévère de la LFP à savoir quatre matchs à huis clos dont deux avec sursis.

WA Tlemcen Boualem Charef

pressenti à la barre technique

R. S.

En quête d'un entraîneur de renom pour prendre les destinées du WA Tlemcen après le départ de Lakhdar Belloumi, le nouveau président Yahla même une course contre la montre pour dénicher l'oiseau rare. Sur plusieurs pis-

tes, le premier responsable du Widad qui se trouve à Alger a pris attache avec Boualem Charef, Libre de tout engagement après avoir quitté le MCA. L'ex-entraîneur de l'USMH qui connaît parfaitement la maison widadienne est dit-il intéressé par un retour à Tlemcen où il n'a laissé que de bons souvenirs.

USM Annaba Laknaoui face à un grand chantier

Tayeb Zgaoula

Après une période de vaches maigres au cours de laquelle, l'USMAN n'a récolté que sept points depuis l'entame du championnat et la venue d'un nouvel entraîneur était inéductible pour provoquer ce fameux déclin. Laknaoui qui a pris les destinées de la barre technique semble avoir trouvé la bonne formule, pour redresser la barre comme l'atteste la victoire en championnat face au WRMD et la quali-

fication au quatrième tour régional de la coupe d'Algérie. Pour le nouveau coach, l'USMAN est appelée à retrouver son statut. « Les joueurs sont animés de bonne volonté pour remettre l'équipe sur rails. Après toutes les déconvenues vécues par le club jusque là et c'est de bonne augure pour la suite » a-t-il indiqué. Et de poursuivre: « J'ai remarqué des insuffisances tant sur le plan physique que celui de la stratégie adoptée, cela est dû certainement à la mauvaise prépa-

ration de l'inter-saison. L'instabilité de la barre technique et d'autres facteurs ont également concouru à la dégradation de la situation vécue par le club. En vérité il y a beaucoup de travail qui nous attend ». De son côté, le président Karoum estime que la venue de ce technicien contribuera à extirper l'équipe de la zone des turbulences dans une première étape avant de revoir nos ambitions. Enfin Laknaoui et Karoum comptent sur le soutien des supporters pour remonter la pente.

ASM Oran-Domiciliation Saâdoune plaide pour le retour au stade Habib-Bouakeul

L'ASM Oran, contrainte de recevoir ses adversaires au stade Ahmed-Zabana au lieu de celui d'Habib-Bouakeul, insiste pour son retour dans son jardin préféré le plus tôt possible, selon Mohamed Saâdoune, vice-président du club. « Nous insistons pour retrouver notre stade. Nous ne comprenons toujours pas pourquoi il n'a pas été homologué, alors que d'autres clubs de l'élite sont domiciliés dans des stades plus petits que le nôtre », a déclaré le N.2 de l'ASMO à l'APS. Le stade Bouakeul, qui accueillait la saison der-

nière les rencontres des deux formations phares de la capitale de l'ouest, le MC Oran et l'ASMO, a fait l'objet d'un avis défavorable de la commission d'audit des stades qui l'avait visité durant l'intersaison. « Nous avons à nouveau interpellé la FAF à ce propos et nous espérons la réouverture du stade Bouakeul pour les rencontres officielles avant la fin de la phase aller », a encore souhaité le dirigeant oranais. De retour en Ligue 1 cette saison après sept années au purgatoire, l'ASMO trouve du mal à s'imposer sur la pelouse du

grand stade d'Oran. Selon son vice-président, ses joueurs « ont leurs repères au stade Bouakeul ». L'équipe a enregistré une baisse de régime depuis quelques journées, lui coûtant un recul à la 8e place avec 13 points.

Une situation qui commence à inquiéter la direction des gars de M'dina J'dida, au point où Saâdoune annonce, d'ores et déjà, la libération de quelques joueurs « n'ayant pas donné satisfaction » dès le prochain mercato, ajoutant que le club a l'intention aussi d'engager en parallèle trois recrues.

ES Sétif

Prolongation de contrat pour Madoui

L'entraîneur de l'ES Sétif, Kheireddine Madoui, convoité par plusieurs clubs étrangers, particulièrement dans les pays du Golfe, a finalement décidé de rester à la barre technique de l'Aigle noir, prolongeant même son contrat de trois ans, a annoncé la direction du club des Hauts-Plateaux. Madoui (37 ans), devenu le plus jeune entraîneur à avoir remporté la prestigieuse Ligue des Champions africaine, a suscité l'intérêt de plusieurs clubs, dont celui d'Al-Itifak (Arabie Saoudite) qui l'a officiellement contacté dans la perspective d'un recrutement. « La proposition d'Al-Itifak est très

intéressante » avait confirmé Madoui, mais en niant avoir signé quoi que ce soit avec le club saoudien, car certains rumeurs avaient insinué que l'entraîneur sétifien avait déjà paraphé un précontrat.

La direction Sétifienne avait, elle aussi, nié cette éventualité, puisque le président Hassan Hamar a annoncé dans la foulée que « Madoui est toujours sous contrat avec l'ESS » et qu'il « ne risque pas de plaquer son club de toujours à mi-chemin ». L'intérêt croissant de certains clubs étrangers pour l'ancien libero de l'ESS et du CR Belouizdad a, néanmoins, ouvert la voie à de nouvel-

les négociations avec la direction de l'Aigle noir, qui ont abouti à la prorogation de son contrat de trois ans. L'ESS, en sa qualité de champion d'Afrique en titre, prendra part au prochain Mondial des clubs (du 10 au 20 décembre, au Maroc). En championnat d'Algérie, l'Aigle noir, vainqueur vendredi en déplacement face à la JS Saoura (2-1), n'est plus reléguable. Il occupe désormais la 13e place au classement général, avec 11 points. Les Sétifiens auront encore à disputer deux matchs en retard, à domicile face au MC Alger, puis en déplacement face à l'ASO Chlef.

A l'approche du derby contre l'USMA

Le MCA toujours sans entraîneur

K. M.

Les dirigeants du MC Alger sont sous pression après l'achoppement des négociations avec le Bosnien Mécha Ba'zdzarevic. Ce dernier devait arriver samedi dernier à Alger pour signer son contrat et prendre directement ses fonctions. Les deux parties ne se sont pas entendues sur le salaire proposé, à savoir

20 000 euros que le Bosnien a refusé. Les responsables du club sont en contact avec plusieurs entraîneurs étrangers et mènent une course contre la montre pour engager un coach le plus tôt possible. Les contacts sont établis avec le Bosniaque Farouk Hadzibegic et l'Italien Emilio Ferrera. En attendant, c'est Boualem Laâroum qui assure l'intérim, après le limogeage de Boualem Charef.

JS Saoura

Goavec pour remplacer Khezzer

L'entraîneur français Denis Goavec, qui a débuté la saison avec le MC El Eulma, est sur le point de s'engager avec la JS Saoura, a appris l'APS auprès de Mohamed Djebbar, le président du club pensionnaire de Ligue 1 algérienne de football. « Nous sommes en contacts très avancés avec Goavec. Un petit détail sur le plan financier retarde encore un accord définitif entre les deux parties », a déclaré Djebbar. Le président de la JSS s'est montré, en outre, optimiste quant à l'arrivée de Goavec à Béchar, estimant qu'un terrain d'entente devrait être trouvé.

La direction du club du sud ouest algérien avait mis fin aux fonctions de son entraîneur El Hadi Khezzer vendredi dernier, suite à la défaite concédée à domicile face à l'ES Sétif (2-1), dans le cadre de la mise à jour de la 5e journée du championnat. « Nous n'avons pas d'autre choix que de changer d'entraîneur. Nous ne devons quand même pas rester les bras croisés alors que les résultats de l'équipe allaient de mal en pis », a tenté de justifier le premier responsable de la JSS. La JSS, qui a bien démarré la saison, cale depuis quelques journées Elle a

obtenu un seul point lors de ses quatre derniers matchs, durant lesquels elle a laissé deux fois des plumes sur sa pelouse. El Hadi Khezzer avait succédé en septembre dernier au Français Alain Michel, remercié au bout de deux journées de championnat. Goavec, auteur d'un bon parcours avec le MC El Eulma cette saison, avant de rendre le tablier à l'issue de la précédente journée (10e), devrait être le troisième entraîneur à prendre la barre technique de la JSS depuis le début de cet exercice. Il hériterait d'une équipe mal en point (12e, 12 pts).

Brésil

Thiago Silva en pleine déprime

Le défenseur central brésilien Thiago Silva s'est déclaré « contrarié » après des médias brésiliens d'avoir perdu sans explications son brassard de capitaine au profit de Neymar, dimanche à Vienne. « Ce n'était pas à moi d'abandonner le sujet en premier. Il (Neymar) n'est pas venu m'en parler. Personne ne m'en a parlé. Cela s'est fait sans explications. »

C'est cela qui me contrarie », a confié Thiago Silva aux journalistes brésiliens, à deux jours du match amical Brésil-

Autriche. « En ce moment, je ne vais pas vous dire que je suis heureux, je ne le suis pas », a enchaîné le défenseur brésilien, qui a raté après le Mondial 2014 au Brésil les deux premières convocations du nouveau sélectionneur brésilien Dunga alors qu'il était blessé. Thiago Silva a recommencé à jouer le 16 octobre avec le Paris Saint-Germain. Et il a été convoqué par Dunga pour les amicaux Turquie-Brazil et Autriche-Brazil. Mais lors du match contre la Turquie, remporté le 12 novembre par le

Brésil (4-0) avec un doublé de Neymar, Thiago Silva est resté sur le banc et le restera face à l'Autriche. Dunga a préféré titulariser Miranda au côté de David Luiz, son coéquipier du PSG. « J'ai l'impression de perdre de l'espace. On m'a retiré quelque chose qui m'appartenait (...). C'est douloureux, mais c'est comme ça », a encore commenté Thiago Silva, qui avait paru émotionnellement très friable pendant le Mondial, où le Brésil avait été humilié 7-1 par l'Allemagne en demi-finale.



07.00 Journal télévisé
07.20 Sabah el kheir
09.05 Saïdati
10.00 Ardth el saâda
10.30 Al namir el sihri
10.45 Ouyoun el houb
11.30 Saâ riadha

12.30 Biatouna
13.00 Journal télévisé
13.20 Yasmin Feuilleton
14.30 Moughamarat aailat el dibaba
16.00 Nabatat li zina
16.25 Spider redes
16.45 Indie a tout prix
17.10 Fourssan l'Ahaggar
18.00 Journal télévisé amazigh

18.20 Taqdar tarbah

19.00 Fi samim el qanoun
19.20 Familitena
20.00 Journal télévisé
21.00 Les martyres de la guillotine
21.10 Lil aâila
22.25 Algérien Film
00.00 Journal télévisé



20.50 Secrets d'histoire



- La reine Hortense pour le meilleur et pour l'empire...

Présenté par Stéphane Bern

Stéphane Bern marche dans les pas d'Hortense (1783-1837), reine de Hollande. Fille de l'impératrice Joséphine de Beauharnais, mère de l'empereur Napoléon III, belle-fille et également belle-sœur de Napoléon, cette jeune femme qui ne rêve que d'amour et de vie élégante devient malgré elle la clé de l'ascension spectaculaire de Napoléon, sujet aux manigances de Joséphine de Beauharnais.
22.40 Putain, c'est pas simple !
00.00 Du bébé au baiser

11.00 Motus
11.30 Les Z'amours
12.00 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal
13.48 Vestiaires
14.05 Toute une histoire
15.15 L'histoire continue
15.45 Comment ça va bien !
16.55 Dans la peau d'un chef
17.55 Face à la bande
18.50 N'oubliez pas les paroles
19.55 Météo 2
20.00 Journal
20.45 Météo 2



20.45 Un village français



Saison 6 - Episode 1

- Paris libéré

Avec Robin Renucci, Audrey Fleurot, Nicolas Gob, Emmanuelle Bach
En août 1944, le général de Gaulle annonce la libération de Paris à la radio et Villeneuve vit ses dernières heures sous l'Occupation. Tandis que les Résistants, dirigés par Marie, continuent la lutte et prêtent main-forte aux Américains, les miliciens, qui ont pris le contrôle de la ville, poursuivent leurs exactions. Suzanne et Antoine, que les épreuves de l'année passée ont rapprochés, assistent un jour à l'une de leurs descentes.
22.40 Grand Soir 3
23.35 Du côté de chez Dave, l'intégrale
00.45 Votre télé et vous

10.50 Midi en France
12.00 12/13 : Journal régional
12.25 12/13 : Journal national
13.50 Un cas pour deux
14.55 Questions au gouvernement
16.05 Des droits pour grandir
16.10 Des chiffres et des lettres
16.50 Harry
17.30 Slam
18.10 Questions pour un champion
19.00 19/20 : Journal régional
19.30 19/20 : Journal national
20.00 Tout le sport
20.20 Plus belle la vie



12.50 Paysages d'ici et d'ailleurs
13.20 Arte journal
13.30 Le dernier métro
15.45 Tibet
16.35 360°-GEO
17.20 X.enius
17.50 Paysages d'ici et d'ailleurs
18.15 D'outremers
19.00 La fabuleuse histoire de l'évolution
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.45 Silex and the City
20.50 Poulet aux prunes
Avec Mathieu Amalric, Edouard Baer, Maria de Medeiros, Eric Caravaca
A la fin des années 1950, à Téhéran, Nasser-Ali Khan est un musicien de génie. Mais depuis que son violon fétiche a été brisé, l'homme est entré dans une période de grave déprime, qui désole sa femme et ses enfants. Inconsolable, Nasser décide de se laisser mourir, attendant la visite de la Grande Faucheuse dans son lit. Ses souvenirs personnels et familiaux se mettent alors à se bousculer dans son esprit ?
22.20 Play
00.15 Bi, n'aie pas peur !
01.45 Yourope

11.45 La quotidienne
13.00 Des trains pas comme les autres
13.40 Le magazine de la santé
14.35 Allô, docteurs !
15.10 Bienvenue chez les paresseux
15.40 Traditions et saveurs
16.35 Bretagne Sud : La mer, la terre, le temps
17.45 C dans l'air
19.00 C à vous
20.15 Entrée libre
20.40 Les dates de péremption sont-elles périmées ?
21.45 Ecole en bateau, l'enfance sabordée
22.45 C dans l'air
23.55 Entrée libre
00.15 Air Crash
01.00 La route du Pacifique Sud



TF1 20.45

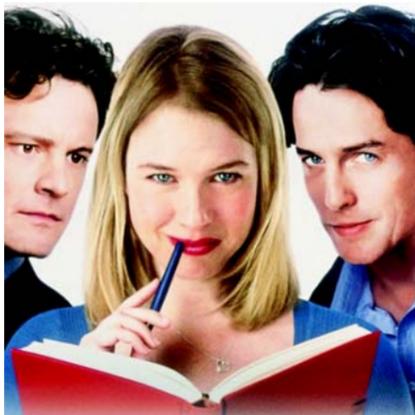
FRANCE / SUÈDE

- Match amical

Invaincue depuis son quart de finale de coupe du Monde face à l'Allemagne, l'équipe de France de Didier Deschamps va tenter de prolonger ses bonnes statistiques pour sa dernière sortie de l'année 2014. Mathieu Valbuena, Karim Benzema, Blaise Matuidi et leurs partenaires devront se méfier des Suédois, invaincus depuis le début des éliminatoires de l'Euro 2016. La participation de Zlatan Ibrahimovic à ce match amical reste incertaine. L'attaquant du PSG soigne une blessure au talon depuis le 21 septembre dernier. La sélection scandinave possède d'autres joueurs de talents à l'instar de l'ancien lyonnais Kim Källström, ou encore Jimmy Durmaz.

6 20.50

LE JOURNAL DE BRIDGET JONES

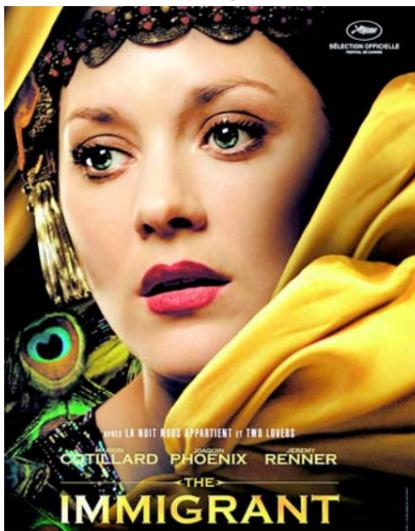


Avec Renée Zellweger, Hugh Grant, Colin Firth, Gemma Jones

A 32 ans, Bridget Jones est toujours à la recherche du prince charmant. Sa mère la pousse à se marier avec Mark Darcy, un brillant avocat tout juste divorcé. Mais ce dernier est cassant et ennuyeux. Ne voulant pas finir vieille fille, la jeune femme décide de se reprendre en main et dresse une longue liste de ce qu'elle doit faire. Son séduisant patron, Daniel Cleaver, semble être l'homme adéquat.

CANAL+ 20.55

THE IMMIGRANT



Avec Marion Cotillard, Joaquin Phoenix, Jeremy Renner, Dagmara Dominczyk

Ewa Cybulska, immigrée polonaise, arrive à Ellis Island, à New York, en janvier 1921, en compagnie de sa sœur Magda. Celle-ci, malade, est placée en quarantaine, et Ewa, en situation de vulnérabilité, tombe sous la coupe de Bruno Weiss, qui lui propose de l'héberger et de l'aider, ainsi que sa sœur. Bruno, qui tient un cabaret, lui propose un emploi de couturière.



23.00 The Mentalist



Saison 3 - Episode 14

- Sang pour sang
Avec Simon Baker, Robin Tunney, Amanda Righetti, Owain Yeoman

L'unique témoin d'un crime a été tué. Le drame s'est produit en présence de la fille de la victime, alors qu'ils étaient tous deux sous la surveillance de Grace. L'inspectrice s'est évanouie après avoir été frappée, et n'a pas pu intervenir. Après avoir assisté à toute la scène, la fillette se trouve en état de choc, et est incapable de donner une description du meurtrier.
23.45 Baby boom

10.25 Une histoire, une urgence
11.55 Petits plats en équilibre
12.00 Les douze coups de midi
13.00 Journal
13.45 Histoire d'un rêve
13.55 Les feux de l'amour
15.15 l'engrenage de l'anorexie
17.00 Quatre mariages pour une lune de miel
18.00 Bienvenue chez nous
19.00 Money Drop
20.00 Journal
20.45 France / Suède



22.25 Bridget Jones : l'âge de raison



Avec Renée Zellweger, Colin Firth, Hugh Grant, Gemma Jones

Après bien des déboires sentimentaux, Bridget Jones, la trentaine, file le parfait amour avec le séduisant avocat Mark Darcy. Pourtant, en dépit des sentiments que ce dernier semble lui porter, elle est toujours aussi angoissée. Elle se rend bien compte que sa collègue Rebecca, ne cesse de tourner autour de Mark. Et elle-même est toujours sous le charme de son ancien patron, Daniel.
00.30 Nouveau look pour une nouvelle vie

10.00 Modern Family
10.50 Desperate Housewives
12.45 Le 12.45
13.05 Scènes de ménages
13.35 Météo
13.40 Le meurtrier de minuit
15.35 La bague de Sophia
17.20 Les reines du shopping
18.25 Objectif Top chef
19.45 Le 19.45
20.10 Scènes de ménages
20.50 Le journal de Bridget Jones



22.50 Henri



Avec Pippo Delbono, Candy Ming, Jackie Berroyer, Simon André, Lio

Henri, quinquagénaire, tient un restaurant avec sa femme Rita. L'homme, simple, n'aime rien tant que la compagnie de ses pigeons et de ses clients préférés comme Bibi, qui lui racontent des blagues au comptoir. Mais un jour, Rita meurt brutalement et Henri se retrouve désespéré. Sa vie change quand sa fille, Laetitia, lui propose de se faire aider au restaurant par Rosette, pensionnaire au foyer d'handicapés mentaux «les papillons».
00.35 Inside Out
01.45 Rencontres de cinéma

12.20 La nouvelle édition
12.45 La nouvelle édition, 2e partie
14.05 Those Who Kill
16.15 La semaine de Gaspard Proust
16.20 Malavita
18.10 Pendant ce temps...
18.12 Pendant ce temps...
18.15 Le Before du grand journal
18.45 Le JT
19.05 Le grand journal
20.00 Le grand journal, la suite
20.25 Le petit journal
20.55 The Immigrant



12.41 Wakfu
13.30 Un gars, une fille
15.40 Des droits pour grandir
15.41 Peppa Pig
16.05 T'choupi et Doudou
16.45 Ninjago
17.40 Les lapins crétiens : invasion
18.20 Des droits pour grandir
18.25 Une saison au zoo
19.00 Une saison au cirque
20.45 Permis de conduire : l'expérience inédite
01.15 Le point quotidien

12.30 Le journal de la RTBF
13.25 Scary Larry
13.40 Geronimo Stilton
14.05 Secrets de la grande muraille
15.00 Questions pour un champion
15.30 Une affaire de femmes
17.30 64° Le monde en Français
18.35 Le point
19.30 Le journal de France 2
20.00 Ceux De 14
21.55 Tour du Rwanda 2014
22.25 Le journal de la RTS
23.00 Echappées belles
00.30 Pardonnez-Moi

10.05 @ vos clips
11.45 W9 Hits
12.35 Talent tout neuf
12.40 W9 Hits
13.30 Charmed
18.15 Les princes de l'amour
19.40 Les Simpson



20.30 Soda
20.40 Différents comme tout le monde
20.50 Enquête d'action

En prévision du match Mali-Algérie L'équipe nationale à pied d'œuvre à Bamako



Kamel Mohamed

L'équipe nationale est à pied d'œuvre à Bamako depuis hier, en prévision de son match contre le Mali, prévu demain et comptant pour la dernière journée des matches de qualification pour la phase finale de la CAN-2015. Le sélectionneur national, Christian Gourcuff, a reconduit le même effectif convoqué pour le match contre l'Éthiopie de samedi dernier, à l'exception de Abeid qui a été libéré pour cause de blessure. L'effectif de la sélection a enregistré le retour du gardien de but titulaire, Wahab Rais M'bolhi qui avait été libéré pour rejoindre sa femme laquelle devait accoucher. Le gardien de but de la JS Kabylie, Azzedine Doukha, a également rejoint le groupe, alors qu'il avait quitté l'équipe en raison d'une grippe.

L'équipe est mise dans les meilleures conditions possibles à Bamako afin de bien préparer le match de demain.

Le sélectionneur national a exigé de ses joueurs de faire le carton plein à savoir arracher une sixième victoire en autant de match dans les qualifications à la CAN-2015. Gourcuff appréhende ce match dans la mesure où le Mali est le seul adversaire ayant pu tenir tête à l'équipe nationale. Les Maliens s'étaient inclinés sur le score étrié de 1-0 lors du match aller à Blida et avaient donné du fil à retordre aux Algériens. En ce sens, cette rencontre sera un test pour les protégés de Gourcuff qui auront à affronter un adversaire d'un autre niveau. Les camarades de Brahimy doivent ainsi démontrer qu'ils sont les plus forts du groupe et justifier leur statut de prétendant au sacre final.

CAN-2015

La pression commence à peser sur Gourcuff et ses joueurs

La pression de la consécration à la CAN-2015, le mois de janvier prochain en Guinée Équatoriale, pèse de plus en plus sur les joueurs et le sélectionneur national. Les résultats de l'équipe aidant, la consécration en coupe d'Afrique est devenue plus qu'un objectif, mais une exigence. La prestation de l'équipe nationale au Mondial-2014 (Brésil) ainsi que son parcours sans faute dans les matches de qualification pour la CAN-2015, ont fait que les supporters de l'équipe nationale, les responsables du sport en Algérie, la FAF, les joueurs et le staff technique croient dur comme fer à la consécration de l'équipe. La sélection algérienne dispose de tous les atouts pour décrocher ce titre. Elle a les moyens matériels et financiers, sans oublier la qualité des

joueurs qui sont d'un niveau mondial, à l'exemple de Brahimy, Feghouli et le nouveau chouchou des Verts, Mahrez. Il s'agit d'un objectif et d'une aspiration légitimes pour l'équipe nationale dont le parcours et les derniers résultats doivent être couronnés par une consécration à la CAN-2015. D'ailleurs, Gourcuff a commencé à évoquer la CAN avec ses joueurs afin de les sensibiliser sur cet objectif et de maintenir sur eux une certaine pression pour éviter tout relâchement avant le tournoi. C'est dans ce sens que Gourcuff évoque la maturité du groupe et sa maîtrise technique à l'approche de la CAN-2015. En somme, l'équipe nationale a le devoir de remporter le titre, compte tenu des moyens dont elle jouit.

K. M.

CAF-Organisation de la CAN 2017

Quatre candidatures dont celle de l'Algérie retenues

La Confédération africaine de football a retenu les candidatures de l'Algérie, de l'Égypte, du Gabon et du Ghana pour l'organisation de la coupe d'Afrique des nations CAN-2017 sur les sept parvenues au secrétariat général de la CAF au 30 septembre 2014, a annoncé l'instance dirigeante du football africain. «Sur les nombreux dossiers de candidatures à l'organisation de la compétition parvenus

au secrétariat général de la CAF au 30 septembre 2014, seulement quatre ont été reconnus conformes aux critères édictés. Il s'agit de ceux de l'Algérie, de l'Égypte, du Gabon et du Ghana», précise la même source.

Les dossiers de candidatures du Kenya, du Soudan et du Zimbabwe ont été donc rejetés par la CAF. La Confédération africaine de football avait annoncé en octobre dernier que sept

Echos de Bamako

● **Climat** : Avant-hier, la température à Bamako oscillait entre 36 et 39 degrés, avec néanmoins un taux d'humidité assez modéré (30%). La chaleur qui sévit dans la capitale malienne va constituer un handicap pour les joueurs algériens qui vont se produire à une heure où la température atteindra ses sommets de la journée.

● **Zefzef** : Le vice-président de la FAF, Djahid Zefzef, se trouve depuis dimanche à Bamako, pour préparer le séjour des Verts en terre malienne. Le N.2 de l'instance fédérale était accompagné par notamment le cuisinier de la sélection.

● **Arrivée** : L'avion spécial affrété pour transporter l'équipe nationale d'Alger à Bamako est arrivé hier à 18h30 locales (19h30 algériennes) sur le tarmac de l'aéroport de Bamako. Les coéquipiers de Riyad Mahrez ont élu domicile pendant leur court séjour à l'hôtel Radison, situé en plein centre-ville de la capitale.

● **Engouement** : Les Maliens en général et les habitants de Bamako en particulier fondent de grands espoirs sur les «Aigles» pour l'emporter face à l'Algérie et du coup valider leur billet pour la phase finale. Même si l'ambiance dans la capitale, où chacun vaque à ses occupations, est morose, les locaux ont assuré que le stade du 26-mars fera le plein pour soutenir les camarades de Seydou Keita.

● **Entraînement** : La sélection malienne, dirigée par le Franco-Polonais Henry Kaspercak, a effectué hier après-midi à l'heure du match son avant-dernière séance d'entraînement au stade du 26-mars. Ce galop s'est déroulé à huis clos, loin des regards. Le Mali qui reste sur une défaite à Blantyre face au Malawi (2-0), devra impérativement l'emporter face aux Verts pour se qualifier.

● **Presse** : La presse algérienne qui s'est déplacée dimanche pour la couverture médiatique du match Mali-Algérie n'est pas nombreuse, contrairement aux sorties précédentes des Verts. Une dizaine de journalistes, représentant les différents quotidiens nationaux, se trouvent à Bamako, où ils auront à rapporter l'actualité de la sélection.

● **Supporter** : Connus pour être un inconditionnel supporter de l'équipe nationale, «Ammi Abdelkader» n'a pas raté l'opportunité de se déplacer à Bamako pour assister au match. Vêtu d'un maillot aux couleurs nationales, Hadj Kouider (64 ans) a créé, à lui seul, une bonne ambiance que ce soit dans l'avion ou bien à l'aéroport. Il est le seul supporter algérien à avoir effectué le déplacement depuis Alger.

● **Renfort** : Pour palier aux déficiences de Bakary Sako (suspendu) et Cheikh Diabate (blessé), le sélectionneur du Mali, Henri Kaspercak a rappelé Abdou Traoré et Modibo Maïga en prévision du match face à l'Algérie.

Eric Cantona «Le football est un formidable vecteur d'immigration»

Nouvelle prise de position pour Eric Cantona. Après le conflit israélo-palestinien, l'ex-footballeur s'en prend au «discours ambiant» sur l'immigration. Il s'est confié à nos confrères de l'AFP à la suite de la diffusion sur Canal+ de son nouveau documentaire Football et immigration. Même s'il a quitté les terrains de foot depuis longtemps, Eric Cantona continue de pratiquer le tackle. François Hollande en a fait les frais l'été dernier lorsque l'ex-footballeur s'est adressé au président de la République dans une vidéo diffusée par Mediapart pour l'encourager à lire un article d'Edwy Plenel sur le conflit israélo-palestinien. Cet automne, c'est à «l'extrême-droite», à «ces gens qui parlent de Français bien français, bien bleu-blanc-rouge» qu'il s'adresse. Son documentaire Football et immigration, diffusé dimanche 16 novembre sur Canal+, qui dévoile les liens forts entre l'équipe de France et l'immigration, Eric Cantona dit avoir «voulu le faire parce qu'on est dans une période où c'est comme s'il fallait absolument choisir entre ses origines et son pays d'accueil, comme entre son père et sa mère. Alors que la vraie richesse est de grandir avec ses origines dans son pays d'accueil. La France est multiculturelle, c'est ce que disent (les sociologues) Edgar Morin et Claude Boli». L'ex-footballeur devenu comédien a de-

mandé à sa femme, la comédienne Rachida Brakni, «de parler l'arabe avec notre enfant». «Il faut que les enfants apprennent très tôt les langues, surtout celles des origines des parents», explique-t-il à l'AFP. Selon lui, les «vagues d'immigration ont participé à la construction et au développement, économique aussi, de la France», et aujourd'hui il dénonce «le discours ambiant» sur l'immigration. «Il y a des gens très intelligents qui profitent du désespoir des gens, avec des discours qui ne tiennent pas debout et qui en plus vont à l'encontre de ce que sont la France et son histoire. Ces gens parlent de Français bien français, bien bleu-blanc-rouge, alors que la France est multiculturelle depuis toujours», s'insurge-t-il. À travers son documentaire, Eric Cantona prouve que le football est «un formidable vecteur d'immigration». «Les grands joueurs sont issus des vagues de l'immigration, et personne ne peut le nier. C'est intéressant de les faire parler de leurs origines, de leur pays d'accueil, de leur histoire, d'aller au fond des choses». «Les meilleurs jouent mais dès qu'on sort du jeu, concernant les entraîneurs et dirigeants dans les clubs et instances, (...) ça ressemble au reste de la société, précise-t-il à l'AFP. On préfère prendre un mec qui ressemble aux autres qu'un mec à la couleur de peau différente, malheureusement».

Real Madrid Ronaldo veut s'expliquer avec Messi



Accusé d'utiliser un surnom peu flatteur pour évoquer Lionel Messi en privé, Cristiano Ronaldo s'est déjà défendu publiquement. Mais l'attaquant portugais du Real Madrid compte discuter avec son rival du FC Barcelone d'ici mardi. «Une information qui circule prétend que je ferais des remarques offensantes concernant Lionel Messi. Ceci est absolument faux et j'ai assuré que mon avocat prendrait des mesures pour poursuivre les responsables.» Mercredi, Cristiano Ronaldo réagissait publiquement aux accusations le visant dans une autobiographie écrite par un journaliste espagnol, assurant que le Portugais avait affublé du surnom de «fils de p***» son rival argentin. Malgré ces propos, la rumeur continue de faire couler beaucoup d'encre en Espagne, où certains ne croient pas aux explications de l'attaquant du Real Madrid. Ce dernier a donc l'intention de s'expliquer directement avec Messi. En effet, le hasard du calendrier fait que les deux hommes vont se retrouver mardi pour un match

amicale entre le Portugal et l'Argentine à Old Trafford. Selon le Daily Mirror, le Madrilène va profiter de l'occasion pour discuter avec le Barcelonais afin de mettre les choses au clair.

«C'est un grand joueur. J'ai avec lui une relation professionnelle, comme c'est le cas avec d'autres joueurs. Je ne suis pas ami avec lui car nous ne partageons pas le même vestiaire, nous ne sortons pas dîner ensemble, mais je le respecte en tant que professionnel», a par ailleurs déclaré CR7 dans une interview accordée à Sky Sports. La démarche de Ronaldo est une manière intelligente de clore ce dossier une bonne fois pour toutes.

Et Messi acceptera, à n'en pas douter, cette invitation. Surtout que même son coéquipier Sergio Busquets a tenu à défendre le Madrilène récemment. «Concernant Cristiano Ronaldo, je ne crois pas qu'il ait mal parlé de Messi», avait indiqué le milieu du Barça. Il ne restera plus qu'à attendre une réaction de la Pulga pour calmer certains agités en Espagne...

Saisie de 8 «Taser» à Oran

Les services de la Sûreté de wilaya d'Oran ont saisi, hier, huit armes électriques connues sous le nom de «Taser» détenues par deux personnes sans autorisation de port de ce type d'armes, a-t-on appris auprès de ces services. Agissant sur renseignements, les éléments de la brigade de recherche et d'investigation (BRI) relevant de la Sûreté de wilaya d'Oran ont procédé à la perquisition des domiciles des deux individus.

L'opération s'est soldée par la saisie de ce lot d'armes appelées «Taser» sous différentes formes, a-t-on ajouté de même source. Selon les informations requises, ces armes étaient destinées à la vente à des délinquants pour servir comme moyens de vol et d'agression. Les deux personnes arrêtées ont été présentées devant la justice, a-t-on ajouté.

Combats autour d'un aéroport à Tripoli, 4 morts



Des combats opposant des milices islamistes aux partisans du général Khalifa Haftar à Tripoli ont fait dimanche plusieurs morts et conduit à la fermeture pendant quelques heures du petit aéroport de Mitiga, dans l'est de la capitale, selon des sources militaires. Ces combats autour de Mitiga ont opposé des milices islamistes de Fajr Libya aux soldats fidèles au général à la retraite Haftar, faisant au moins quatre morts et dix blessés. Un responsable de l'Autorité aéroportuaire libyenne a indiqué que l'aéroport de Mitiga avait été fermé en raison de ces combats. Le trafic a ensuite repris en soirée. Cet aéroport militaire situé dans l'est de la capitale a été ouvert au trafic civil après la fermeture de l'aéroport international de Tripoli, gravement endommagé par les combats entre milices rivales durant l'été.

Les monarchies du Golfe se réconcilient avec le Qatar

Les monarchies du Golfe ont éteint l'incendie qui menaçait leur groupement régional après d'apparentes concessions du Qatar, accusé pendant huit mois d'ingérence chez ses voisins et de liens suspects avec les Frères musulmans, selon des analystes. Au terme d'un mini-sommet surprise dimanche soir à Ryad, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Bahreïn ont annoncé que leurs ambassadeurs allaient retourner au Qatar, d'où ils avaient été rappelés le 5 mars. Cette annonce désamorce une crise sans précédent depuis la création en 1981 du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et ouvre la voie à la tenue en décembre de son sommet annuel à Doha.

De l'avis de nombreux experts, les pays arabes du Golfe ne pouvaient pas laisser se perpétuer leurs divisions au vu des crises multiples et graves qui secouent le Moyen-Orient. Ces riches monarchies pétrolières craignent en particulier pour leur sécurité après leur engagement dans la coalition lancée par les Etats-Unis contre l'Etat islamique (Daech) en Irak et en Syrie. «L'important, c'est que la plus grave crise que le CCG ait connue depuis 33 ans a été surmontée», a commenté l'analyste émirati Abdulkhaleq Abdulla. «2014 a été la pire année pour le CCG. Le retour des ambassadeurs signifie que la page du différend est tournée».

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Un Français parmi les bourreaux de Daech



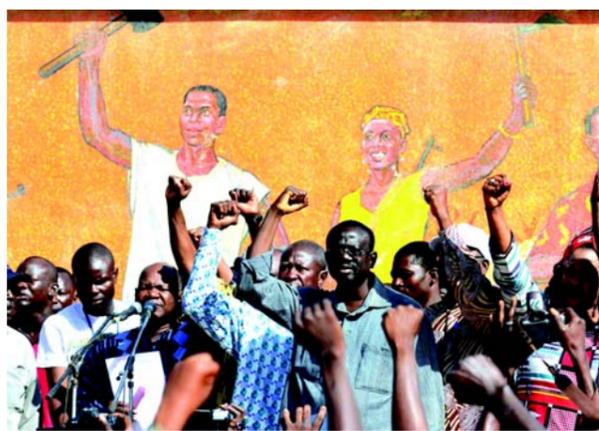
Un Français a participé «directement» à la décapitation de prisonniers syriens par le groupe djihadiste Etat islamique (Daech), a annoncé Paris lundi,

mettant en lumière l'engagement des Français en Syrie où ils représentent l'un des plus gros contingents d'Européens. Le ministre français de l'Intérieur, Ber-

nard Cazeneuve, a indiqué qu'il existait «une très forte probabilité qu'un ressortissant français ait pu participer directement» à la décapitation de prisonniers syriens montrée dimanche dans un vidéo du groupe EI. Le parquet de Paris a plus tard assuré que «des indices circonstanciés confirment l'implication d'un Français» dans cette exécution. Sur les images, le groupe revendique également la décapitation de l'otage américain Peter Kasig en représailles à l'envoi de conseillers militaires américains en Irak. Ce Français pourrait être «Maxime Hauchard, né en 1992» originaire d'un village du nord-ouest de la France et «parti en Syrie en août 2013 après un séjour en Mauritanie en 2012», a déclaré le ministre.

Retour à un pouvoir civil au Burkina Faso

Le Burkina Faso a désigné un nouveau chef de l'Etat intérimaire, le diplomate Michel Kafando, tournant ainsi la page du régime militaire qui a dirigé le pays pendant seize jours après la chute de Blaise Compaoré. Après une nuit de tractations à Ouagadougou, le nouveau président intérimaire, âgé de 72 ans, a à peine cillé à l'annonce de sa nomination annoncée en présence des deux autres candidats retenus par le «collège de désignation», l'ex-ministre de Thomas Sankara, Joséphine Ouédraogo et le journaliste Cherif Sy. L'Union africaine a salué lundi la désignation d'une «personnalité civile» au poste de président intérimaire au Burkina Faso, signe de la «maturité politique» et du «sens des responsabilités» des Burkinabè. Figure de la diplomatie burkinabè, cet ancien ambassadeur de la Haute-Volta



(l'ancien nom du pays) puis du Burkina Faso auprès des Nations unies, respectivement en 1981-1982 et 1998-2011 a été choisi par un collège de civils et de militaires après une nuit de discus-

sions à Ouagadougou. La rue burkinabè avait chassé le président Blaise Compaoré le 31 octobre dernier car il souhaitait modifier la Constitution pour se maintenir au pouvoir, après 27 années de règne.

Moscou expulse des diplomates polonais



La Russie a annoncé lundi l'expulsion pour espionnage de diplomates polonais en représailles à celle de diplomates russes de Varsovie, juste avant une réunion de l'Union européenne, qui pourrait aboutir à de nouvelles sanctions contre Moscou pour son rôle dans le conflit en Ukraine.

Depuis quelques semaines, les combats ont redoublé d'intensité dans l'Est séparatiste et Kiev accuse la Russie d'envoyer des troupes de combat et du matériel militaire en renfort aux rebelles prorusse, ce que l'Otan et les observateurs de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe)

déployés dans la zone ont confirmé. Mais de son côté, Moscou nie catégoriquement, le président Vladimir Poutine affirmant que les rebelles se procurent des armes par eux-mêmes. Ces dernières 24 heures, six soldats et trois policiers ukrainiens ont été tués dans l'Est de l'Ukraine, selon les autorités. Dans ce contexte tendu, les ministres des Affaires étrangères de l'UE se rencontreraient lundi afin de débattre de leur «stratégie». «Plusieurs diplomates polonais ont déjà quitté le territoire de notre pays en raison d'activités incompatibles avec leur statut», un terme faisant généralement référence à des activités d'espionnage dans le jargon diplomatique, a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères.

EDITORIAL

Par M. Saadoune

LE SYNDROME ALGÉRIEN

Faut-il s'inquiéter de la baisse des prix du baril qui a perdu depuis le mois de juin dernier près de 30 dollars ? Même si les responsables se veulent rassurants, la réponse est «oui». Il faut s'en inquiéter pour la simple raison que plus de 97% des recettes en devises du pays viennent des exportations. Un chiffre massif qui rend étrange le débat visant à relativiser voire à nier qu'il existe un problème sérieux d'usage de la rente pétro-gazière dans le pays.

Le syndrome hollandais n'est pas une vue de l'esprit et ce n'est pas la redistribution, très inégale, qui s'effectue en faveur des salariés qui le rend moins grave. La question de l'extrême dépendance de l'économie du pays à l'égard de la rente est posée depuis des décennies et aucune solution, qu'elle soit «libérale» ou «sociale», n'est mise en œuvre. L'Algérie «bouffe» sa rente, ce n'est pas en jouant sur les mots et les chiffres que l'on va balayer cette réalité structurelle. C'est cela la forme négative du «consensus» qui règne, celui qui dépend du niveau des recettes pétrolières. Aller vers la diversification de l'économie impli-

que un changement de cap et des décisions qui remettent en cause des situations acquises. Ou alors négocier un consensus politique nouveau pour le changement et la sortie du statu quo.

Le «discours sur la rente» n'est pas un cliché. Comment en faire un usage vertueux, «productif» n'est pas un débat inutile et, c'est une évidence, il suppose des choix politiques qui ne sont pas séparables des intérêts, de plus en plus divergents, entre les classes sociales. On ne doit pas oublier que la crise politique violente entamée en octobre 1988 est directement liée à la chute drastique des prix du pétrole au milieu des années 80. L'Algérie avait commencé à comprendre, sans en tirer par la suite les enseignements nécessaires, qu'un ministre du Pétrole saoudien, à l'époque c'était Zaki Yamani, pouvait peser lourdement sur son histoire. La configuration n'est pas très éloignée

aujourd'hui où les Saoudiens ne veulent pas de décision de baisse de production à la prochaine réunion de l'Opep. Le ministre saoudien ne parle que de laisser jouer le marché alors que les analystes cherchent des motivations politico-économiques à sa démarche : affaiblir la Russie et l'Iran ? Engager le bras de fer avec les producteurs du pétrole de schiste ?

Ce qu'on peut constater est que l'Algérie n'est pas «acteur» dans la conjoncture actuelle. Comme le rappelle un confrère, Alger doit «garder profil bas» car n'ayant pas la main sur les enjeux actuels. Mais cela doit au moins maintenir le débat sur l'avenir économique du pays. Les constats établis régulièrement sur l'impact de la rente ne relèvent pas de la sinistrose ou de la volonté de dénigrer. La rente pétrolière, inégalement redistribuée, a assuré pendant des périodes assez longues une relative paix sociale. Mais la contrepartie structurelle a été une stérilisation de la créativité, une domination de la bureaucratie et une dépendance absolue à l'égard des importations. C'est toujours le cas. Et ce n'est pas un faux débat.

Djezzy rencontre ses employés de l'Est

L'Après la région Ouest, le Top Management de Djezzy avec à sa tête le Directeur Général Philip TOHME est parti, le 12 novembre dernier à Constantine, à la rencontre de plus de 400 employés de la région Est. Cette rencontre, marquée par des échanges aussi francs qu'enrichissants, a été l'occasion pour les responsables de Djezzy de présenter tour à tour aux employés présents une projection sur l'avenir de l'entreprise avec en toile de fond une vision claire sur ce qui doit caractériser les relations internes et externes de l'entreprise mais aussi son positionnement sur le marché. Les employés se sont dits très satisfaits d'assister à cette rencontre fort importante dès lors qu'elle leur a permis d'avoir une idée claire sur la stratégie et l'avenir de leur entreprise mais aussi sur les défis de l'heure. La rencontre s'est terminée dans une ambiance festive à l'avenant du sentiment d'optimisme inspirée par ce mémorable évènement.

Ebola: plus de 440 personnes sous surveillance au Mali



Le Mali, dernier pays touché par Ebola, avec quatre morts sur cinq cas enregistrés en moins d'un mois, a annoncé avoir mis sous surveillance sanitaire plus de 440 personnes ayant pu avoir des contacts avec les porteurs du virus. Toutes ces personnes sont liées à un imam guinéen décédé le 25 octobre à Bamako, la capitale, et non pas au premier cas, une fillette de deux ans également venue de Guinée et décédée le 24 octobre à Kayes, qui n'a entraîné aucune contamination, précise le ministère de la Santé dans un communiqué. «A la date du 16 novembre 2014, (...) le nombre de personnes-contacts suivies par les services de santé s'élève à 442.

Elles ont toutes été mises en observation pour contrôle sanitaire», indique le coordinateur du Centre opérationnel d'urgence contre Ebola, le professeur Samba Sow, signataire du communiqué. Concernant le nombre de morts d'Ebola, «le bilan n'a pas évolué par rapport au 15 novembre, et reste toujours» à quatre, a indiqué le Pr Sow: «trois décès liés» à l'imam de la ville de Kourmalé, à cheval sur les deux pays, venu se faire soigner à Bamako, et la fillette décédée à Kayes.